

7



COMMISSION de l'Hygiène, de l'assistance,  
de l'assurance et de la prévoyance sociales.

(ANNÉE 1933.)

Président :

M. Fernand MERLIN.

Vice-Présidents :

MM. LANCIEU, Auguste MOUNIER.

Secrétaires :

MM. DAUTHY, MAUGER.

Membres :

MM.

ARMBRUSTER.  
Alexandre BACHELET.  
BUQUIN.  
CHASSAING.  
CHAUVEAU.  
DARAIGNEZ.  
DHERBÉCOURT.  
DUDOUYT.  
DUPREY.  
EVEN.  
FAUGÈRE.  
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.  
GADAUD.  
Justin GODART.  
LAVERGNE.  
LE GORGEU.

MM.

LEREDU.  
LOURAT.  
Raymond MARTIN.  
Edouard NÉRON.  
NEYRET.  
PELEGER.  
RAYNALDY.  
Camille REBOUL.  
ROLLAND.  
Edouard ROUSSEL.  
SIREYJOL.  
PAUL STRAUSS.  
THÉRET. Turbat  
Robert THOUMYRE.  
VIELLARD.



**FORTIN & C<sup>IE</sup>**

**PAPETERIE**

**IMPRIMERIE**



N<sup>o</sup>

Pour avoir un Objet  
semblable rappeler le N<sup>o</sup>

USINE : 184, FAUBOURG S<sup>T</sup> DENIS

59, Rue des Petits Champs, PARIS

**Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.**  
**- 1933 -**

**MM.**

ARMBRUSTER.  
Alexandre BACHELET.  
BUQUIN.  
CHASSAING.  
CHAUVEAU.  
DARAIGNEZ.  
DAUTHY.  
DHERBÉCOURT.  
DUDOUYT.  
DUPREY.  
EVEN.  
FAUGÈRE.  
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.  
GADAUD.  
Justin GODART.  
LANCIEN.  
LAVERGNE.  
LE GORGEU.

**MM.**

LEREDU.  
LOUBAT.  
Raymond MARTIN.  
MAUGER.  
Fernand MERLIN.  
Auguste MOUNIÉ.  
Edouard NÉRON.  
NEYRET.  
PFLEGER.  
RAYNALDY.  
Camille REBOUL.  
ROLLAND.  
Edouard ROUSSEL.  
SIREYJOL.  
Paul STRAUSS.  
THÉRET.  
Robert THOUMYRE.  
VIELLAND.



7<sup>e</sup> Volume des Comptes - rendus  
des séances de la Commission de  
l'Hygiène, de l'Assistance, de  
l'Assurance et de la Prévoyance  
Sociales

---





Séance du 6 juillet 1932  
Présidence de M. Fernand Merlin

Séance ouverte à 16 h. 30

Présents : M. M. Pflieger, Veron, Buguin,  
Le Gorgeu, François Saint-Maur, Rolland,  
Mounié, Daraignez, Armbruster, Lancien,  
Havergne, Mauger, Dudouyt, Ewen, Dherbecourt,  
Gadland, Darteyre, Dentu, Loubat, Neuville,  
Dauthy

286-1932

M. Pflieger donne lecture de son rapport  
sur le

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, portant introduction dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle du codex français. (N° 286-1932). - M. PFLEGER, Rapporteur.

Le rapport est adopté.

M. Pflieger donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 15 avril 1926, introduisant dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle la loi du 15 février 1902, relative à la protection de la santé publique.

Le rapport est adopté.

Audition de M. le Ministre du Travail :

- 1° - sur l'application de la loi sur les assurances sociales ;
- 2° - sur le projet de modification de la loi sur les accidents du travail (N° 15 - 1928).

15-1928



Assurances Sociales M. Dalimier, ministre du travail, de l'assurance et de la prévoyance sociale, est introduit.

M. le président le salue au nom de la commission et lui expose les différents points sur lesquels la commission désire être renseignée.

M. le ministre expose que depuis les quatre semaines qu'il est au ministère, il n'a pu encore se mettre au courant de tous les détails d'application de la loi des Assurances Sociales, mais il compte sur ses vacances pour avoir le loisir de le faire et offre d'ailleurs à la Commission de se présenter devant elle à la rentrée.

En attendant, il donne lecture de notes qu'il a rédigées et qu'il offre de laisser au président et même d'faire envoyer à tous les membres.

Les services de statistique sont absorbés par le dépouillement des comptes des 813 caisses de répartition. En outre, il a fallu utiliser des prévisions pour tout ce qui concerne la fin des régimes maladie ouverts en 1931.

Les chiffres suivants vont concerner 186 caisses. Le ministre n'a que 3 vérificateurs et 1 actuaire contrôleur.

Ces 186 caisses représentent 3 millions % d'assurés, soit 40% environ.

Recette maladie 61 millions; dépenses 289

maternité	82	-	-	68
décès	35	-	-	3
	<u>731</u>			<u>360</u>



Mais ces premiers excédents sont exceptionnels. Il y a eu 3 mois de recettes sans prestations. Pour le décès, 6 mois de dépenses, 18 mois de recettes. Pour la maternité, la dépense ne marchait au plein qu'au 9<sup>e</sup> mois. Mais en fait l'équilibre des deux risques est atteint. Toutefois, on ne reverra pas des excédents de ce genre; il faut tenir compte de la négligence des assurés, et de leur ignorance de leurs droits.

Pour 2 grandes caisses de Paris et Seine, les dépenses vont régulièrement en augmentant: 13 millions le dernier mois au lieu de 810000 le premier mois. Une d'elles paraît toutefois stabiliser ses dépenses.

Utilisation des ressources des caisses <sup>de capital<sup>on</sup></sup>. - Il y a 350 millions places <sup>à la caisse des dépôts.</sup>: valeurs d'Etat, foncières, communales, obl. de chemins de fer, prêts aux départements et aux communes; le dernier poste est très faible, le ministre s'efforcera de le développer.

Les placements directs des caisses:

213 millions valeurs d'Etat

67 — prêts communes

22 — Sociétés A.D.M. et agricoles, etc.

Pour les caisses répartition, il y a 629 millions disponibles: ici tout à peu près est en valeurs sauf 20 millions en placements sociaux immobiliers ou prophylactiques.

M. le président fait préciser que ces placements spéciaux sont faits avec l'autorisation du ministre, d'après un programme général

M. Bouvier voudrait connaître la liste des



oeuvres de la Seine qui ont bénéficié de subventions.

Le ministre répond que l'Institut d'Actinologie a touché 2 millions de la Caisse de répartition.

M. Lanciau donne des renseignements sur cet établissement.

M. le ministre promet un programme pour octobre.

M. François-Saint-Maur pense qu'il faut distinguer entre les réserves des caisses de répartition, pour lesquelles le taux de placement est indifférent, et les réserves des caisses de capitalisation, qui doivent rapporter des intérêts substantiels et fructueux (5 et 5½ %). Il ajoute que la Caisse de garantie se montre difficile pour autoriser les placements immobiliers. Les caisses réclament un contrôle, mais pas de refus systématiques. Il ne faut pas que tout roule sur le crédit de l'État.

M. le président est effrayé de la difficulté des placements mobiliers. Quand on aura 40 milliards, comment fera-t-on?

M. Armbruster met le ministre en garde contre l'opinion mutualiste de la nécessité de la médecine préventive sous forme d'examen préventifs des assurés. Cela va créer une psychose et à des abus coûteux.

Le ministre est d'accord. Il tient cependant à défendre les œuvres pour l'enfance, les préventoria, les cures solaires.

M. le président estime que le fondement de



x

L'assurance sociale est l'examen. Tout n'est qu'une question de mesure.

Développement du risque d'invalidité. - Le bénéfice de cette assurance ne jouera qu'à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1933. -

La durée des maladies réglées pendant les dix premiers mois :

0 jour	3 800
1 -	36 200
2 jours	13 200
3 -	7 400
4 -	4 000
5 -	4 600
6 -	4 600
7 -	5 600
8 jours	4 600
Mois de 10 jours	88 000
10 - à 19 jours	41. 000
20 à 39 -	13. 000
40 - 59 -	11. 000
60 - 89 -	2 000
90 et plus	5. 600 Cas

Tous ne seront pas des invalides.

Le contingent futur annuel probable serait de 12 000. Il y aura moins de pension d'invalides à payer qu'on ne l'avait prévu.

M. Mauger remarque que ces chiffres ne sont qu'une indication, car depuis le nombre des inscriptions a augmenté. D'autre part, il faudra ajouter les invalides des retraites ouvrières et paysannes.

Tarif de responsabilité. -



M. le ministre expose le mode d'établissement de ce tarif. Il constate que son application a déçu les assurés sociaux. Si les boni des caisses persistent, il faudra les utiliser à réduire les paiements personnels des assurés.

La Confédération des Syndicats médicaux français, le 3 juillet, a invité ses adhérents à abaisser le tarif chirurgical.

M. le Gorgeu prétend que le tarif de responsabilité a été prévu uniquement pour les soins à domicile et non pour l'hospitalisation. Le tarif de responsabilité est trop bas.

M. Dartegre observe que les médecins ont augmenté leurs prix au lendemain de la promulgation de la loi.

M. le Gorgeu démontre que l'application du tarif de responsabilité à l'hospitalisation résulte de circulaires illégales.

M. Mauger signale que le § ~~12~~ de l'article ~~4~~ n'a jamais été voté ni par la Chambre ni par le Sénat.

M. Lancien demande l'unification des tarifs entre accidents du travail et assurances sociales.

M. le ministre se propose de déposer un rectificatif de simplification.

Rapports des assurances sociales avec l'assistance médicale gratuite. - Des instructions précises ont été données aux préfets en ce qui touche les assurés sociaux notoirement indigents. Mais le Conseil supérieur de l'Assistance publique a soulevé des difficultés, et le ministre



précédent a déposé un projet de loi légalisant la thèse de son administration. M. Dalimier déclare qu'il ne pense pas soutenir ce projet, que la commission de la Chambre n'a pas adopté.

M. le président voudrait éliminer de la loi toute espèce d'assistance et n'en faire qu'une loi d'assurance.

M. François-Saint-Maur demande une augmentation des frais de gestion pour les caisses de capitalisation, et leur versement plus rapide aux caisses.

D'autre part, M. François-Saint-Maur voudrait que les employeurs envoient directement leurs feuilles aux caisses sans passer par les offices.

15-1928

Accidents du travail. Le projet comporte une augmentation de 54% de la charge de l'industrie. Le rapport (Chauveau réduit ce chiffre à 20% (258 millions).

L'avis du ministre est que la situation économique rend ce projet inopportuniste.

M. Lancien estime que le chiffre de 258 millions est inférieur à la réalité. Il faut compter 500 millions, car M. Chauveau n'a pas tenu compte des sociétés qui s'assurent elles-mêmes. En tout cas, M. Lancien insiste pour l'unification des tarifs avec ceux des assurances sociales.

M. Hauger demande quelle serait l'augmentation des primes dans l'hypothèse de l'adoption du rapport Chauveau. Au fur et à mesure que



les salaires relevaient, les premiers s'élevaient également, mais les rentes sont restées les mêmes. Elles ne sont plus de 50% du salaire, mais de 22% environ. M. Mauger pense que la charge de la réforme pourrait donc être plus faible.

M. le ministre prend congé.

603. 1932.

M. Pflieger est nommé rapporteur du

Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, concernant l'extension de la loi du 13 juillet 1930, relative aux contrats d'assurance, aux départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (N° 603 - 1932) porteur.

611. 1932.

M. Mauger est nommé rapporteur de la

Proposition de résolution de MM. CASSEZ, Georges ULMO et Henry MERLIN, invitant le Gouvernement à prendre toutes dispositions utiles pour hâter la liquidation des retraites ouvrières et paysannes. (N° 611 - 1932). - Désignation d'un Rapporteur.

584-1927

M. Pflieger fait adopter son rapport sur les monts de piété en Alsace et Lorraine ainsi que le rapport sur l'assurance des

13-1927

employés privés (ratifications de décrets.) Enfin, il fait adopter une proposition de loi tendant à modifier l'article 160 du Code des Assurances Sociales des départements recouvrés.

824-1931

RH.



11  
Séance du 9 Novembre 1932

Présidence de M.

Séance ouverte à 16 H 1/2

Présents: M.M. Le Gorgeu, Delpierre, Evens, Sherbecourt, Pflieger, Loubat, Dentu, Mounie, Chaumyre, Dudouyt.

M. le président présente l'hommage de la commission à la mémoire de M. Darteyre. Il souhaite la bienvenue à M. Chaumyre. M. Dentu félicite M. F. Merlin de sa réélection. M. le président regrette le départ de M. Delpierre.  
La Commission nomme rapporteurs:

de la Proposition de résolution de M. Roger GRAND, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les lois du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales et en suspendant provisoirement l'effet obligatoire pour les salariés de l'agriculture, (689-1932). - M. Le Gorgeu.

du Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification de certaines dispositions du Code des Assurances sociales en vigueur dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle. (707-1932) M. Pflieger.

de la Proposition de résolution de M. J. COURTIER tendant à inviter le Gouvernement à prendre différentes mesures pour permettre la réalisation plus rapide des travaux d'adduction d'eau potable. (743-1932).

M. Dentu.

Assurances  
Socials.

M. le président indique qu'il a vu le ministre du travail au sujet des projets modifiant la loi des assurances sociales. Le ministre prépare des projets où il s'efforcera d'apporter de la simplification. Il compte les déposer d'ici quelques semaines.



Le ministre compte opérer par fractions et non par voie de réforme générale. Il consent à voir nommer par la commission une sous-commission qui aurait ses entrées au ministère du travail pour les assurances sociales et une autre pour les accidents du travail.

Le ministre est préoccupé des conséquences financières du projet de réforme des lois sur les accidents du travail. Il sera bon d'attendre une époque plus heureuse pour réaliser la réforme.

M. Morin, approuvé par M. le président, décline la responsabilité du retard, dont le Gouvernement est seul responsable.

M. Thonmyre déclare que dans les milieux d'H. B. M., on serait assez anxieux de savoir ce que le gouvernement a l'intention de faire l'année prochaine. Peut-être serait-il assez utile d'avoir une réunion à ce sujet.

La séance est levée à dix-sept heures.

RH



Séance du 16 Novembre 1932

Présidence de M. Fernand Merlin

Séance ouverte à 16 heures 30.

Présents: M. M. Armbruster, Duprey, Dauthy, Chassaing, Rolland, Pflieger, Evén, Le Gorgeu, Bachelet, Loubat, Moulié, Dherbecourt, Buquin, Thérêt, Faugère, Dentu, Dudouyt, Lancien.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des pensions relative à la question de la mise en instance de pension. Il s'agit d'une question de procédure. M. le président se prononce.

- Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier le dernier alinéa de l'article 10 de la loi du 20 juillet 1895, complété par la loi du 31 décembre 1929, relatif à l'emploi du boni des caisses d'épargne.- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

251-1932

M. Armbruster donne lecture de son rapport.

M. Chassaing propose un amendement tendant à utiliser les bonis sur place, dans la circonscription de chaque Succursale, et réservant d'autre part l'application d'un Statut au personnel.

Il signale que la rédaction de la proposition abroge implicitement les dispositions existant en faveur des petits livrets. Il désire que le mot "modifié" soit remplacé par "complété".

La commission accepte cette modification de forme.

En ce qui touche la question des succursales, M. Armbruster répond que les caisses centrales sont toujours très généreuses vis-à-vis des œuvres locales installées dans les communes sièges de



Succursales.

M. Chassaing conteste cette affirmation.

M. Moulié appuie M. Chassaing.

M. Armbruster répond que la loi autorise les caisses et ne les force pas à employer leurs fonds à des œuvres sociales. Si on leur fixe des règles trop strictes, elles se refuseront à user de cette faculté.

M. Rolland craint de disperser les efforts et les crédits.

M. Duprey est d'avis que l'objection aurait eu une grande force avant la guerre, mais maintenant toutes les caisses d'épargne mères ont maintenant des installations modernes,

M. Chassaing dit que les caisses mères se refusent à suivre les instructions du ministère du travail qui les engage à aider les succursales.

M. Newille trouve qu'il suffirait d'une mention dans le rapport.

M. Armbruster rappelle que les fonds sont employés généralement à des œuvres de grande importance, preventives, sanitaires, etc., dont profite tout le département. Il propose de faire une simple mention dans le rapport.

M. Chassaing donne lecture des réponses que le ministre a fait à ses questions écrites. C'est pour venir en aide au ministre qu'il a déposé son amendement.

M. le président propose le renvoi de cette partie de l'amendement. Cette proposi-



sition est adoptée.

Pour la 2<sup>e</sup> partie de l'amendement, elle vise à donner des garanties ~~au~~ personnel. M. Chassaign voudrait même qu'une enquête fut faite sur la façon dont certains directeurs utilisent leurs bonis, à des fins électorales par exemple. Une augmentation de prélèvement de 0,25% a été votée par les Chambres en faveur du personnel, mais certaines caisses, qui prélèvent cette augmentation des frais de gestion, n'en font pas profiter le personnel.

M. Ambruster trouve grave de donner force de loi à un statut d'origine ministériel, sans l'examiner en détail. Toutefois, il ne se refuse pas à rechercher un moyen de satisfaire ce personnel. On renvoie également cette <sup>disposition</sup>.

M. de Gorgex revient sur le vote relatif aux mots "complète" et "modifié". Il estime que la commission a commis une erreur de texte.

M. le président regrette cette improvisation de séance. Le rapporteur examinera de nouveau ce point.

Discussion renvoyée à huitaine quinzaine.  
Séance levée à 17 heures 1/2.

RH



Séance du 30 Novembre 1932

Présidence de M. Lancien,  
vice-président

Présents : M. M. Armbruster, Chassaigne,  
Pfleger, Neuville, Le Gorgeu, Faugère,  
Paul Strauss, Cadaud, Rolland, Bender,  
Buquin, Mouricé, Loubat, François-Saint-Maur,  
Thoumyre

M. Lebert assiste à la séance.

Séance ouverte à 15 h. 30.

Bonus des Caisses d'épargne  
251-1932 M. Lebert expose le mécanisme des  
placements des caisses d'épargne. L'augmenta-  
tion du volume des dépôts a causé un décalage  
avec leur fortune personnelle. En 1913, la  
Caisse de Paris avait 6% du montant des dé-  
pôts; maintenant elle n'a plus que 1% de ce  
montant, comme fortune personnelle. Ce n'est  
donc pas l'heure de réduire le taux des libé-  
ralités qu'elles peuvent effectuer.

Il faut donc voter le projet sans débat.  
Les caisses d'épargne sont menacées par le fisc,  
jalonnées par les banques.

Le parti socialiste veut financer son plan  
d'armement national par un prélèvement  
de 30 milliards sur les fonds d'épargne.

Il vaudrait mieux ne pas instituer de  
débat, si l'on veut maintenir en France  
l'esprit d'épargne.

Quant à l'amendement de M. Chassaigne,  
on peut lui opposer ce fait que les succursales  
n'ont pas de vie propre. Ce sont des guichets



mobiles, dont tout le personnel se borne à un sous-caissier, présent le jour du marché. Ni frais de gestion, ni frais d'administration. On n'y fait ni calculs d'intérêts, ni mise à pour des livrets, ni placement des fonds, toutes ces opérations restant à la charge de la Caisse centrale.

En ce qui touche les employés, ce ne sont pas des fonctionnaires. Si on veut les rendre tels, il ne faut pas le faire par la voie oblique.

M. Lebert expose les avantages accordés récemment au personnel, librement, par les caisses. Les salaires vont de 7500 pour des gamins de 14 ans à 42000 + le logement, l'éclairage et le chauffage, pour les caissiers principaux.

M. Chassaing, répondant à M. Lebert, reconnaît la justesse de ses arguments, et déclare qu'il retire son amendement, sous cette réserve qu'une démarche sera faite auprès du ministre par le président, accompagné de M. le rapporteur et de M. Chassaing, pour demander au ministre d'user de son autorité auprès des caisses d'épargne pour qu'elles accordent tous appartements aux succursales et au personnel.

Cette proposition est adoptée.

La séance est levée à 17 heures.



Séance du 7 décembre 1932

Présidence de M. F. D. Merlin

Séance ouverte à 16 heures 30

Présents : M. M. Viellard, Chassaing, Gadaud, Loubat, Lavergne, Monnié, Duprey, Chéret, Paul Strauss, Ambruster, Bugnion, Dudouyt, Delpierre, Rolland, Cheumy

Accidents du travail. - M. le président rappelle qu'en raison des charges que la nouvelle loi imposerait au commerce et à l'industrie, le gouvernement a manifesté officiellement le désir de voir ce projet mis au ralenti, pour éviter la multiplication des chômeurs. M. le président expose qu'il a été saisi par une réunion tenue à Saint-Etienne d'une motion réclamant la discussion de ce projet. Il demande à la commission de l'autoriser à aller voir le ministre à ce sujet.

M. Paul Strauss déclare qu'il ne faut pas retenir l'argument financier. Ce sera l'affaire du gouvernement d'arrêter, s'il le juge utile, le projet à la Chambre. Mais le Sénat ne peut laisser dire qu'il empêche la réforme.

M. Monnié est partisan d'une démarche auprès du gouvernement pour dégager



la responsabilité du gouvernement.

M. Paul Strauss veut que la commission dépose son rapport.

Aliénés.

M. Paul Strauss déclare que le renvoi du projet à la commission a produit un très mauvais effet dans le public.

M. le président estime que l'argument financier ne doit pas retarder le vote d'une loi de prophylaxie. Il estime en tous cas que l'on pourrait mettre une taxe sur les apéritifs, à la consommation.

M. Lavergne répond que le gouvernement a prévu une recette de 100 millions de ce chef, dans les projets de mesures fiscales.

Sanatoria.

210 - 1932

M. Gadant, rapporteur, fait l'historique de la proposition de loi, ad. par la Ch. des députés, concernant les formalités pour l'installation des sanatoria publics, assimilés ou agréés et pour le contrôle sanitaire des sanatoria clandestins.

Les communes, actuellement, ne sont pas suffisamment consultées pour l'installation des sanatoria. Aussi, la proposition les soumet à la législation sur les établissements insalubres. M. Gadant trouve cette disposition fâcheuse. (Approuvé)

M. Paul Strauss approuve. Le Sénat, en votant la loi de 1919, n'a jamais considéré le sanatorium comme un établissement insalubre.

M. Gadant estime que les sanatoria doivent être assimilés aux établissements



travaillant pour la défense nationale,  
et appartenant à l'Etat, qui ne sont  
pas soumis à la loi sur les établissements  
dangereux.

Ce qu'il faut, c'est éviter, c'est pour cela.  
Sur l'établissement qui n'est qu'une  
maison commerciale, et exiger des ga-  
ranties de salubrité sérieuses.

D'où nécessité de la déclaration pour la  
création des sanatoria privés. M. Gadaud  
réclame en plus l'autorisation préfectorale.

M. Monnier proteste contre le fait que ce  
sont actuellement les maires qui doivent  
donner leur avis; ils ont assez de respon-  
sabilité comme cela.

M. Viellard rappelle les difficultés qu'on  
a eues pour créer le village sanatorium  
de Pray-Contant.

M. Rolland dit qu'actuellement on ne  
tient aucun compte de l'avis des maires.  
En banlieue de Lyon (Pierre Benite) on  
a installé contre l'avis du maire un  
asile de tuberculeux, qui sortent, et  
contaminent la population.

M. le président est d'avis que les sanatoria  
doivent être installés loin des agglomérations.

M. Gadaud donne lecture d'un nouveau  
texte pour l'article 1<sup>er</sup>. (adopté)

Art. 2 ~~est~~ adopté.

Par l'article 4, la Chambre fait des  
sanatoria des asiles fermés. Un décret  
du 7 juin 32 exige que les sanatoria  
aient 15 hectares de parc par 100 lits de



malades. Il y a là certainement une erreur arithmétique. On a voulu dire 15000 mètres carrés. En réalité, il faudrait environ 150 mètres par lit. M. Gadaud présente à cet article une nouvelle rédaction, qui exige 200 m.c. par lit.

M. Paul Strauss prétend que pas un sanatorium français ne peut répondre aux exigences du décret.

M. Chassaing répond qu'il y a dans son département un sanatorium qui possède 25 hectares pour 100 lits. 200 m.c. seraient insuffisants.

M. Paul Strauss estime que la question n'est pas du ressort législatif. On empêcherait ainsi les sanatoria de fonctionner. Dans bien des endroits de France, les sanatoria voisinent avec les hôtels; si on applique un régime strict, on diminuera le nombre des sanatoria, et on supprimera d'excellents établissements bien tenus. Il s'agit de cas d'espèce; la règle ne peut être la même en plaine qu'en montagne.

La proposition interdit aux sanatoria de déborder sur les villas voisines. (Adopté.)

Il faut, dit M. Gadaud, en venir à la déclaration obligatoire de la tuberculose et renforcer la loi de 1902.

Art. 3. Les auteurs ont voulu interdire le séjour des stations touristiques et climatiques aux tuberculeux. On ne peut fermer les Stations climatiques aux tuberculeux.

A Berck-sur-mer, il y a tout un clan qui veut en chasser les tuberculeux pour en faire



une station balnéaire. C'est au législateur à faire l'arbitrage et à défendre l'intérêt général contre les intérêts privés. M. Gadaud ne peut donc proposer l'adoption de l'art. 3.

Nous avons déjà la loi de 24 septembre 1919, sans compter un projet qui la modifie et dont M. Chassaing est rapporteur. Peut-être y aurait-il intérêt à amalgamer ce dernier projet et la proposition.

M. Chassaing est d'avis qu'il faut éviter trop de spécialisations : ne parle-t-on pas de créer des "stations de cure de raisin"?

M. Paul Strauss rappelle qu'à Chamoni, une réunion à laquelle il a assisté a réclamé la déclaration obligatoire de la tuberculose. Il faudrait que toute station de cure soit pourvue d'un bureau d'hygiène. Les règlements sanitaires ne sont pas obligatoires actuellement. On ne peut établir une distinction entre stations de cure et stations de tourisme. On ne peut non plus réserver à la villégiature des stations où le climat est bon pour les malades. La solution est la déclaration obligatoire à une autorité sanitaire et non administrative.

M. Gadaud rappelle qu'il faut d'abord se prononcer sur la loi votée par la Chambre. Il serait d'avis d'interdire les sanatoria dans les stations hydrominérales et de tourisme.

M. Paul Strauss n'est pas de cet avis, l'autorisation préfectorale lui paraît une garantie suffisante.



M. Lavergne propose de dire qu'on n'aura le droit d'installer des sanatoria qu'à une certaine distance des agglomérations.

On lui répond que c'est déjà dans la loi.

M. Chassaing accepte de s'entendre avec M. Gadand pour examiner la possibilité d'annexer les deux projets.

L'affaire est renvoyée à quinzaine.

M. Armbruster soulève la question des hôpitaux-sanatoriums.

M. Gadand répond que c'est l'affaire du département.

Bonis des

Cartes d'épargne

M. Armbruster met M. le président

au courant de ce qui s'est passé à la précédente séance.

Il donne lecture d'un paragraphe nouveau <sup>rapport</sup> d'accord avec M. Chassaing, au sujet des subventions aux localités succursales et des satisfactions à donner aux personnels.

M. Chassaing se déclare d'accord.

M. Armbruster est autorisé à déposer son rapport.

Séance levée à 18 heures.

RH



Séance du 14 Décembre 1932

Présidence de M. Fernand Merlin

Séance ouverte à 15 heures  $\frac{1}{2}$

Présents : M. M. Mounié, Ambruster, Dauthy, Duprey, La Vergne, Baquin, Rolland, Loubat, Gadand, Rambaud, Pfleger, Dentu, Bachelet

558-1932

Herboristes

M. Dauthy, rapporteur, annonce qu'en raison de l'imminence d'une séance importante du Sénat pour cet après-midi (question des dettes américaines) il a cru devoir donner contre-ordre aux personnalités convoquées pour déposer sur cette proposition de loi. Le ministère est tombé, mais la commission devra remettre cette question à une séance ultérieure. Il en est ainsi décidé.

672-1931

Contrôle des entreprises faisant

appel à l'épargne. - Le ministre du travail demande la nomination d'un rapporteur en remplacement de M. J. Bodart, ministre de la Santé publique. La chute du ministère venant de se produire après cette demande, la commission décide de surséoir.

572-1928

Surveillance des établissements

de bienfaisance privés. M. le président est autorisé à



25

demande l'inscription à l'ordre du jour du Sénat.

### Création d'un ordre

des médecins. M. Armbuster fait connaître que le Parlement a voté une proposition de loi de M. Leclacheux et Fie' tendant à créer un ordre des médecins. Il demande, en attendant que le Sénat soit saisi, que l'on nomme un rapporteur officieux et provisoire. M. Gadaud est désigné. M. Mounié avait été sollicité de déposer un amendement créant un ordre des pharmaciens. Il trouve cela prématuré.

### Exemption de la patente pour

les jeunes médecins. M. Armbuster signale également une proposition ayant cet objet. Mais la Chambre ne l'ayant pas encore votée, la commission se borne à échanger quelques observations. Les orateurs sont opposés au principe.

### Salle des séances de

la commission. M. le président, M. Rolland, M. Mounié protestent contre la nouvelle offensive des questeurs qui reviennent à la charge pour enlever à la commission la salle du roi de Rome. Il est décidé qu'une démarche sera faite auprès de M. le président du Sénat.

211-1932.

Exercice de la médecine. Après une discussion à laquelle (médecins étrangers) prennent part MM. de Gorgey, rapporteur pour avis, M. Dentu, rapporteur de la commission de l'enseignement, Armbuster, auteurs de la proposition, Fleger, Mounié (qui voudrait voir la proposition



s'appliquer également aux pharmaciens),  
Danthy, le président, Bachelet, Duprey,  
Lauraine, la commission décide de  
repousser l'article qui impose aux  
futurs médecins l'obligation de posséder  
le baccalauréat latin-grec, pour la  
raison que cette exigence, si justifiée  
soit-elle, s'appliquerait à tous les méde-  
cins, français et étrangers, et que la  
proposition ne vise pas la question des  
études médicales, mais seulement la  
défense des médecins français contre  
des médecins étrangers, qui n'ont pas  
fait les mêmes études qu'eux.

La commission se met ainsi en opposi-  
tion avec la commission de l'enseignement,  
mais elle charge les deux rapporteurs  
de rechercher un accord avec celle-ci :  
cet accord pourrait prendre la forme  
d'une proposition de loi séparée.

La commission règle son ordre du jour  
et fixe sa prochaine séance à huitaine,  
seize heures et demie.

La séance est levée à 17 heures 15.

RAA



28

Séance du 21 Décembre 1932

Présidence de M. F. Merlin

Séance ouverte à 16 heures  $\frac{1}{2}$

Présents : M. Paul Strauss, Dauthy, Bachelet, de Gorgues, Neuville, ~~Treppo~~, Gadand, Laxaigne, Loubat, Dudouyt, Chassagny, Armbruster, Lancien, Rolland, Bouin, Choumyre, Rambaud.

558-1932

Proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste. (M. Dauthy, rapporteur.)

1<sup>re</sup> Audition de M. Paul Guérin, Doyen de la faculté de pharmacie, de M. Radet, Doyen honoraire et de M. le professeur Peyrot.

M. le Doyen P. Guérin rappelle la proposition Saulier qui fut rapportée devant le Comité Consultatif de l'enseignement supérieur. Il passe la parole à M. Radet, qui fut le rapporteur à l'époque.

M. Radet confirme que la proposition primitive n'était pas sensiblement différente de celle dont la Commission est saisie.

Les écoles de pharmacie n'ont jamais été consultées, bien que le Statut des pharmaciens et celui des herboristes aient été établis par la



même loi de germinal an XI.

La proposition a soulevé un certain étonnement dans les milieux pharmaceutiques. L'exposé des motifs prétend que les herboristes seraient de véritables pharmaciens spécialisés dans la thérapeutique végétale. On fait état des commerces annexes qu'ils pratiquent et l'on invoque les nécessités fiscales pour défendre leur Commerce. Or, au point de vue de l'herboristerie pure, leur commerce est insignifiant. Sans doute, ces ventes d'objets accessoires, bandages, etc., se sont développées, mais c'est précisément parce que le commerce de l'herboristerie déclinaît.

Or, on veut en faire des pharmaciens au petit pied pour toutes les substances végétales.

Nul n'ignore ce qui est devenue l'industrie de la spécialité. La proposition amènerait un développement extraordinaire de la spécialité herboristique.

M. Rappet donne lecture des conclusions du Comité Consultatif de l'enseignement Supérieur: celui-ci déclare qu'avec la proposition actuelle, les études d'herboristerie devraient être analogues à celles du pharmacien.

Or, la valeur des herboristes en exercice est discutable. Il y a pas mal de sages-femmes, pas mal d'anciens préparateurs en pharmacie. Va-t-on leur donner ipso facto les attributions nouvelles, ou va-t-on les obliger à faire des études scien-



typiques spéciales ? Deux hypothèses inadmissibles.

Il est impossible de légiférer pour les herboristes sans légiférer pour les pharmaciens. Certes, il y aurait lieu de renover le statut de la pharmacie. Il y a eu beaucoup de propositions : celle de M. Vincent mériterait d'être reprise.

Pourquoi légiférer dans une matière inférieure et laisser en l'état la profession supérieure, d'où les conflits permanents ?

Le conseil de la faculté de pharmacie est donc d'avis qu'il faut surseoir jusqu'à ce qu'un profit général soit déposé.

M. le doyen Guérin déclare que la plupart des candidats herboristes n'ont même pas le Certificat d'études. En 1834, il n'était pas encore nécessaire qu'ils savaient lire, écrire et compter.

M. Peyrot déclare que l'herboriste de Jodis, qui récoltait des herbes, n'existe plus.

M. Guérin ajoute que maintenant ils ne vendent plus de plantes, mais de la parfumerie, des vins dits hygiéniques, et des comprimés d'aspirine dans l'arrière-boutique.

M. Mouricé est d'avis de surseoir à la condition que la loi sur la pharmacie soit discutée sans délai, mais il ne faut pas d'un renvoi sine die. Il voudrait que les études pour la pharmacie fussent rendues



plus difficiles; ainsi, ceux qui accablent un diplôme pourraient en vivre. Il ne veut pas qu'on accorde plus aux herboristes que ce qu'ils ont.

M. Dauthy, rapporteur, demande l'avis de la <sup>délégation</sup> ~~commission~~ sur le fond même du texte, et spécialement des articles 2 et 4. Peut-être pourrait-on accorder aux herboristes le bénéfice du même règlement pour la succession de leur officine qu'aux pharmaciens.

M. Gadand rappelle que les herboristes veulent vendre surtout des mélanges de plantes et M. Guérin dit que c'est le fond même du sujet.

M. Sireyol demande si les herboristes pourraient vendre de la digitaline, par exemple. M. le Doyen répond négativement.

M. Chassaigne demande où en sont les projets de réforme de la pharmacie.

M. Radet répond qu'il n'y a que l'ancienne proposition Vincent. La réforme en serait facilitée par les travaux qu'elle a suscités parmi les écoles de pharmacie. Dans un pays voisin, le nombre des officines est limité. En France, on préférerait le régime de l'autorisation de façon à permettre la décongestion des villes au profit des campagnes. Actuellement, le pharmacien



doit posséder seul son officine. Ce texte se prête peu à l'introduction des capitaux étrangers dans les grandes fabriques de médicaments. Or, c'est une chose désirable. Il faudra de toute façon revoir le Statut.

M. Danthy estime que la loi Vincent étant frappée de caducité, rien ne s'opposerait à ce qu'elle fût reprise au Sénat. M. Vincent lui a déclaré qu'il n'y mettait aucun amour propre.

M. Neuville serait partisan d'une reprise de la loi Vincent.

M. Lauraine également, à la condition qu'elle soit renvoyée à jour.

M. Sireyrol se plaint du fait que les pharmaciens peuvent faire gérer leur pharmacie par n'importe quel individu sans diplômes.

M. le président pense que la Chambre a voté la proposition en laissant au Sénat le soin de la modifier. Il réclame à nouveau l'avis de la délégation sur les articles 2 et 4. M. Mounier appuie cette remarque.

M. Radet déclare que si la Faculté n'avait pas été consultée, elle aurait fait connaître son avis *in limine* et *in fine* sur le fond. Il propose de remettre à la Commission un mémoire sur le fond.

M. Danthy demande l'avis de M. Peyrot.



M. Peyrot ~~demande~~ dit qu'on lui a demandé une définition du médicament. C'est une définition difficile. Les congrès de pharmacie sont arrivés à conclure que le médicament est défini par l'usage qu'on en veut faire. Si on autorisait les herboristes à faire les mélanges dans les conditions de l'article 2, on créerait des milliers de Spécialités nouvelles. Déjà, ils font des "tisanes purgatives" qui peuvent constituer de véritables dangers. Ce serait le plus grave inconvénient de la proposition.

M. Danthuy demande des renseignements sur les ~~les~~ "exsudats".

M. Peyrot répond que c'est aussi très difficile à délimiter : cela pourrait englober l'opium, et la santé publique pourrait être menacée.

La délégation se retire

---

2<sup>e</sup> Audition de M. E. Lemesle, secrétaire général de la Fédération Nationale des herboristes. —

M. Lemesle expose que le conflit qui divise herboristes et pharmaciens provient de la loi de germinal, qui a créé deux catégories de personnes vendant les mêmes plantes. En permettant aux facultés de pharmacie de faire passer l'examen d'herboriste, en demandant



aux pharmaciens le contrôle des herboristes, on permet aux premiers de brimer les seconds, lorsque la concurrence de ces derniers les gêne. Le monopole des herboristes n'est pas nettement précisé par la loi de germinal. Les tribunaux ont permis le mélange de plantes, la Cour de Cassation les a interdits. Il existe des brochures donnant des formules de mélanges de plantes que tout le monde peut utiliser: les herboristes savent-ils le seuls à ne pouvoir le faire?

Quant à l'inspection par les pharmaciens, ceux-ci sont très souvent ~~et~~ documentés par des pharmaciens qui ont à se plaindre de la concurrence d'un herboriste, et le contrôle gêne abusivement le développement de la profession.

L'examen pour le diplôme d'herboriste ne comporte pas de programme, ni dans la loi de germinal, ni dans le décret de Thermidor. Il y a bien un arrêté de 1879, mais il est contraire à l'esprit de la loi de germinal. Il exige en tout cas que le candidat connaisse "exactement" les plantes médicinales. Or, on ne leur demande même pas cela à Paris et les facultés ne demandent pas un plus que le candidat connaisse la propriété des plantes. Dans certaines facultés, on demande au candidat de reconnaître cent plantes en une demi-heure, dans d'autres vingt, dans d'autres on demande une épreuve écrite sur les propriétés d'une plante. Tout cela est trop empirique.



Lorsque les plantes médicinales redeviennent à la mode, les litiges sont plus fréquents. Tout se résume à une question de concurrence commerciale. Un herboriste sans instruction ne peut être assez utile à la science.

La fédération des herboristes a créé une école d'herboristes. elle reçoit des jeunes gens qui n'ont que le certificat d'études, mais aussi des médecins. Cette école comporte un enseignement d'ordre général: anatomie, chimie, botanique générale, botanique systématique, reconnaissance des plantes, jurisprudence et déontologie.

Ainsi, l'herboriste ignorant qui franchit les limites de son monopole finira par disparaître.

L'herboriste ne désire pas devenir un pharmacien. Il demande simplement à connaître les plantes et à pouvoir les mélanger. Il demande que l'égiste préside aux règles de l'inspection, qu'on lui évite des brimades inutiles et qu'on ne le considère pas par des manœuvres de presse. Dernièrement, la Fédération s'est portée partie civile contre une brebis galeuse.

La Fédération demande la justice contre le droit du plus fort.

M. Danthy, rapporteur, demande à M. Lemesle de lui communiquer les docu-



35

ments de jurisprudence qu'il peut avoir.

M. Lemerle s'est plaint de la rigueur des inspecteurs. Mais la proposition ne parle pas de cette question. Ce régime continuera donc, même si la proposition est adoptée. S'il y a des abus de pouvoir, il y a une autorité supérieure qui reste chargée de les réprimer.

M. Daubry demande si la profession d'herboriste fait bien le fond des affaires de l'herboriste. On pourrait-on fournir à la Commission des renseignements sur la proportion que la vente des plantes occupe dans le chiffre d'affaires?

Quant à la question des programmes, c'est au ministère de l'instruction publique qu'il faut s'adresser.

M. Daubry pense qu'on dépasse le texte en demandant aux candidats de répondre à des épreuves sur les propriétés thérapeutiques des plantes. C'est cela qui a incité les herboristes à déborder de leur cadre. Tout au plus peut-on demander qu'une égalité existe entre les différentes facultés à cet égard. Dans la mesure où les herboristes resteront à leur place, la commission les protégera.

M. Chassaing voudrait connaître le nombre des herboristes, diplômés ou non, ainsi que celui des écoles d'herboristes avec le nombre annuel de diplômes délivrés.

M. Lemerle répond à M. Daubry qu'à Paris beaucoup d'herboristes ont dû abandonner



la vente de plantes médicinales. Pendant la guerre, on a manqué de produits chimiques, et les plantes médicinales sont devenues <sup>nécessaires</sup> ~~nécessaires~~, mais les herboristes n'ont pu tous <sup>se déplacer</sup> ~~se déplacer~~ à Paris, ramener la clientèle. Mais en province, on vend beaucoup de plantes et c'est la principale vente des herboristes.

M. Lemerle pense que l'herboriste doit connaître les propriétés des plantes et les raisons de ces propriétés. Autrement, l'herboriste ne rendront pas de services et ne présenteront pas de garanties. Le professeur Peyrot lui-même a reconnu les services rendus ~~aux~~ à la science par les anciens herboristes, qui n'avaient pour eux que l'observation directe.

M. Santhys répond à M. Chassaign. Dans la Seine, il y a 163 hommes et 343 femmes diplômés. Dans le département, 677 hommes et 431 femmes. En tout, 1614.

M. Lemerle répond à une question de M. Chassaign que le nombre des candidats se stabilise. Il n'y a qu'une école à Paris, elle est officielle. Mais les facultés délivrent toutes le diplôme à des candidats qui se préparent où ils veulent.

M. Moulié croit que le diplôme d'herboriste a été créé par suite de la pénurie de pharmaciens à la campagne.

M. Lemerle pense que, lors de la loi de germinal, il n'y avait d'herboristes



qu'à Paris. C'est M. Bernardel qui a propagé l'opinion que rapporte M. Mourin. Or, dans les campagnes, les herboristes s'installent. Dans certaines localités, on trouve-t-on des médicaments? Chez le maréchal-ferrant. C'est pourquoi l'herboriste quitte Paris pour la campagne.

M. Dauthy a constaté que, partout où il y a un herboriste, il y a aussi un pharmacien.

M. Lemerle est d'avis que la Cour de Cassation, dans sa jurisprudence, a commis une erreur scientifique en empêchant un progrès.

M. Lemerle se retire.

Prochaine séance à 15 H<sup>1/2</sup> vendredi.

Séance levée à dix-huit heures vingt.

RH



Séance du Vendredi 23 Décembre 1932

Présidence de M. Fernand Merlin

Séance ouverte à 16 heures 1/2

Présents : M. M. François-Saint-Maur,  
Chassaing, Strauss, Ladergine,  
Dautthy, Loubat, Le Gorgex, Gadand,  
Mounré, Sirey-Jol, Delpierre, Dudouyt

210-1932 } La commission décide de dire au  
Sanatoria. } pluriel : des sanatoriums.

M. Gadand, rapporteur, présente  
sa nouvelle rédaction de l'article 1<sup>er</sup>.  
Cet article exigerait l'autorisation du  
préfet pour la création de tout sanato-  
rium privé

M. François-Saint-Maur demande  
ce que c'est qu'un sanatorium.

M. Gadand répond que c'est un établissement  
où on soigne les tuberculeux.

M. François-Saint-Maur dit qu'alors  
pour tourner la loi il suffira d'appeler l'éta-  
blissement d'un autre nom.

M. Gadand répond que le cas est prévu  
plus loin.

M. Fr. St-Maur dit que de simples cliniques  
font des pneumothorax et des insufflations

M. P. Strauss confirme que les dispen-  
saires peuvent faire le pneumothorax.

M. Fr. St-Maur craint qu'on ne puisse



appliquer le régime des sanatoria aux cliniques.

M. Gadaud répond que tel n'est pas le cas. Quand la déclaration de la tuberculose deviendra obligatoire, évidemment, il faudra isoler le malade.

L'Article 2 visait les sanatoria trop peu isolés. La Chambre exigeait que les malades fussent pour ainsi dire internés. M. Gadaud spécifie qu'il s'agira des tuberculeux pulmonaires. Il pense qu'une <sup>superficie maximum</sup> ~~limitée~~ de 10 hectares seraient suffisantes pour un Sanatorium de 100 lits.

M. P. Strauss expose que le décret du 30 mai 1932, qui exige 15 hectares au minimum, a soulevé une vive émotion. M. P. Strauss aimerait que l'on fit une petite enquête rapide pour connaître la grandeur des enclos réservés à la promenade des malades.

Il n'est pas d'avis que l'on fixe cette dimension dans la loi. Il suffirait de faire modifier le décret. L'autorisation préfectorale donnerait désormais une garantie suffisante. La solution dépend des espèces. Un texte trop rigide arrêterait le développement des hôpitaux-sanatoriums.

M. Lauraine pense qu'il y aurait intérêt à fixer un minimum.

M. Gadaud consentirait à ne rien fixer si le décret était modifié.

M. Chassagny désire qu'un minimum soit fixé de façon ou d'autre.

M. Fr. St. Haun déclare que la nécessité d'une



autorisation préfectorale lui suffit.

M. Strauss ne conteste pas l'utilité d'un texte destiné à guider les préfets. Mais il montre que le décret actuel est inapplicable. Ses dispositions outrancières risquent d'entraver l'œuvre des collectivités.

M. le président signale que les tuberculeux militaires, maintenant, préfèrent rester chez eux, maintenant qu'ils sont pensionnés à 100%. C'est un danger social.

M. Gadaud répond que la solution, c'est le "village sanitaire".

Il fera l'enquête réclamée par M. Paul Strauss.

M. Mourie voudrait que l'on soit moins exigeant pour les sanatoria créés que pour ceux à créer. Si l'on exige 200 m. par lit, cela ne devra s'appliquer que pour les établissements nouveaux.

M. Chassaing propose que le minimum d'espace soit en tout cas une condition d'attribution des subventions.

Selon M. Frouin-St. Maurice, les préfets ne donneront leur autorisation qu'après consultation des instructions générales reçues du ministère. Cela suffit.

M. Mourie craint la pression parlementaire sur les préfets.

L'article 3 est destiné à empêcher le malade de l'assistance d'être hospitalisé dans les villas voisines des sanatoria.



61  
M. Lauraine signale que des sanatoria agréés déversent leur trop-plein dans des villas privées.

M. le président y ajoute les hôtels et les pensions.

Article 4. C'est celui qui était, pour la Chambre, le plus important. Il interdit la création d'un S. dans toute station hydrominérale, touristique ou climatique. C'est, dit M. Gadaud, un texte dirigé contre les malades. Ainsi, le conseil municipal de Berk voudrait chasser les malades de sa commune pour en faire une plage de luxe!

La loi du 24 sept. 1919 est celle qui règle la constitution de ces stations H. et C. Un texte semblable régit les stations touristiques.

Dans les dernières, il semble légitime d'y interdire les sanatoria.

M. Chassaign observe que tous les villages d'Auvergne pourraient être classés en stations touristiques.

M. Gadaud maintient son point de vue.

M. Lauraine estime que le danger est plutôt psychique que réel.

M. Gadaud donne lecture du texte très détaillé qu'il avait préparé : il exclut les sanatoria des stations touristiques et les autorise dans certaines stations hydrominérales.

M. Chassaign voudrait voir laisser quelque latitude aux municipalités.



M. Gadoud dit que M. Maringer, président de la C<sup>on</sup> des stations hydrominérales et climatiques, a demandé à être entendu par la Commission.

M. Paul Straus a demandé au ministre quelles sont les Stations H et C. où sont installés des sanatoria. Il demande si pour les nouveaux classements, on pourrait pas consulter l'Académie de médecine sur l'inconvénient que pourrait présenter l'ouverture de sanatoriums dans ces Stations.

M. Chassaing rappelle que M. Hirman est venu demander devant la Commission pourquoi le bénéfice de la taxe de séjour ne va pas, comme la loi l'exige, aux soins des indigents, dans les stations hydrominérales. Des questions aux ministres n'ont pas obtenu de réponse.

M. Gadoud complètera sa documentation et rapportera un texte.

M. Chassaing réclame l'intervention du préfet. Et son contrôle, ajoute M. le président.

M. P. Straus voudrait voir un bureau d'hygiène dans toute Station ayant un certain chiffre de population.

L'art. 5 est adopté.

Art. 6. adopté.

Il est entendu que M. Gadoud fera envoyer son texte aux membres de la Commission. La discussion est renvoyée à une séance ultérieure et la séance levée à 18 heures 10.

RAH



1933

43

Séance du Jeudi 25 Janvier 1933

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. Chassaigne, Duprey,  
Armbuster, Gadand, Didouyt, Even,  
Buquin, Le Gorgeu, Mounie, J. Godart,  
~~Laverrière~~, Loubat

Séance ouverte à 16 H. 45

211-1932

Exercice de la médecine (médecins  
étrangers, baccalauréat latin-grec.)

M. Le Gorgeu donne lecture de son avis.  
(Commission de l'enseignement saine au fond.)

La commission accepterait le texte de  
celle de l'enseignement ; elle se rallierait  
à l'amendement Armbuster, qui deman-  
de la disposition de l'article 9 (baccalau-  
réat latin-grec.)

M. Duprey signale que beaucoup d'étu-  
diants étrangers parlent plusieurs langues.  
Ils auront donc plus de facilité à entrer  
dans les facultés que les étudiants français.  
Le baccalauréat latin-grec rétablirait l'équilibre.

M. Mounie pense qu'il faudrait  
réduire aussi le nombre de étudiants en mé-  
decine français. C'est pour cela qu'on avait  
exigé le baccalauréat latin-grec.

M. Armbuster est décidé à déposer une  
proposition de loi spéciale à cet effet.

Il rappelle que la proposition initiale était



surtout dirigée contre les médecins étrangers exerçant en France. Et maintenant, les étudiants roumains ont vu supprimer l'équivalence du baccalauréat roumain et du baccalauréat français. En tout cas, on ne peut pas changer le statut des étudiants français à l'occasion du statut des étudiants étrangers.

M. le président tient à ce que la loi ne paraisse pas brimer les étrangers. Il faut montrer que l'on veut simplement défendre nos compatriotes.

M. Armbuster constate que la barrière est déjà très élevée.

M. L. Gorgeu est autorisé à faire imprimer son avis.

831-1932 Ordre des médecins  
Sanatoria. M. Gadaud, rapporteur provisoire a eu des entretiens avec les représentants des médecins, des avocats, des facultés de médecine. Il demande le renvoi pour continuer son étude. Le renvoi est prononcé.

831-1932. Ordre des médecins  
210-1932 Sanatoria. A la demande de M. Gadaud, rapporteur, le renvoi est prononcé.

Séance levée à 17 h. 15.

RM



45

Séance du 1<sup>er</sup> Février 1933.

Présidence de M. Dudouyt,  
doyen d'âge

Séance ouverte à 17 heures  
Présents : M. Chassaing, Dauthy, Le Gorgeu  
Sven, Duprey, François-Saint-Maur,  
Veron, Beredu, Pflieger, Reboul, Mounié,  
Ragnaldy, Lancien, Rolland, Lavergne,  
Fernand Merlin, Bachelet

Election du bureau. Sur la proposition de  
M. Dudouyt, président d'âge, la com-  
mission réélit son bureau par acclamation.  
Le bureau est donc ainsi composé :

Président : M. Fernand Merlin  
Vice-présidents : M. M. Lancien et Mounié  
Secrétaires : M. M. Dauthy et Maugé

Présidence de M. Fernand Merlin

M. Fernand Merlin remercie M. Dudouyt  
et lui adresse ses félicitations, aux applau-  
dissements de la Commission.

Il remercie la commission de l'honneur  
qu'elle lui a renouvelé et brosse un long  
Tableau du Travail qui attend celle-ci  
dans l'intérêt du pays et de la race fran-  
çaise.

Accidents au travail. M. Lancien rappelle



que la commission avait décidé d'ajourner l'examen de ce projet, sur la demande du ministre du Travail. Les organisations ouvrières ont adressé des réclamations. Le ministre s'est entendu avec les représentants des mutilés du Travail. M. Lancier demande que la Commission reprenne la question et propose de recevoir une délégation des mutilés, à la demande de M. le sénateur Voilin.

M. Rolland expose que le "groupe" des mutilés du Travail se propose de recevoir les délégués. Il est donc inutile que la commission les convoque. Les membres pourront être présents à cette entrevue.

M. le président pense qu'il faudra recevoir la délégation, mais officieusement.

M. Lancier dit qu'il pourrait la recevoir, ayant avec lui M. Ed. Merlin et Voilin. Ainsi décidé.

474. 1921 — M. François-St. Maur déclare que ce projet est devenu sans objet. La question préalable serait demandée.

495-1922 — M. François-St. Maur signale également cette proposition, qui ne lui semble plus présenter d'objet.

— La commission décide également de demander la question préalable sur les propositions ou projets suivants :



766 - 1922  
102 - 1923  
121 - 1924  
585 - 1925  
402 - 1923  
173 - 1927  
448 - 1928

502 - 1929. M. Viellard est nommé rapporteur  
en remplacement de M. Guillois.

831 - 1932. M. Gadard est nommé rappor-  
875 - 1932 teur définitif. - M. Le Gorgeu est nommé  
rapporteur.  
Séance levée à 18 heures 5.



Séance  
du

MERCREDI 8 FEVRIER 1933

à SEIZE HEURES TRENTE

LOCAL DU 3ème BUREAU

ORDRE DU JOUR :

- 1°- Propositions de question préalable.
- 2°- Projet relatif à la profession d'herboriste  
(M. DAUTHY, Rapporteur).

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. M. Dauthy, Theret, Chassaigne,  
Duprey, Martin, Veyret, François-Saint-  
maur, Armbruster, Paul Strauss,  
Raynaldy, Chauveau, Le Borgeu,  
J. Godart, Loubat, ~~Dauphine~~ Daraignez, Rolland,  
Lavergne, Evén.

Séance ouverte à 16 h  $\frac{1}{2}$

Herboristes M. Dauthy s'excuse de ne pouvoir discuter aujourd'hui le projet sur les herboristes et demande le renvoi à une autre séance. (adopté.)

Accidents du Travail. M. le président rend compte  
Assurances Sociales de son entrevue avec le ministre. Celui-ci estime qu'il y aurait imprudence à remettre en question l'ensemble des assurances sociales et des accidents du travail. Tout au plus pourrait-on faire passer des projets de rectification de détail.



43  
M. François Albert aurait l'intention  
de suivre cette procédure.

M. Le Gorgeu rappelle que le ministère  
avait demandé avant les vacances d'étu-  
dier la question et pour cela, il priait  
la commission de ne pas examiner les  
propositions déposées. L'affaire en est restée là.

M. Chauveau informe ses collègues qu'il  
existe un rapport sur la situation des  
caisses. On pourrait le demander au  
ministre. Il est signé de M. Ferdinand Dreyfus.

S'il n'y a pas de projets, dit M. François-  
Saint-Maur, il y a eu des circulaires, dont  
la dernière, signée in-extremis par M.  
Dalimier, lui paraît dangereuse. Elle exige  
que les caisses ne dépassent pas le pourcentage  
accordé par les frais de gestion, sous la respon-  
sabilité personnelle des administrateurs.  
Les administrateurs veulent bien être respon-  
sables de leur faute lourde, mais pas de  
l'insuffisance de la loi. Cette mesure est faite  
pour tuer certaines caisses et pour gonfler  
encore les caisses départementales; il est à  
peu près certain d'ailleurs qu'elles ont des  
frais plus grands, parce qu'elles ont les  
mauvais risques que ne acceptent pas les  
caisses privées. M. François-St-Maur désire  
savoir quelles sont les caisses qui peuvent  
vivre avec le pourcentage et celles qui ne  
peuvent s'en contenter. Dans le passé, on  
tolérait que les caisses paient le supplément  
en le prenant sur les prestations. Cela pouvait  
se soutenir, car il peut s'agir non de frais généraux,



mais de frais spéciaux occasionnés par le risque-maladie.

M. Paul Strauss estime que la commission pourrait demander au ministre un rapport précis sur le fonctionnement des caisses. La caisse interdépartementale de Seine et Seine-et-Oise n'a qu'un devoir, celui d'être amoindrie. La commission veut que la loi marche. Avant de la modifier, il faut qu'elle sache ce qu'elle donne.

15/1928.

En ce qui touche les accidents du travail il y a 18 mois que le rapport Chaussean est déposé. L'écho des doléances des bénéficiaires est venu jusqu'à l'orateur. Le rapporteur ajoute que les 4 avis sont déposés. M. Strauss comprend qu'on stoppe des profits coûteux. Pour les accidents du travail, les circonstances sont peu favorables, mais comme la loi doit retourner à la Chambre, les charges qu'elle occasionnera ne sont pas encore sur les épaules des industriels.

M. Chaussean ajoute que tous les intéressés étaient naguère d'accord, du temps de M. Landry.

M. le président dit que M. Dalimier lui a dit que le ministère était d'accord. Mais qu'il valait mieux ne pas refaire toute la loi. Les conditions de l'industrie ont en effet alarmé le gouvernement. Le ministère estime les charges que le projet imposerait à 20%. M. Chaussean discute ce chiffre et le ramène à 8%.



Le président rappelle que le groupe des blessés du Travail reçoit demain au Sénat une délégation. Il faudra lui exposer les deux procédures et lui demander son avis.

M. Paul Strauss voudrait que le gouvernement prit la responsabilité devant la Commission même.

M. François St. Maurice voudrait savoir aussi ce que veut le gouvernement.

49<sup>e</sup>. 1922  
Allocations d'allaitement

M. François Saint-Maurice <sup>rapporteur,</sup> demande la question préalable, cette proposition étant devenue sans intérêt.

M. Paul Strauss et M. Thérêt se rallient à cette suggestion.

M. François St. Maurice dit qu'en cette matière il faudrait plutôt réaliser un contrôle: trop de femmes touchent l'allocation et n'allaitent pas leurs enfants. Il faudrait que là où il y a une consultation de nourrissons on oblige la femme à y allaiter l'enfant. M. F. St. Maurice voudrait d'autre part que l'on crée des assistantes sociales pour faire ce contrôle.

M. Le Gorgeu dit que dans le Finistère ce contrôle coûte 40000 fr. mais en la première année il a procuré 225.000 fr d'économies.

Salle des Séances. Ailleurs, la Commission décide de siéger Salle Léon Bourgeois.  
Séance levée à 17 h. 1/2.

RAH



# Séance du

MERCREDI 15 FEVRIER 1933

A SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Présidence de M. L. Merlin

ORDRE DU JOUR :

Présents : M. M.

Buguin, Duprey, J. Godart,  
Lancien, Lavergne, Mounié,  
Darsignes, Rolland, Martin,  
Le Gorgeu, Gadaud, P. Strauss,  
Dherbecourt, Chassaign, Dauby,

- 1/ Proposition de loi relative à l'assurance municipale contre la grêle (N° 293-1925 - (Proposition de question préalable). M. GADAUD, Rapporteur.
- 2/ Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, tendant à favoriser, par des facilités spéciales de crédit, le retour et le maintien à la terre des pré-tuberculeux et tuberculeux, des pensionnés militaires gazés ou tuberculeux et des anciens combattants (N° 787-1929) (Proposition de question préalable). M. GADAUD, Rapporteur.
- 3/ Proposition de loi, adoptée par la Ch. des Députés ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (N° 831-1932) M. GADAUD, Rapporteur.
- 4/ Proposition de loi, adoptée par la Ch. des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste (N° 558 - 1932). M. DAUTHY, Rapporteur.

293-1925. La question préalable est décidée,  
Assurance-grêle. l'affaire ayant été réglée par une loi de finances.

789-1929. Après discussion, la question préalable est  
tuberculeux. décidée.

831-1932. M. Gadaud, rapporteur, estime que le texte  
Ordre des de la chambre peut être pris pour base de  
médecins discussion. Il fait un court historique de  
l'ordre des avocats et résume les règles qui le régissent. En effet, la proposition s'est inspirée de ces règles. Il y a lieu de remarquer qu'au contraire de ce qui existe pour les médecins, il n'y a pas de Syndicats d'avocats. Depuis quelques années.



les médecins, en face de l'Etat ou de corporations puissantes, ont été amenés à créer des Syndicats, d'ailleurs reconnus implicitement par certaines lois, comme celle des assurances sociales. Mais ce régime a amené à son tour des excès, et il est devenu nécessaire de rappeler certains médecins à la dignité et à la morale professionnelles. Le 5 juin 1929 le ministre du travail a saisi l'Académie de médecine de cette question. Celle-ci s'est montrée favorable, la Confédération générale des Syndicats médicaux également. Son projet, dit M. Gadaud, est supérieur à celui qui est sorti des délibérations de la Chambre.

Faut-il reconstituer l'ancienne corporation, organe puissant qui peut devenir dangereux pour l'Etat? N'y a-t-il pas lieu de ne pas faire de l'ordre un Super-syndicat? Les syndicats médicaux ont rendu de grands services par la formation des "conseils de famille". Mais leurs conseils de discipline sont souvent désarmés. L'ordre ne le sera pas.

Il doit y avoir à la base le serment professionnel. Tous les médecins connaissent le très beau serment d'Hippocrate. M. Gadaud le relit cependant pour ceux de ses collègues qui ne sont pas praticiens. Ce serment, rajoint, est encore prêté par les étudiants en médecine de Montpellier. Il faudra en généraliser l'emploi.

M. Gadaud examine ensuite l'organisation de l'Ordre. Le jeune médecin sera inscrit au tableau de l'ordre. M. Gadaud est d'avis qu'il y soit inscrit d'office, dès qu'il a son diplôme et



qu'il a prêté le serment.

M. Lancien signale que l'affichage du nom des candidats est prévu par la proposition, de façon à permettre les oppositions. Actuellement, un casier judiciaire n'empêche pas l'exercice de la médecine.

M. Gadaud lit le règlement de l'ordre des avocats, qui prévoit une enquête sur la moralité du postulant, faite par le Conseil de l'ordre.

M. Le Gorgeu ajoute que si le Conseil de l'ordre refuse l'inscription d'un avocat, celui-ci peut en appeler à la Cour d'appel du ressort.

M. Lancien veut une juridiction d'appel.

M. Gadaud répond qu'elle est prévue par la proposition.

M. Gadaud est partisan de l'élection par le suffrage universel des médecins. M. Buquin y est hostile.

M. Gadaud signale la nécessité de l'établissement d'un code de déontologie.

Le tribunal d'appel contiendrait deux conseillers à la cour et serait présidé par l'un d'eux.

M. Gadaud donne la liste des pénalités. Il y propose certaines modifications. Il est d'avis qu'il faut prévoir le sursis.

M. Duprey et M. Lancien voudraient que la radiation définitive ne pût être prononcée que par la juridiction d'appel, sur la proposition du Conseil de l'ordre.

Faut-il donner la personnalité civile



à l'ordre ? Ne va-t-on pas faire double emploi avec la Confédération des médecins ? Cela ne semble pas à craindre, dit M. Gadaud, si l'on cantonne l'ordre dans les questions morales et professionnelles, les syndicats dans les questions de tarifs et pécuniaires.

Faut-il voter le texte de la Chambre pour éviter tout retard ? Ce n'est pas l'avis de la Commission.

M. Strauss désire que le ministre de la Santé publique soit consulté.

M. le président ajoute que plusieurs grands médecins désirent également venir devant la Commission.

M. Strauss serait d'avis de consulter le président de l'Académie de médecine et le Dr Sargent.

M. le président suggère le nom du bâtonnier Mennesson.

M. Lavergne trouve que le vœu de l'Académie de médecine est un peu flou.

M. Rolland est également d'avis de consulter les doyens des facultés de médecine. Il demande si la Confédération des syndicats a fait une enquête.

M. Gadaud répond affirmativement : les syndicats sont d'accord.

À la Chambre, la commission d'hygiène a entendu le Dr Sibrie, secrétaire de la Confédération. La commission d'études législatives a été consultée et a répondu favorablement par l'organe de M. Liouville. L'Académie de médecine a été saisie par le ministre.



M. P. Strauss voudrait entendre M. Achard, M. Legendre, M. Brouardel. M. le président réclame l'audition de M. les Doyens Batthazard et Jean Léprie ainsi que le Dr Cibrice, le Dr Bellescontre. M. Le Gorgeu répond que ce dernier est le président d'une Société de secours mutuels.

M. Lancien signale que le Dr Boudin désire être entendu.

M. Mounié demande si on ne va pas créer de nouveaux fonctionnaires : il est question de créer des cours de déontologie.

M. Lénier répond qu'il ne s'agit que de faire un code de déontologie.

M. Duprey voudrait que les médecins soient consultés par referendum. Le président répond que le Syndicat les représente. M. Duprey objecte que tous les médecins ne sont pas syndiqués.

M. Cadaut convoquera également le ministre de l'hygiène et celui de l'éducation nationale.

M. Duprey reprend sa proposition. M. Mounié demande que tous les doyens soient consultés.

Accidents du Travail. M. Lancien expose que les mutilés du travail ont donné leur accord à un projet de loi restreint. M. le ministre François-Albert, ou par lui, ne paraissait pas au courant,



5x

mais serait disposé à venir devant la commission mercredi prochain avec un texte nouveau.

On demandera au ministre de venir mercredi prochain.

### Assurances Sociales

M. Le Gorgeu expose que la commission d'hygiène doit faire connaître son sentiment sur l'amendement Milan qui propose de seulement suspendre l'application des assurances sociales.

M. Paul Strauss appuie cette proposition.

M. Monnier prétend que M. Milan est prêt à déclarer que 2 milliards ont disparu de la Caisse des assurances sociales.

M. P. Strauss répond que la Commission d'hygiène doit exiger le maintien de la loi des assurances sociales.

M. le président prie M. P. Strauss de prendre éventuellement la parole au nom de la commission. M. Le Gorgeu réserve ses fonctions de rapporteur. Les deux commissaires sont mandatés par la commission.

M. Duprey ne veut pas que l'on puisse considérer la loi comme intangible.

M. le président est certain que la loi devra être modifiée.

M. Le Gorgeu. Si l'amendement Milan est repoussé, une autre proposition peut se faire jour, (proposition de résolution = Roger Grand = faculté pour les agriculteurs)  
M. Le Gorgeu serait disposé à demander la



disjonction.

La séance est levée à 18 heures 5.



MERCREDI 1er MARS 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
LOCAL DU 3ème BUREAU

Ordre du Jour :

- I - Proposition de loi créant un ordre des médecins (n°331-1932) - Audition de M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit de Paris.
- II - Communication de la circulaire de M. le ministre du travail relative aux dépassements de frais de gestion des caisses d'assurances sociales.
- III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés relatif à la ratification de la convention et du protocole de signature, signés à Genève le 13 Juillet 1931, concernant la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants. (N°69-1933). - Désignation d'un rapporteur.

*Résidence de M. F. Merlin*

*Présents : M. François Saint-Maur, Duprey, Veron, Daraignez, Chauveau, Laverghne, J. Godart, Rolland, Le Gorgeu, Gadaud, Reboul, Chassaign, Neyret.*

I. Ordre des médecins

831-1932.

*M. Berthélemy, doyen de la Faculté de Droit, est introduit.*

*M. le président lui souhaite la bienvenue à la commission.*

*M. le Doyen expose que la question lui est déjà familière par les contacts qu'il y a eus avec le corps médical.*

*Il se déclare très favorable au principe de la proposition. Il y a similitude à certains égards entre les professions d'avocat et de médecin. Ils ont à leur tête, l'une et l'autre, de grands citoyens qui font la gloire du pays. Mais dans le*



meilleur fût de Bourgogne, il y a une  
lie : ce sont les agents d'affaires véreux  
et les médecins marrons. Ces deux  
magnifiques professions doivent se  
défendre contre les escrocs. Les avocats,  
pour cela, ont reconstitué la corpora-  
tion. Il faut faire quelque chose d'ana-  
logue, sans cependant aller jusqu'à une  
assimilation complète, pour les médecins.  
Ceux-ci sont beaucoup plus nombreux que  
ceux-là. D'autre part, les avocats travail-  
lent sous l'œil des juges : au contraire,  
rien n'est plus individualiste que les médecins.  
Le syndicat ne défend que les intérêts pro-  
fessionnels, il ne défend pas le public contre  
les mauvais médecins. Il a essayé d'assu-  
mer la tâche que l'on veut donner à l'Ordre  
des médecins, mais sa constitution même  
s'empêche de s'y substituer : les "conseils  
de famille" n'ont rien d'obligatoire : les  
jeunes éléments forcent parfois la main  
aux anciens, et pas toujours dans le  
bon sens; en fait, les syndicats sont  
souvent hostiles à ceux qui sont l'hon-  
neur de la profession et qui seuls peu-  
vent avoir la confiance du public.

En fait, tous les groupements médicaux  
sont favorables à l'Ordre, qui n'a contre  
lui que ce qu'on peut appeler le "militarisme  
médical."

Même dans les petits tribunaux, qui  
n'ont pas d'avocats pour constituer un  
barreau, il y a une discipline, celle des



6

tribunal. Sans doute, un candidat député, if fut élu, s'intitulait bâtonnier de Pontoise, mais il exagérerait. En tout cas, il y a bien plus besoin d'un contrôle sur les médecins, parce qu'ils sont isolés.

On a proposé de faire des Conseils d'ordre départementaux. Mais on ne peut pas organiser le Conseil du Nord comme celui de la Loire-Inférieure. Les fastes professionnels ne sont pas les mêmes dans les villes et dans les campagnes. Ce n'est pas possible d'y régler par la loi, il faudra user du règlement d'administration publique.

Tout d'abord, il faut régler le champ d'action au point de vue géographique, puis le champ d'action professionnel (médecins, chirurgiens, dentistes, requièrent des juges spéciaux). Les sages-femmes, les infirmiers doivent aussi être surveillés et contrôlés.

Au point de vue juridique, il faudra prévoir les sanctions. Autorisera-t-on le Conseil de l'Ordre à rayer un médecin du tableau? On propose un tribunal unique. Le Doyen préférerait un tribunal par ressort de faculté de médecine. La composition de ces tribunaux devrait être également réglée par le Conseil d'Etat. 24 juges pour Paris, c'est insuffisant; il faudra que chaque spécialité soit représentée.

Les conseils de discipline seront-ils entièrement électifs? Y aura-t-il des membres de droit? Il faudra évidemment faire un stage avant d'être électeur et éligible.



Certaines catégories telles que les médecins de grands hôpitaux devraient être avantagés; de même pour les membres des facultés de médecine. Il ne se peut pas que ces catégories puissent être exclues par des cabales.

Le suffrage universel vote trop souvent contre quelqu'un plutôt que pour quelqu'un. Cela arrive même dans les Académies. Il faut éviter ce danger dans l'ordre des médecins. Le régime électif a beaucoup d'inconvénients.

A Paris, un professeur de la faculté de droit ne peut être avocat. Cela n'est pas toujours la règle en province. Quid pour l'Ordre des médecins?

Le législateur, se pète M. Berthélemy, ne peut entrer dans ces détails. C'est le Conseil d'Etat qui devra juger.

Quel sera le rôle de ces conseils? Il faudrait reprendre les cinq ou six pages de Brouardel sur la déontologie. Etre gardien de cette morale à la ville et à la campagne est tout différent. Il faudra donc des règles différentes, un contrôle différent.

En résumé, M. le Doyen accepte le principe voté par la Chambre, mais est d'avis que les détails d'application devraient être renvoyés au règlement d'administration publique. Peut-être aussi pourrait-on faire entrer la pharmacie dans le cadre de cette réforme.



M. le président remercie le doyen.

M. Gadaud, rapporteur, expose que la commission était décidée à réserver le droit de radiation à un tribunal d'appel.

M. le Doyen voudrait même que l'exclusion ne puisse se faire qu'aux 2/3 des voix.

M. Gadaud propose de prévoir le sursis.

M. le doyen est hostile à cette idée. Il rappelle une anecdote qui se passa à Mettray où M. Bérenger avait essayé d'appliquer le sursis aux enfants de cette colonie pénitentiaire. Ce fut un échec. Or, tous les délinquants sont, en quelque manière, des enfants, des faibles d'esprit.

M. Gadaud dit qu'on a fait des réserves sur un tribunal d'appel non professionnel. La commission est hostile à cette objection. Elle préfère choisir la Cour d'Appel.

M. le Doyen répond qu'alors ce n'est plus une justice disciplinaire : il faut des professionnels dans la juridiction d'appel, il y faut aussi des magistrats pour veiller à ce que la loi soit respectée. Les officiers arrivent mieux maintenant avoir des juges à leurs côtés dans les conseils de guerre, où l'officier n'est qu'un juré. Il serait utile qu'il y ait une sorte de ministère public pouvant poursuivre et faire appel : M. le doyen préférerait le procureur général ; car le doyen de la faculté de médecine, qu'on a proposé pour cela, n'est qu'un administrateur.



de la faculté et non un défenseur de l'ordre social.

Il faut, d'autre part, un bureau de procédure auprès du Conseil de l'Ordre. Il est inutile, pour cela, de faire intervenir le procureur général. C'est l'affaire du Conseil général.

D'autre part, le projet est d'office applicable aux Colonies : il n'y a pas besoin de règlement d'administration publique pour cela.

M. François-Saint-Maur demande si le président du tribunal d'appel ne pourrait avoir le droit d'évoquer la cause, puisque l'Ordre lui-même peut se saisir en première instance.

M. le Doyen répond que ce n'est contraire à aucun principe, mais que ce serait un peu dur pour le Conseil. En tout cas, cela aurait l'inconvénient que le président indiquerait par là son opinion.

M. F. S. Maur estime ce suravis inutile, si la première peine prévue est la réprimande.

M. le Doyen est de cet avis.

Il prend congé à 17 heures 30.

Assurances Sociales

II

La circulaire est distribuée aux membres présents.

III.

Stupéfiants.  
Conventions.

M. Justin Godart est désigné comme rapporteur.



Ordre des médecins.

I. La Commission de l'ordre a nouveau  
d'entendu le professeur Léprieux, de  
Lyon, le Dr. Boudin et le Dr. Cibré.

Séance levée à 17<sup>h</sup> 40.

8



MERCREDI 8 MARS 1933

à 16 HEURES 30

SALLE LEON BOURGEOIS (6ème BUREAU)

ORDRE DU JOUR :

- Audition de M. le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale : Assurances sociales et Accidents du travail.

Présidence de M. F. Merlin

Séance ouverte à 16<sup>h</sup> 30.

Présents : M. M. Pflieger, François-Saint-Maur, Chéret, Danthy, Bachelet, Daraignes, Mounié, Sherbecourt, Le Gorgeu, Martin, Godart, Lavergne, Rolland, Chassaing, Reboul, Thoumyre, Leret, Lannier, Armbruster, Chauxeau, Paul Strauss, Gadaud

413-1932

M. Pflieger donne lecture de son rapport sur le projet de loi mettant à la charge des corporations d'assurance accidents la rééducation professionnelle des mutilés du travail, etc. Le rapport est adopté.

707-1932

Il en est de même du projet de loi modifiant certaines dispositions du Code des Assurances Sociales en vigueur dans les départements reconstruits.

Assurances Sociales

et Accidents du Travail.

M. François Albert, ministre du Travail et de la prévoyance sociale, est introduit. M. le président le salue au nom de la Commission.



Accidents du  
Travail.

15-1928.

62

M. le ministre expose qu'il est arrivé au ministère dans un moment difficile : lois nouvelles à appliquer, chômage, grèves. La marche des grands travaux se trouve retardée par des questions de détail absorbantes. A propos des accidents du travail, le ministre éprouve un assez grand scrupule de conscience. Avant de déposer un texte, il voudrait savoir s'il serait possible et si la commission désirerait entamer la discussion du rapport Chauveau. Ce rapport est un monument considérable, si considérable que son vote pourrait ne pas aboutir assez vite. Le ministre pense à en extraire les points les plus urgents, de façon à obtenir assez rapidement l'accord avec la Chambre. Les intéressés semblent accepter cette procédure.

Un projet d'ordre restreint serait peut-être susceptible d'être voté pour Pâques.

Le ministre a d'autres appréhensions : en premier lieu, le caractère instable de l'économie moderne. Son état d'incertitude rend difficile de légiférer sur l'ensemble considérable que représente la loi en vigueur.

D'autre part, les mutilés du travail souffrent de situations qui méritent d'être rectifiées, nouvelle raison pour faire partir vite un "premier train".

Enfin, un ministre, par le temps qui court, doit ajuster son effort à ses perspectives de durée.

D'ailleurs, si la commission préfère effectuer



un travail plus vaste, la coopération du ministre lui sera acquise. Selon sa décision, le ministre déposera un projet plus ou moins étendu.

Passant à l'examen de la question, le ministre rappelle que les mutilés veulent que le salaire de base soit élevé de 8.000 à 15.000. La commission d'hygiène est d'accord, mais la commission du commerce ne veut pas dépasser 12.000. Ce dernier chiffre est celui d'avant-guerre multiplié par 5. La Chambre votera 15.000. Le ministre aurait plutôt tendance à l'arrêter à 12.000, en raison des circonstances présentes. Mais il considère ce dernier chiffre comme un minimum.

Le maximum devrait être porté à 25.000.

Le barème d'invalidité pourrait être assimilé à celui des victimes de la guerre.

Dans le même ordre d'idées, le vœu des mutilés consistant à obtenir des appareils de prothèse paraît devoir être inscrit dans la loi.

Application de la Convention de Genève: les sociétés d'assurance ont soutenu que ces textes n'avaient été faits qu'à l'égard des ressortissants de puissances ayant fait avec la France une convention bilatérale. La jurisprudence leur a donné raison. Il faudra donc indiquer dans la loi que les sociétés ne peuvent en aucun cas se soustraire à l'application



de la convention.

Ouvriers employés normalement par plusieurs patrons: actuellement, le salaire est calculé d'après ce qu'il touche chez le patron chez qui il a subi l'accident. Il faut corriger cet abus.

Majorations. Les différentes majorations ont été faites sans ordre: c'est une "course au plafond" des différentes catégories de mutilés. Il est très difficile de sortir de l'arbitraire actuel. On propose de donner aux mutilés entre 1927 à la nouvelle loi le bénéfice du minimum de 12000 comme base à condition que la mutilation soit d'au moins 20%. Le ministre préfère réserver les faveurs de la loi aux grands mutilés. Dans les associations de mutilés, c'est la majorité, c'est-à-dire les petits mutilés qui sont la masse. Aussi c'est toujours pour eux que l'on réclame. Il faut leur donner juste le strict nécessaire et réserver tout l'effort pour les grands mutilés. Ceux qui ont besoin de l'assistance continuelle d'une autre personne devront être traités comme ceux de la guerre.

La loi serait en vigueur trois mois après la promulgation.

En résumé, le ministre donne lecture de son projet.

M. Aron, Directeur des Assurances privées, donne des renseignements sur la répercussion financière. En 1928, la dépense a été de 1.300 millions. L'augmentation à 12000 fr.



du salaire de base = 100 millions. La  
prothèse représente 25 millions; les majora-  
tions: 36 millions, à prendre sur le  
fonds de garantie.

Le salaire à 15000 augmenterait non  
plus de 6%, mais de 8,4% les dépenses.

M. Aron soulève le problème de l'aug-  
mentation des rentes à donner aux acci-  
dentés du travail. Le régime de 1898 donne  
50%, et 75% de la perte de salaire si  
l'invalidité est totale. Le projet de la  
Commission augmente ces rentes. Il  
faut savoir si cette question doit passer  
dans le premier train. Les mutilés  
demandent 66%, taux uniforme,  
celui que recommande le B. I. T.

M. Chauveau confirme que les mutilés  
acceptent le texte (sauf le délai de carence),  
et qu'il en est de même des patrons et  
des assureurs. Il n'y a donc pas de diffi-  
cultés pour présenter l'ensemble du texte.

M. le ministre craint qu'on ne puisse  
accorder les deux assemblées, et il craint  
encore que le patronat n'ait changé  
d'avis.

M. Chauveau répond que le renseignement  
relatif aux patrons ne date pas de plus  
de huit jours.

M. le ministre répond que, si l'en est  
avisé, l'accord pourra se faire immé-  
diatement. En tout cas, il aurait pré-  
féré ajourner la majoration des rentes.  
Il prie la commission de réfléchir le plus



rite possible, et de le tenir au courant de ses décisions.

M. Paul Strauss conclut qu'il aura fallu six ans pour aboutir.

C'est pour aboutir, dit le ministre, qu'il commence par interroger la commission sur les chances d'aboutissement.

M. Paul Strauss considère que le gouvernement est l'arbitre qualifié pour imposer l'accord aux deux Chambres.

M. Chassaing est d'avis que si le "premier train" se compose des textes les plus délicats, le reste passera plus facilement. Donc, il vaudrait mieux voter le tout à la fois.

M. Lancien, rapporteur, estime qu'on ne peut discuter devant le ministre.

M. François-Saint-Maur demande si les textes réduits que propose le ministre font partie du rapport Chaudeau. Réponse affirmative, sauf détails.

Assurances  
Sociales.

Le ministre préfère ajourner ses observations à une séance ultérieure. Il veut conserver les principes de la loi : obligation, responsabilité patronale.

On pourrait discuter la quotité des sommes à verser. Cela ne veut pas dire qu'avec des versements moindres, on pourra fournir les mêmes retraites et les mêmes prestations. Sans doute, les caisses encaisseront plus qu'elles ne décaissent, mais les retraites ne jouent pas encore à plein. Quant aux recettes correspondant aux prestations, le ministre



ne voudrait pas diminuer ces ressources, qui pourraient être une réserve pour améliorer la situation des vieillards de 60 à 65 ans.

S'il ne touche pas aux principes, le ministre veut en modifier les applications. L'Etat percevrait, les caisses dépenseraient. Le texte modificatif est fait, mais il faut le soumettre à toutes les parties intéressées (COT, syndicats chrétiens, mutualistes, patrons, etc.) Les consultations à faire doivent être discrètes, pour éviter des difficultés d'amour-propre. Aussi, le ministre ne peut encore parler.

M. Le Gorgeu dit qu'il y a un an et demi qu'un des prédécesseurs du ministre a promis un rectificatif.

M. le ministre répond qu'il n'a rien trouvé à son arrivée au ministère.

M. Le Gorgeu donne lecture d'un extrait des délibérations de la commission et rappelle les réclamations de celle-ci auprès des ministres du travail. Il ajoute la lecture d'une note qu'il avait préparée pour la remettre au ministre.

M. le ministre demande communication de ce texte. M. le président lui répond qu'après délibération ce texte lui sera envoyé.

M. Ambroster signale le cas d'une société de secours mutuels qui a engagé



23

des sages-femmes au mois, à 900 francs par mois, et qui se fait débourser des procurations par les accouchées de façon à toucher à leur place aux caisses d'assurances sociales. Si ce système se généralisait, il entraînerait des conflits graves avec le Corps médical.

M. Chassaing voudrait qu'on examine de plus près la situation des sages-femmes, coincées entre les médecins et les sociétés de secours mutuels, qui leur enlèvent des deux côtés leur clientèle.

M. Mounié rappelle une promesse de M. Dalimier sur un point de détail et prie le ministre de se renseigner.

M. François. Saint-Maur accepte le délai que réclame le ministre. Il est étonné que le ministre n'ait rien trouvé à son arrivée, car, à lui, on a montré des projets. Il se plaint du fait que l'on ne peut obtenir du ministère des renseignements indispensables. Ici, dit-il, on applique la loi, ou du moins on a l'écho de son application, tandis qu'au ministère, on n'a guère que l'écho des textes. Il signale au ministre la circulaire sur les frais de gestion, dont le ton est regrettable, et qui est déferée au Conseil d'Etat par les caisses départementales elles-mêmes.

M. Dhormyre déclare que le Sénat attend trois réformes principales : modification du mode de perception ; 2<sup>e</sup> la cessation du scandale des assurés indigents ; 3<sup>e</sup> la modification du tarif pharmaceutique : c'est anormal



que les assurés seraient plus cher  
leur pharmacie que les clients.

M. le président rappelle que le 18 février  
la commission a demandé des renseignements  
sur l'état financier des caisses, et qu'elle  
n'a rien reçu.

Le ministre prend congé à dix-huit heures  
vingt.

Accidents du  
Travail.

M. Chauveau défend son rapport,  
repris maintenant par M. Lamière. Le  
rapporteur de la Chambre en accepte le  
texte, sauf en ce qui touche le délai de  
carence. M. Chauveau demande à la  
Commission de ne pas se déjuger.

M. Lamière, rapporteur, voudrait que  
M. Chauveau eût satisfaction. Et, si la  
Commission est de cet avis, il lui deman-  
derait de reprendre son rapport.

M. François Saint-Maur est d'avis  
qu'il y a urgence à aboutir. Il émet  
un doute sur l'avis unanime des parties  
en cause, dont a parlé M. Chauveau.  
Il ne s'oppose pas à la reprise du  
rapport Chauveau, mais tient à faire  
des réserves.

M. Dauthey dit que, dans cette affaire  
de mutilés, il ne faut pas commencer par  
mutiler le texte. La vraie question n'a  
pas été examinée : c'est celle du prix de  
la réforme. Il faut d'abord compter  
sur l'adhésion de la commission des finances.



M. Francois-Saint-Haur objecte qu'il n'y a qu'une charge économique, mais pas de charge financière.

M. Mourin demande l'ajournement à huitaine. (Adopté.)

Assurances  
Sociales.

M. Le Gorgeu demande à la commission d'adresser au ministre le vote qu'il a lu tout à l'heure. (Adopté.)

149



Séance du

MERCREDI 15 MARS 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1- Projet de loi, adopté par la Ch. des Députés, relatif à la ratification de la Convention et du protocole de signature signés à Genève le 13 juil. 1931, concernant la limitation de la fabrication et la réglementation de la distribution des stupéfiants (N° 69 - 1933. -  
M. Justin GODART, Rapporteur
- 2- Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N° 15 - 1928). Décision de principe à prendre.  
M. LANCIEN, Rapporteur.
- 3°-Propos. de loi adoptée par la Ch. des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins) (N° 831-1932).  
M. GADAUD, Rapporteur.
  - a) Audition de M. le Dr Paul BOUDIN, Membre du Conseil Supérieur de l'Assistance publique.
  - b) Audition de M. le Dr CIBRIE, Secrétaire Général de la Confédération des Syndicats médicaux français.

Présidence de M. Ed. Merlin

Présents : M. Lancien, Néron, J. Godart, Auguis, Lavergne, Loubat, Daraignez, Chéret, Dauthy, Neyret, François-Saint-Macis, Duprey, Rolland, Paul Strauss, Gadaud, Dudouyt, Bachelet, Armbruster, Even, Mouine, Martin, Le Gorgeu.

Convention des  
Stupéfiants

69-1933. - I. M. Justin Godart donne lecture de son rapport, conduisant à la ratification de la Convention du 13 juillet 1931.  
Ce rapport est adopté.

Accidents II. L'affaire est renvoyée à huitaine  
du Travail en raison de la réception d'un projet  
1/1928. rectificatif envoyé en épreuves par le  
ministre.



II bis.  
Habitations à  
bon marché.

M. Paul Strauss expose que la Chambre  
a voté un projet "ravitaillant" les organismes  
d'H.B.M. Il en prévient la concurrence, mais  
signale que c'est la Commission des finances qui  
est partie au Sénat.

### III.

Ordre des médecins

M. le D<sup>r</sup> Boudin expose qu'il reçoit  
de nombreux confrères des lettres critiquant  
le projet d'ordre de médecins. Le projet menace  
de disparition les syndicats de médecins. M. le  
D<sup>r</sup> Boudin craint de voir rétablir l'ancienne  
corporation avec tout ce qu'elle a d'étroit et  
de draconien. Le Conseil de l'ordre des avocats  
est une institution plus que séculaire. Il  
n'y a plus les mêmes raisons de créer un  
Syndicat obligatoire. Il y aura certainement  
des conflits avec les groupements de médecins.  
En tout cas, le Conseil de l'ordre absorbera  
les syndicats. Il y aura des conflits aussi  
à propos de l'application des assurances  
sociales.

Pour la première fois, on établirait une  
juridiction professionnelle qui échapperait  
complètement au juge de droit commun.  
Dans le cas des avocats, l'avocat a un juge  
d'appel: c'est la Cour d'Appel, toutes chambres  
réunies. Au contraire, le projet de la Chambre  
crée une juridiction d'appel où les juges sont  
en minorité. M. Boudin craint les abus  
d'une justice disciplinaire de ce genre.

C'est. Et de la loi du 30 nov. 1892 permet  
déjà de retirer le droit d'exercice aux médecins



criminels. On parle beaucoup de médecins, mais trop souvent ce sont des hommes qui pèchent par étourderie ou par ignorance. Un avertissement suffit à les empêcher de recommencer. Les abus les plus fréquents sont en matière d'assurance sociale, parce que l'Etat se dépend mal.

La proposition prévoit des peines trop sévères : entre le blâme et la suspension, il n'y a rien. Il faudrait des amendes.

Un avocat suspendu peut faire autre chose. Un médecin suspendu ne peut rien faire que se moquer de la loi qui le suspendra : 50 francs d'amende. Un coupable traînera la procédure, et pendant cinq ans il pourra exercer, sous menace .... de cinquante francs d'amende.

Le D<sup>r</sup> Boudin craint que l'institution du Conseil de l'Ordre trouble la vie des médecins et même celle des malades ; il refuse le droit au Conseil de suspendre ; il réclame une révision des peines prévues et l'application du sursis.

M. Gadaut, rapporteur, déclare que la commission n'écarte pas l'hypothèse de modifications à la loi. L'usage n'est pas d'engager une controverse avec les personnes qui viennent déposer devant elle ; pourtant M. Gadaut a été très frappé de certaines des critiques du D<sup>r</sup>. Par exemple, le reproche de créer une nouvelle corporation. M. Gadaut



répond que l'ordre des avocats n'a jamais  
été considéré comme une corporation, mais  
- le mot a été écrit - comme une "chevalerie".  
D'ailleurs, si la Révolution l'a supprimé  
comme corporation, il s'est seul rétabli  
précisément parce qu'il, seul, il n'était  
pas une corporation.

Sur le point de l'appel, on peut répondre  
que la Cour d'appel, pour les avocats, est bien  
encore une juridiction professionnelle. En tout  
cas, il ne peut s'agir de rétablir une corpo-  
ration, ni de faire une révolution juridique.

M. Dupuy demande au D<sup>r</sup> Boudin s'il  
est ou non partisan de l'ordre des médecins.

M. Paul Strauss n'a pas été très impression-  
né par la critique de l'article 41 ni par  
l'appréhension de la disparition du syndi-  
calisme médical. Il demande à M. le  
D<sup>r</sup> Boudin s'il n'aurait pas une por-  
tion de repli? N'a-t-il pas parlé de  
modifier l'échelle de pénalités?

Le D<sup>r</sup> Boudin répond à M. Gadault en refu-  
sant toute analogie entre l'ordre des  
avocats et l'ordre des médecins. Les médi-  
cins ont besoin de leurs syndicats pour  
défendre leurs intérêts corporatifs.  
Déjà, des sortes de syndicats se créent au sein  
de l'ordre des avocats. M. Boudin a peur  
du Syndicat obligatoire.

Répondant à M. Dupuy, il répond qu'il est  
l'adversaire de l'Ordre et le partisan du  
Syndicat.



Le jour où les syndicats de médecins pourront établir le contrôle technique dans toutes les lois sociales, la fraude disparaîtra. La Confédération des médecins veut le Conseil de l'ordre, le Dr Bondin s'incline, mais il le veut le moins mauvais possible. Il reprend à ce propos la liste des propositions d'amendement qu'il a déjà exposées. C'est là son terrain de repli.

M. Gadaud lui demande: "Alors, vous lui refusez la personnalité civile?" Réponse affirmative. Le Conseil de l'ordre ne devra être qu'une simple juridiction.

M. le président remercie le Dr Bondin, qui prend congé.

Le Dr Cibré est introduit. Le président lui donne la parole après une courte présentation.

Le Dr Cibré expose que les syndicats médicaux étudient la question depuis longtemps. Elle est devenue aiguë depuis le vote des lois sociales. M. Loucheur aurait voulu que l'ordre des médecins négocie avec la loi des assurances sociales. Le Parlement n'étant pas prêt, on tourna la difficulté en confiant le contrôle aux syndicats médicaux, qui l'exercent parfois trop énergiquement.

Le Dr Cibré donne lecture d'un ordre du jour voté le 2 juin 1929 par la Confédération générale et demandant la création de



81  
l'Ordre des médecins. Depuis, toutes les  
assemblées ont confirmé ce point de vue.  
Les opposants, si connus soient-ils, ne  
parlent qu'en leur nom personnel,  
tandis que cet ordre du jour émane des  
représentants mandats de 19.000 médi-  
cins français.

Un ancien député, M. Liouville, a établi  
une proposition de loi sur laquelle a tra-  
vaillé la commission de la Chambre. La  
Confédération a été entendue par cette  
Commission, qui a admis la plupart  
de ses amendements.

Elle est prête à en accepter d'autres,  
le principe de l'Ordre étant hors de  
cause.

Les objections portent sur 2 points prin-  
cipaux, tout d'abord : la compétence  
rationnelle. La Chambre prévoit un  
ordre départemental. La Confédération  
estime qu'il y aurait intérêt à faire  
un cadre régional, soit l'Université  
(17 en France) soit le Cour d'appel (27 en  
France). C'est ce dernier qu'elle préfère,  
car les deux juridictions auraient le même  
ressort.

Sur les sanctions, la Confédération propose  
d'introduire l'amende progressive et  
le sursis.

Quelles peines pourrait prononcer la  
juridiction de 1<sup>re</sup> instance, uniquement  
professionnelle ? Il faut éviter de le laisser  
entraîner trop loin. Il faudrait réserver



à la juridiction d'appel les pénalités, les plus fortes et spécialement la radiation. La juridiction de 1<sup>re</sup> instance pourrait aller jusqu'à la suspension pendant un mois.

Le Dr Gibrie signale, lui aussi, la gravité de la radiation pour le médecin. Il demande si on ne pourrait la réserver, comme maintenant du reste, aux tribunaux de droit commun, comme peine annexée en matière pénale et criminelle.

En ce qui concerne la composition des Ordres, la Confédération s'oppose à la création de membres de droit. Il faut baser cette composition sur l'élection.

Il faudra un code qui n'existe pas ; le code de déontologie des médecins devrait être pris en considération par le Conseil d'Etat. Celui-ci ne prévoit pas de peines, mais nulla pena sine lege, il faudrait donc y incorporer les sanctions.

M. Even demande par combien de voix le principe de l'ordre a-t-il été voté.

M. Gibrie répond qu'on a voté à mains levées. Il recherchera si, à un moment donné, il n'y a pas eu unanimité ; il croit que c'est arrivé au moins une fois. En tout cas il y avait 300 délégués, et il est certain qu'il y a eu au moins 270 pour contre 30. Il serait fâcheux de faire un référendum. La Confédération se ferait un plaisir de le



faire.

M. Evén n'en demande pas tant.

M. Cibré dit que le 2 avril, il a une réunion de conseil d'administration, composé de délégués régionaux. Il pense que l'unanimité de ces délégués se montreront favorables.

M. Evén demande s'il est vrai qu'il y a 25.000 médecins dans les syndicats.

M. Cibré répond que c'est le chiffre des médecins exerçant. Les syndicats en comptent 19.000. Alors que le C. G. T. ne comprend que le 1/6 des ouvriers français.

M. Cibré, répondant à M. Gadaut, accepterait, le cas échéant, le texte de la Chambre, mais il préférerait qu'il fût amendé.

M. Gadaut remarque qu'un ordre régional aura des deux juridictions dans la même ville. N'y aura-t-il pas confusion?

M. Cibré répond que c'est le cas pour certains tribunaux civils.

M. Gadaut se déclare d'accord sur l'amende. Le sursis est-il très nécessaire, puisque le blâme existe?

M. Cibré répond que le sursis permet de prononcer des peines assez sérieuses qui obligent le coupable à marcher droit. Dans bien des cas, la juridiction d'appel pourra se borner à apposer le sursis à la décision de 1<sup>re</sup> instance.

M. Gadaut tient à une juridiction d'appel



proportionnelle. Donner la radiation  
au tribunal ou à la cour d'appel,  
cela ne changerait rien, car il faudrait  
qu'il y ait délit ou crime.

M. Librie consent à la juridiction  
d'appel, pourvu qu'elle soit présidée  
par un magistrat.

M. Gadault dit que le Code de Déonto-  
logie devra être enseigné dans toutes  
les Académies de Médecine.

Il signale que le professeur Jean Louis  
Faure voudrait voir introduire, pour  
l'appel, des membres de droit. M. Librie  
le refuse, mais est-ce que les magistrats  
qu'il admet ne sont pas des membres  
de droit. M. Gadault voudrait au  
moins un membre de l'Académie  
de médecine.

M. Librie répond qu'on peut tomber  
ainsi sur un principe de la dichotomie.  
Il ne faut pas confondre Science et  
Conscience; bien qu'elles soient le plus  
souvent réunies.

M. François-Saint-Maur propose  
de nommer la 1<sup>re</sup> juridiction au suf-  
frage universel et la 2<sup>e</sup> moitié  
au suffrage universel, moitié par  
une sorte d'élection au second degré, par  
les facultés de médecine par exemple.

M. Librie propose de déclarer que sur  
les cinq membres élus, il devrait y  
avoir un professeur de faculté ou un  
médecin des hôpitaux.



84  
M. Gadaud se préoccupe d'empêcher  
l'exclusion d'un jeune médecin débutant,  
porteur de son diplôme et même ayant  
prêté serment, auquel le Conseil de  
l'Ordre refuserait l'inscription au tableau.

M. François-Saint-Maur dit que l'enquête  
du Conseil devra être préalable à la presta-  
tion de serment.

M. Cibré voudrait appeler le président  
de l'Ordre le "régent", pour éviter toute  
confusion.

M. Dauthy : n'y aura-t-il pas une réac-  
tion sur le fonctionnement du Syndicat ?

M. Cibré : ce sont deux choses distinctes.  
L'Ordre des médecins ne s'occupera que  
des questions de moralité. Or, les syn-  
dicats médicaux veulent relever la  
moralité professionnelle. Ils auront  
toujours la défense des intérêts profes-  
sionnels de leurs membres.

M. le président remercie M. Cibré, qui  
se retire.

Séance levée à 18 h. 1/2

RA



MERCREDI 22 MARS 1933

à 16 HEURES 1/2

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour:

- I - Proposition de loi de M. Jean VALADIER tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances Sociales. (n°72-1933) - Désignation d'un rapporteur.
- II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des Médecins) (n°831-1932). - (M. GADAUD, Rapporteur.
- Audition de M. DANIELOU, Ministre de la Santé Publique et de M. de MONZIE, Ministre de l'Education nationale.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : MM. Chassaing, Pflieger, Lavergne, Thérêt, Lancien, Meyret, Le Gorgeu, Baquin, Armbruster, Mounié, Dherbecourt, Sizeyjol, Gadaud, Rolland, Duprey, Loubat, Martin, Dudoigny, Paul Strans

Assurances Sociales

I. M. Le Gorgeu est désigné comme rapporteur.  
72-1933

Accidents du Travail M. Chauveau a écrit une longue lettre  
15-1928. au président pour défendre son projet. Affaire renvoyée à huitaine, pour savoir si l'on maintiendra ce projet ou si l'on étudiera l'avant-projet restreint que le ministre du travail a fait parvenir à la commission.



II  
Ordre des médecins  
831-1932

MM. les ministres, De Monzie (Education nationale) et Damiou (Santé publique) sont introduits.

M. le président donne la parole à M. de Monzie. M. le ministre de l'éducation nationale se défend d'être le témoin principal : il n'est que l'adjoint du ministre de la santé publique. Du moins, les deux ministres sont-ils étroitement associés dans toutes les questions intéressant les médecins. M. de Monzie a conversé auparavant avec le D<sup>r</sup> Librie (voir séance précédente). Il ne s'agit pas d'un projet 'foté' : après l'ordre des médecins, celui des pharmaciens. Il y a une proposition Valatte qui organise ce dernier, et elle a été votée sans débat. Il y aura également quelque chose de semblable pour la profession dentaire. Un accord est intervenu entre les représentants des stomatologistes et les odontologistes.

Il y a donc lieu d'examiner attentivement le texte en cause. Peut-être est-il trop long, trop détaillé (50 articles.)

L'article 46 appelle l'intervention du ministre de l'éducation nationale.

On a remarqué l'organisation des ordres d'avocats. Or, les règles ne sont pas les mêmes dans les différents conseils de France. Du moins, les sanctions sont uniformes.

Art. 46. C'est le droit à l'appel pour le médecin frappé. C'est toujours la transposition du système appliqué aux avocats.



En cas d'appel du procureur, qui représente le garde des sceaux, l'intérêt général est sauf. Qui va le représenter en ce qui touche les médecins ? Au § 1<sup>er</sup>, c'est le doyen, au § 6, c'est le procureur général.

Le doyen ne peut toujours avoir des renseignements sur la vie du médecin inculqué. Comment veut-on que le doyen puisse agir ? Il faudrait qu'il fût renseigné.

Quant au procureur, il a à connaître de l'application de la loi de 1892. En fait, l'action publique est mise en mouvement par la plainte d'un syndicat de médecins. M. le ministre cite deux exemples d'accusations ridicules, couvertes d'ailleurs par les syndicats, et même par le gouvernement. Le procureur général ne connaît rien de la vie médicale.

M. le ministre préfère toutefois que ce soit le doyen qui puisse disposer de l'appel. Ceci implique que toutes les plaintes devront être communiquées au doyen. Il n'en serait nullement fâché. La science et la pratique, la faculté et l'assistance publique devront collaborer de plus en plus. Il faut trouver le moyen d'insérer pratiquement le doyen dans la vie journalière du corps médical.

M. Gadard, rapporteur, expose que la commission avait vu la contradiction. La commission pensait que l'on avait prévu, au dernier paragraphe, la déclai-



99

ration du procureur général, pour corriger le danger d'une juridiction d'appel purement professionnel.

M. de Monzie insiste et fait observer que le procureur général peut refuser au doyen de faire la déclaration d'appel: Le doyen doit avoir barre sur le Conseil de l'ordre.

Il y a bien aussi de remarquer que les ressorts académiques ne coïncident pas avec les ressorts de Cour d'Appel. Tout l'article 46 est donc à reprendre.

En tout cas, M. de Monzie est d'accord avec M. Danielou sur le principe du projet.

M. Danielou rectifie une erreur qu'il a commise tout à l'heure: l'ordre des pharmaciens n'est pas encore voté.

M. Garand demande ce que pensent les ministres du code de déontologie.

M. le ministre de l'éducation nationale constate qu'il n'y a pas de code de la profession d'avocats. Ce sont les barreaux qui établissent leurs règles. Les médecins en feront autant.

M. Garand dit que la faculté demande l'institution du chaire de déontologie. Le ministre ne tient pas à une nouvelle chaire, mais il ne s'opposerait pas à l'institution d'un serment.



M. Sireypl craint de créer une charge bien considérable au doyen. Ne pourrait-on pas donner ces pouvoirs aux directeurs des écoles secondaires de médecine?

Non, répond M. de Monzie. D'ailleurs, le doyen n'aura pas dix à faire par an.

M. Danielou déclare n'avoir rien à ajouter. Il marque simplement l'intérêt du projet. Si l'on avait eu un ordre des médecins, il aurait pu éviter le scandale des fraudes de l'internat.

Il demande que l'on prévise à l'article 43 une échelle de sanctions à la place du simple retrait du droit d'exercer.

M. Paul Strauss fait toutes réserves en ce qui touche les fraudes de l'internat: le pouvoir disciplinaire appartient en l'espèce au conseil supérieur de l'assistance publique.

Les ministres se retirent.

Code des assurances  
sociales (Haut-Rhin,  
Bas-Rhin, Moselle)

707.1932

M. Pfleger expose qu'après le dépôt de son rapport, le gouvernement a demandé des modifications au projet.

M. Pfleger propose de lui donner satisfaction. La commission l'y



91

autorise. Il déposera un rapport  
supplémentaire en conséquence.

Lépre +

M. le président donne lecture  
d'une lettre par laquelle on l'informe  
que la lèpre est à Paris.

Cette lettre sera transmise au mi-  
nistre.

Mains d'œuvre  
étrangère

M. Moumê se plaint du fait que  
la proportion de 10 % d'ouvriers étrangers  
est dépassée partout.

Accidents du  
travail

+ M. Le Gorgeu voudrait qu'on fasse  
chiffrier les dépenses qu'occasionneraient  
les deux projets d'assurances accidents  
du travail.

Séance levée à 17 heures 40

RH



MERCREDI 29 MARS 1933

à 16 HEURES 1/2

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- Projet  
I - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. - Désignation d'un rapporteur. (n° 148-1933)  
II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (ordre des médecins) n°831-1932)  
- M. GADAUD, Rapporteur.  
- Audition de M. le professeur BALTHAZARD, doyen de la Faculté de Médecine.  
III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (n°15-1928) - M. LANCIEN, Rapporteur. - Décision de principe à prendre.

Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents : M. Gadaud, Thérêt, Even, Buguin, Rolland, Lavergne, Lancien, Thérêt, Dauthy, Dudouyt, Duprey, Martin, Le Gorgeu, Chassaing, Monnier, Loubat, Néron, Reboul, P. Strauss, Armbruster.

I.

M. Thérêt est nommé rapporteur.

148.1933

Bureaux de bienfaisance

II.

Ordre des  
médecins  
831-1932

M. le doyen Balthazard est introduit.  
M. le président le salue au nom de la commission. Il annonce que M. Balthazard parlera au nom des doyens de toutes les facultés de médecine de France, réunis récemment à Paris.

M. le doyen déclare que le projet donne satis-



l'action tant au corps enseignant qu'à la Confédération des Syndicats médicaux.

Il a cependant quelques observations à présenter.

Tout d'abord, il pense que les conseils de l'ordre devraient toujours comporter un nombre pair de membres adjoints au président.

Le mode d'élection du président de l'ordre, avant qu'on procède à la nomination des membres de l'ordre, laisse un doute. Il faudrait nettement spécifier qu'elle se fait en premier lieu.

Sanctions : Sans aller jusqu'à l'annule, ne pourrait-on pas retirer temporairement le droit d'exercer des fonctions publiques, p.ex. l'expertise. Certains doyens, celui de Bordeaux entre autres, ont suggéré le sursis.

Il faudrait préciser les termes de l'art. 44 (choix du défenseur.)

Art 46. Les doyens ne tiennent pas à avoir le droit de faire appel. Le cadeau irait mieux au procureur.

Les doyens préféreraient faire partie automatiquement du conseil ~~Général~~ régional, à la place d'un des deux conseillers. Sinon, dire que le conseil devra comprendre un professeur nommé par les collègues, ou même par les médecins pratiquants.

Comment se constituera le premier conseil régional ? L'art. 46 n'en dit rien. On pourrait prendre tous les médecins ayant 5 années d'exercice et 40 ans d'âge.

En résumé, le doyen espère ~~se~~ débarrasser



la médecine, grâce à la loi nouvelle, de médecins qui ne font pas honneur à la Corporation.

M. Gadaud répond que la Commission est favorable dans l'ensemble aux observations du doyen. Pourtant, elle trouve toujours bon de laisser au doyen le droit de faire appel.

Il serait bon que l'enseignement de la déontologie soit organisé et peut-être que le serment du médecin soit institué.

M. le doyen acquiesce.

Revant sur la question de l'appel, le président demande au doyen son opinion sur le droit d'appel. Le doyen répond qu'il préférerait ne pas avoir cette charge, mais qu'enfin il faut savoir prendre ses responsabilités.

M. Duprey : ne pourrait-on <sup>faire</sup> effectuer l'appel par le procureur général sur réquisition du procureur général ?

M. le doyen répond que la responsabilité resterait au doyen.

M. L'ancien rappelle que les ressorts des facultés sont plus étendus que ceux des cours d'appel.

Le doyen craint que même le doyen à des instances, qui pourraient avoir un caractère politique, pourrait être une cause de désordre dans les facultés.

Persone n'ayant plus de question à poser, le doyen se retire.

La discussion s'ouvre sur la question



de l'appel interjeté par le doyen. M. Rolland fait observer que le doyen n'est pas exempt d'être justiciable du conseil de l'ordre. Rien n'est décidé.

### III.

Accidents du travail.  
15-1928.

M. Even demande si, M. Chaudeau étant absent, la Commission peut prendre une décision.

M. le président rappelle que M. Chaudeau lui a écrit le 10 mars une lettre dont il donne lecture. M. Chaudeau, tout en défendant son texte, s'en rapporte à la sagesse de la Commission.

M. Lancien, rapporteur, se défend de prendre le texte rédié du ministre, étant donné qu'il a été nommé rapporteur pour défendre le rapport de M. Chaudeau, nommé ministre. M. Lancien estime toutefois qu'il faut faire quelque chose. Le grand projet suscitera de longs débats, le petit projet est admis à la fois par les ouvriers et les patrons.

M. Duprey dit que les mutilés du travail ne se tiendront jamais pour satisfaits.

M. Mourin voudrait savoir le coût des deux projets.

M. le président répond que la question a été posée au ministre, qui n'a pas encore fait de réponse.

M. Mourin ajoute que plus les répercussions financières seront faibles, plus le projet aura de chances de passer. D'ailleurs, la Commission des finances aura son avis à



donner. Si la question n'intéresse pas directement le budget de l'Etat, elle aura du moins sa répercussion sur le coût de la vie.

M. Lancien répond que l'avis de la Commission des finances a été indifférent.

M. Rolland est d'avis de voter le projet restreint du ministre. Le ministre de travail, dit-il, demande le vote du projet restreint, en tant que premier train.

M. Duprey affirme qu'il y a un antagonisme profond entre les commerçants et industriels d'une part, les blessés du travail de l'autre, qui ne se contenteront pas du premier train.

M. Paul Strauss dit que ce n'est pas à la Commission des finances d'étudier les répercussions sur le coût de la vie. Il voudrait éviter une nouvelle consultation des quatre commissions consultées pour avis. Il penche, lui aussi, pour le projet restreint.

M. Lancien dit que la commission de l'agriculture et celle du commerce n'auront rien à dire, le projet du ministre n'ajoutant rien, mais retranchant.

M. Even demande que l'on passe au vote.

M. Chassaing vote pour le petit projet, mais réserve son droit d'amendement.

M. Lancien déclare s'abstenir.

Le projet ~~est ad~~ réduit est choisi comme base par 10 voix contre 0 et 11 abstentions.



M. Laniel avisera le ministre pour qu'il  
dépose ce projet sur le bureau du Sénat.

Séance levée à 17 heures 25.

RAB



MERCREDI 5 AVRIL 1933  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS (6° BUREAU)

ORDRE DU JOUR :

- 1- a) Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 251-1930) ;  
b) Proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés, tendant à la modification de l'art. 20 de la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (N° 177-1931) ;  
Nomination d'un Rapporteur en remplacement de M. RAMBAUD.
- 11- Proposition de loi de M. André LEBERT et d'un grand nombre de ses collègues, tendant à reviser et à compléter la loi du 20 juillet 1895 sur les Caisses d'épargne (N° 248-1929).  
Nomination d'un Rapporteur pour avis (en remplacement de M. Charpentier.)
- 111- Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N° 15-1928-)  
M. LANCIEN, Rapporteur. - Communication des renseignements reçus du Ministère du Travail relativement aux charges supplémentaires imposées aux employeurs par l'un et l'autre des projets à l'étude.

Présidence de M. F<sup>d</sup> Merlin

Présents : M. Even, Lancien, Loubat, Lavergne, Dauchy, Paul Strauss, Mounié, Dudouyt, Chéret, Daraiguez, Neyret, Armbruster

Excusé : M. Néron.

I a) M. Even est nommé rapporteur.

I b)

II. M. Daraiguez est nommé rapporteur.



III.

M. le président donne lecture des renseignements fournis par le ministère du travail.

Le projet complet occasionnerait une dépense 212 millions, le projet réduit de 93 millions; en % 16,3% et 7% d'augmentation.

Le document est distribué aux membres présents.

IV.

Bureaux de  
bienfaisance.  
148-1933

M. Cheret donne lecture de son rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. Il conclut à l'adoption du texte de la Chambre.

M. Mounié fait certaines réserves: il craint que cette simple modification ne cache le désir d'accaparer au profit des bureaux de bienfaisance des oeuvres organisées en dehors de ces bureaux.

M. Lavergne demande quels sont les avantages de la proposition.

M. Cheret répond que les bureaux de bienfaisance ont actuellement un champ d'action très étendu: il s'agit de constater une situation de fait.

M. Mounié proteste encore: dans sa commune, cantines scolaires, consultations de nourrissons ne sont pas organisées par le bureau de bienfaisance.

M. Lancien appuie les observations de M. Mounié.

M. le président propose de  
~~L'affaire est renvoyée~~ à une séance



ultérieure.

M. Lancier trouve que l'affaire ne vaut pas de déranger la machine parlementaire.

M. Dauthy estime qu'il y a là une question de mots.

M. Lancier craint que les mots "aide sociale" n'incitent encore à la mendicité sociale. - Renvoi à une séance ultérieure.

Assurances Sociales. - M. le président expose que le Service des A. S. offre à la commission de venir visiter l'immeuble de l'Avenue de Lowendal.

On convoquera un mercredi matin.

Local de la Commission. M. le président expose que les Questeurs n'ont pas abandonné l'idée de reprendre la Salle Léon Bourgeois. Il propose de retourner voir les Questeurs.

Le bureau est autorisé à faire une nouvelle démarche.

Caisse d'épargne 248-29. A propos de cette proposition, M. Mourie demande qu'on autorise les Caisses des Ecoles à mettre de l'argent aux Caisse d'épargne.

M. Daraignez parlera de cette question dans son avis.

Ordre des médecins. Doit-on entendre M. Jean Lepine, Doyen de la Faculté de Droit de Lyon, avant de commencer l'examen du projet ? La



commission répond affirmativement

Mais le président fait observer que, de la Chambre, on lui demande de faire voter sans discussion la proposition de la Chambre des députés, qu'il a déposée une proposition rectificative. La commission s'oppose unanimement à cette demande.

Séance levée à 17 heures.

RH



MERCREDI 12 AVRIL 1933  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I-Proposition de loi de M. JUSTIN GODART, tendant à modifier l'art. 378 du Code pénal relatif au secret professionnel (N° 709-1928) - Désignation d'un Rapporteur pour Avis, en remplacement de M. DELPIERRE.
- II-Proposition de loi de M. FAUGERE, tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales modifiée par les lois des 5 août 1929, 30 avril 1930 et 28 juillet 1931 (N° 222 - 1933). Désignation d'un Rapporteur.
- III-Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance. (N° 148 - 1933) M. THERET, Rapporteur.
- IV-Proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste. (N° 558 - 1932) - M. DAUTHY, Rapporteur.

Présidence de M. Ed. Merlin.

Présents : M. Even, Rolland, Le Jorger, Dudoigt, Martin, Mounié, François-Saint-Maur, Choumyre.

I.

709-1928 M. Rolland est nommé rapporteur  
Secret professionnel. pour avis.



## II.

222-1933

Assurances Sociales

M. Le Gorgeu est nommé rapporteur. A ce propos M. Even signale que les caisses d'assurances subventionnent les médecins qui soignent des syphilitiques au-delà du 6<sup>e</sup> mois. Or, la loi ne reconnaît les soins que pendant six mois. D'autre part, les dispensaires, qui assuraient ces soins gratuitement, sont déjà subventionnés.

M. Le Gorgeu, d'autre part, a vu M. François Albert, ministre du travail, qui lui a déclaré qu'il allait déposer des projets rectificatifs. Il n'en a rien été. Le premier projet aurait trait à la définition du salaire. On en est donc toujours au même point, le ministre ne paraissant pas avoir de doctrine bien précise.

Accidents du travail

Incidemment, M. le président signale qu'il en est de même pour les accidents du travail. Le ministre n'est plus bien sûr de déposer son projet, et, s'il le dépose, il ne paraît pas encore être bien sûr de le déposer à la Chambre ou au Sénat : le président n'a obtenu que des précisions contradictoires.

M. Even répond que la commission n'a accepté le petit projet réduit qu'à la condition qu'il serait déposé ici.

Habitations  
à bon marché

M. Choumyre demande si la commission des finances a accepté le dernier milliard d'engagements de la loi Loucheur. Le ministre des finances, répond M. François-Saint-Haumont,



a signalé que la Caisse des Dépôts, qui a vu sortir pas mal de Dépôts de caisses d'épargne, destinés à l'emprunt, n'est plus en mesure de financer ce projet pour le moment.

M. Thoumyre constate que cela va arrêter tous les contrats à l'étude. Il demande que la commission ne perde pas de vue cette question.

M. Mounié ajoute que la commission des finances, par ce retard apporté au vote du crédit, veut aussi donner le temps au gouvernement d'améliorer son contrôle.

Un certain nombre de membres de la commission citent des cas de gaspillage, de manque de contrôle, etc.

~~Séance levée à 17h 15.~~

III et IV

Renvoi à une prochaine séance ~~RAH~~  
en raison de l'absence des rapporteurs.

Séance levée à 17<sup>h</sup> 15.

RAH.



le MERCREDI 10 MAI 1933

à 14 HEURES 30

EXCEPTIONNELLEMENT LOCAL DU 3ème BUREAU

Ordre du Jour :

- Examen du budget du travail et de la loi de finances.

Présidence de M. Fd Merlin.

Présents : M. M. Lavergne, Pflieger, P. Strauß, Raynaldy, Rolland, Martin, Even, Mounié, François-Saint-Maur, Gadaud, Bachelet, Keyret.

Salle des séances. M. le président, approuvé par la commission, proteste contre le déplacement du local de la commission.

Budget

Chômage :

du Travail

M. le président signale qu'il y aurait intérêt à protester contre les renvois exagérés d'ouvriers étrangers. On refuse sans discernement même les bons éléments. Beaucoup de ces étrangers ont témoignés de sentiments français, ont demandé leur naturalisation. Cela est pour eux un exil véritable.

M. Raynaldy déclare que cela se rattache à la question générale de la naturalisation, qui pourrait être utilement évoquée devant la commission.

M. Rolland expose que certains travaux ne sont faits que par des étrangers. Pour les travaux pénibles, les Français n'en veulent



à aucun prix. D'autre part, on applique trop brutalement les règlements. C'est ainsi qu'on a expulsé un jeune Espagnol de 17 ans, excellent sujet, depuis l'âge de 3 ans en France, et n'ayant plus aucun parent en Espagne.

M. Pflieger pense qu'il s'agit de cas d'espèce.

M. Raynaldy signale d'autre part que les Italiens colonisent le Gers. Ils envoient l'argent qu'ils gagnent, en Italie. Le gouvernement italien est intervenu pour qu'on leur donne des paroisses italiennes.

M. le président signale qu'à Lisbonne et à Rome on refuse aux nationaux les pièces nécessaires à leur naturalisation.

M. Raynaldy souhaiterait le mélange des deux races, mais l'agglomération même des étrangers s'y oppose.

M. Moulié expose les difficultés que cette question cause aux municipalités. Il signale que les impôts ne rentrent plus, que sur 2000 poursuites, il y en a à peine 200 qui ont eu pour résultat le versement d'acomptes. En outre, il estime que beaucoup de chômeurs s'installent dans le chômage.

M. Raynaldy estime que si on n'avait pas constitué de fonds de chômage, cela ne serait pas arrivé.

M. le président propose à M. Moulié



108

d'intervenir en séance sur les chapitres relatifs à la main d'œuvre étrangère.

M. Mounié répond qu'en tant que maire d'une commune de la Seine, il y a des choses qu'il ne peut dire à la tribune.

La commission le charge néanmoins de demander au ministre d'exposer sa politique à cet égard.

M. François-Saint-Maur a fait le récapitulatif de ce que la loi des Assurances Sociales coûte à l'Etat. Il n'est pas tout à fait d'accord avec le rapporteur spécial, M. Carillon, spécialement au sujet des crédits destinés au financement des assurés de la loi des retraites ouvrières et paysannes. Ainsi il ne resterait plus à la charge de l'Etat que 390 millions, les 410 millions des retraites ouvrières restant de toute façon une dépense obligatoire.

M. Raynaldy répond que les A. S. ayant pris l'actif des R. O., elles doivent bien en assumer le passif.

M. François-Saint-Maur demande à M. Raynaldy s'il est sûr que l'actif des R. O. ait été versé aux A. S.

M. Raynaldy ne peut l'affirmer : ce serait à vérifier.

M. le président proteste contre la nouvelle rédaction des <sup>articles de la L. de F.</sup> chapitres relatifs aux



1  
débito de boisson : La commission des finances, considérant que les communes qui n'ont pas de débits de boisson sont désavantagées, a modifié la législation à cet égard. La commission appuiera les amendements.

En ce qui touche l'encouragement aux familles nombreuses, M. François-Saint-Maur expose l'état de la question des majorations aux retraites ayant élevé 3 enfants jusqu'à l'âge de 16 ans. Il a été entendu que les droits acquis seraient respectés. La commission des finances voulait un plafond. Elle a accepté que pour l'avenir, ce plafond serait fixé à la base d'une pension de 15.000 francs. Mais cela n'aurait donné que 2 millions. Alors on a maintenu le statu quo.

M. Martin trouve ces majorations choquantes. Ces retraités ont 70, 75 ans. Ils n'ont pas tant besoin maintenant d'augmentations. Il vaudrait mieux aider les veuves restant seules avec trois jeunes enfants. Elles ne touchent que de sombres infimes et se tiennent à nourrir leurs enfants.

M. François-Saint-Maur répond que cette majoration était une compensation accordée aux fonctionnaires pères de famille contre la retraite égale



Faite au célibataire.

M. Bachelet défend les fonctionnaires, dont certains voient leurs pensions de retraite diminuées de 25%.

M. Mounié prétend que la Caisse des dépôts et consignations aurait placé assez mal les fonds des assurances sociales. Il est assez inquiet de ce fait: des immeubles achetés par elle auraient beaucoup perdu de valeur.

M. François-Saint-Maur ne nie pas qu'il y ait eu quelques erreurs, mais la Caisse de garantie qui doit avaler les achats est excessivement sévère.

En tout cas, c'est au rapport, depuis l'application de la loi, on a versé 9 milliards, prélevés sur l'économie française.

561/1932

M. Pflieger donne lecture de son rapport, qui est adopté (Assurance des employés; Alsace et Lorraine.)

RH



MERCREDI 24 MAI 1933  
à 16 HEURES 30  
EXCEPTIONNELLEMENT LOCAL DU 3ème BUREAU

Ordre du Jour :

- I - Proposition de résolution de M.M. CASSEZ, Georges ULMO et Raymond MARTIN, invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui règlent l'application de la loi des Assurances sociales. - (251-1933). - Désignation d'un Rapporteur.
- II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension - (291-1933). - Désignation d'un Rapporteur.
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins) n°831-1932) - M. GADAUD, Rapporteur. - Communication d'une lettre de M. Jean LEPINE, doyen de la Faculté de Médecine de Lyon.
- IV - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898, concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (15-1928) - M. LANCIEN, Rapporteur.

*Présidence de M. Fernand Merlin.*

*Présents : M.M. Gadaud, Le Gorgeu, Lavergne, Paul Strauss, Gadand, Bounié, Dherbecourt, Bachelet,*

*Excusés : M.M. Theriet, Chauréau.*

I  
251-1933 *M. Le Gorgeu est nommé rapporteur.*

II  
291-1933 *Nomination ajournée.*

III  
831-1932 *Lecture est donnée de la lettre de M. le doyen Jean Lépine. Ce document est remis à M. Gadaud, rapporteur. (v.p. bin.)*



IV.  
15-1928.

M. le président signale que le projet soumis par le gouvernement n'est toujours pas déposé. Il paraît que c'est en raison de l'opposition des deux Commissions des finances. Il semble qu'il n'y ait qu'à passer condamnation.

III  
831-1932

M. Gadaud considère que les auditions sont terminées.

Il faut en finir. On peut soit voter le texte de la Chambre, soit le modifier. C'est à la commission, dit M. Gadaud, à en décider. M. le rapporteur croit plus opportun de voter le texte tel qu'il a été voté par la Chambre. M. Duprey trouve le texte de la Chambre trop imprécis : la compétence de l'ordre des médecins semble se reporter à celle des tribunaux ; il faudrait dissocier les faits déontologiques des faits délictueux et criminels qui relèvent des tribunaux ordinaires. Ceux-ci ont déjà le pouvoir de prononcer l'interdiction.

M. Lavergne expose que, à l'Association des médecins de France, on fait des réserves. Il y aurait lieu de l'examiner la valeur de ces réserves.

M. Moulié est d'avis d'ajourner, en raison du petit nombre de membres présents.

M. P. Strauss demande au rapporteur de distribuer en éprouves ses propositions de modifications.

L'ajournement est décidé.



Le projet de rapport sera revêtu et distribué.

Prochaine réunion le 14 juin pour cette discussion.  
M. Duprey signale que le fonctionnement de l'ordre, jusqu'à présent, paraît devoir être gratuit. Qui paiera les frais? Proposera-t-on une taxe aux médecins. Il ne faut pas les surimposer encore et encourager l'ordre des médecins à la dépense.

RAB



113

MERCREDI 14 JUIN 1933  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1-Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension (N° 291-1933). - Désignation d'un Rapporteur.
- 2- Projet de loi portant modification de la loi du 14 janvier 1933 sur la surveillance des établissements de bienfaisance privés. (N° 300-1933). - Désignation d'un Rapporteur.
- 3- Projet de loi adopté par la Chambre des Députés portant approbation de la Convention d'assistance aux indigents signée à Paris le 9 septembre 1931 entre la France et la Suisse (N° 323-1933). - Désignation d'un Rapporteur *pour avis.*
- 4- Projet de loi adopté par la Chambre des Députés ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 sur les accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail. (N° 15-1928). - M. LANCIEN, Rapporteur.  
Communication d'une lettre du Ministre des Travaux Publics.
- 5- Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins) (N° 831-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.  
(Le texte nouveau proposé par M. GADAUD vous est envoyé par le même courrier que la présente convocation).
- 6- Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste. (N° 558-1932) - M. DAUTHY, Rapporteur.

*Présidence de M. Fernand Merlin*

*Présents: MM. Neyret, Coubat, Dherbécourt, Mounie, Bachelot, Le Gorgeu, Rolland, Dauthy, Duprey, Chauveau, Leredu, Martin, P. Hauss, Gadaud, Chassagnas, Choumzyre, Ghérot, Lancel.*

I.  
291. 1933. *M. Choumzyre est désigné comme rapporteur.*

II  
300. 1933. *M. Fernand Merlin est nommé rapporteur*

III  
323-1933 *M. Neyret est désigné.*



IV.  
15-1928.

M. le président donne lecture d'une lettre de M. le Ministre des Travaux publics relative aux cheminots des grands réseaux.  
Cette lettre sera transmise au rapporteur, M. Lancien.

V.

Ordre des médecins. M. Fervaud Merlin, président, communique à M. Gadaud, rapporteur, des amendements de M. Jean Durand. Il a également reçu une lettre du procureur général, exposant le point de vue du magistrat. Cette lettre sera remise à M. Gadaud.

M. Gadaud donne lecture du texte nouveau qu'il a préparé;

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 sont sans changement.

Art. 2. M. Dauthy signale que l'article 2 est contradictoire avec l'article 1<sup>er</sup>.

#### Article Premier

L'article premier de la loi du 30 novembre 1892 est complété par les dispositions suivantes qui prendront place entre le premier et le second alinéa dudit article.

"Le docteur en médecine doit, en outre, être inscrit à l'un des ordres des médecins institués par l'article 37 ci-après, ou avoir fait sa demande d'inscription.

"Toutefois, aucune modification n'est apportée sous ce rapport à la situation des docteurs en médecine appartenant au cadre actif du service de santé des armées de terre, de mer ou de l'air."

#### Article 2

Il est ajouté à l'article 16 de la loi du 30 novembre 1892 un alinéa 4<sup>o</sup> ainsi conçu :

"4<sup>o</sup> Tout docteur en médecine qui exerce la médecine sans être inscrit au tableau d'un ordre des médecins, ou pendant la durée de la peine de l'interdiction temporaire."



M. Leredu propose de supprimer, à l'article 1<sup>er</sup>,  
"on avoir fait sa demande d'inscription."

M. Danthy pense que, dans ce cas, il faudrait  
que la demande d'inscription soit examinée dans un  
délai déterminé.

M. Duprey propose d'autoriser le docteur à exercer,  
sauf avis contraire de l'ordre.

M. Leredu compare l'avocat et le médecin.

M. Rolland s'oppose à cette comparaison. Il expose  
que le candidat prépare souvent son installation  
avant même de passer sa thèse. Il faut donc statuer vite.

M. Gadaud dit que l'article 39 prévoit un délai de  
deux mois pour l'examen de la demande.

M. Thérêt voudrait que l'on put exercer dès cette demande.

M. Danthy autoriserait la demande avant même  
la thèse.

M. Chassaing dit que, dans la pratique, le médecin  
n'exerce jamais aussitôt après la soutenance.

M. Neyret propose de prévoir le délai de deux mois  
entre inscription et autorisation dans l'article 2.

M. Gadaud accepte cette manière de voir.

Les art. 1<sup>er</sup> et 2 sont adoptés.

### Article 3

Il est ajouté à la loi du 30 novembre 1892 un titre VII intitulé :  
"Ordre des médecins" et comprenant les  
articles suivants :

"Art. 37.- Les docteurs en médecine  
qui exercent dans un département for-  
ment un ordre des médecins ayant son  
siège au chef-lieu du département;

"Ils sont inscrits dans les formes  
indiquées ci-après sur un tableau éta-  
bli et tenu à jour au sein de l'ordre  
et qui est déposé à la préfecture ain-  
si qu'au parquet du procureur général.  
Ce tableau sera tenu à jour au commen-  
cement de chaque année pour être déposé  
aux archives de la préfecture et publié  
conformément à l'article 10 ci-dessus.



1 "Nul ne peut être inscrit sur ce tableau s'il n'est muni du diplôme prescrit par l'article premier et s'il n'a pas prêté lors de sa soutenance de thèse le serment de respecter les règles du code des devoirs professionnels. Il devra exercer la profession médicale principalement dans le ressort de l'ordre. Un médecin ne peut faire partie que d'un seul ordre."

M. Leredu demande l'explication du mot "principalement".

M. Chassaing répond que cela vise les médecins installés aux confins d'un département.

M. Leredu veut que les médecins sachent qu'ils auront le droit de rayonner dans toute la France.

M. Dauthy ne veut pas qu'on lie le médecin à une circonscription.

M. Lancien propose de faire disparaître la phrase entière. Il faut laisser le médecin libre de choisir l'ordre qu'il voudra, car il peut exercer dans une ville d'eaux l'été et à Paris l'hiver.

M. Leredu propose : "Un médecin ne peut faire partie que d'un seul ordre, celui où il a sa principale résidence."

M. Chassaing fait des objections : la résidence n'est pas toujours le lieu du travail le plus intense.

M. Lancien dit : "le principal établissement professionnel."

M. Neyret et M. Leredu sont inquiets des sort des médecins qui opèrent sur plusieurs départements.

M. Leredu répond que les ordres voisins auront soin de signaler mutuellement les abus commis par les médecins inscrits à l'ordre voisin.

M. Gadaut propose "celui dans lequel se trouve



117  
son principal établissement professionnel. » (ad.)

M. Dauthy demande devant qui sera prêté le serment.

M. Gadand propose soit le jury de Thèse, soit la juridiction du second degré, d'appel. Il préfère le jury de Thèse. Le règlement d'adm<sup>n</sup> publi- que précisera ce point.

M. Duprey remarque que c'est le texte lui-même qui l'indique.

L'art. 37 est adopté, ainsi modifié.

"Art. 38.- Pour la première formation du tableau, y seront portés de droit tous les médecins inscrits à la liste départementale actuellement dressée conformément à l'article 10 ci-dessus. Ce tableau sera établi en suivant l'ordre d'ancienneté d'inscription sur les dites listes dans les deux mois de la promulgation de la loi instituant les ordres de médecins par les soins du préfet.

"Tout médecin qui n'aurait pas été inscrit d'office aura le droit d'adresser une demande au préfet qui sera tenu de réparer l'omission.

M. Buquin demande de dire : "adressera une demande au préfet."

M. Gadand accepte.

M. Duprey demande ce que fera le médecin qui ne voudra plus exercer pour ne plus faire partie de l'ordre et ne plus payer la patente.

M. Leredu dit qu'un médecin, comme un avocat, pourra peut-être garder le droit de voter pour le Conseil de l'ordre, tout en n'exerçant plus.

M. Chassaing ne veut pas payer une patente s'il



n'exerce plus. On lui répond que s'il signe, même par complaisance, ce sera de l'exercice illégal.

M. Lancier voudrait que les médecins qui n'exercent plus puissent faire partie des Ordres. Il continue d'ailleurs à délivrer, par exemple, des certificats, et il ne paie pas la patente.

M. Le président déclare qu'il faudra s'entendre avec le ministère des finances.

M. Cadaut trouve dangereux d'introduire la notion de patente dans la loi.

M. P. Strauss suggère de faire une déclaration à cet effet dans le rapport.

M. Le Gorgeu voudrait savoir ce que signifient les mots "exerce la médecine".

M. Neyret est d'avis que tout acte médical, verbal ou écrit, gratuit ou payé, constitue l'exercice de la médecine.

M. le rapporteur déclare que le droit d'exercer et la patente sont choses tout à fait différentes.

L'article 38 est réservé.

"Art. 39.- Chaque ordre des médecins est administré par un président, assisté d'un conseil qui est composé de :

- 5 membres jusqu'au nombre de 30 médecins inscrits;
- 9 membres si le nombre des inscrits est de 31 à 100;
- 15 s'il est supérieur à 100;
- 25 pour l'ordre ayant son siège à Paris.



"Les membres du conseil et le président de l'ordre, en premier lieu et par scrutin séparé, seront élus à la majorité par l'assemblée générale des médecins inscrits au tableau depuis trois ans au moins. Cette assemblée se réunira chaque fois qu'il y aura lieu de procéder à une élection à l'époque et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'ordre.

"L'élection est faite à la majorité absolue des membres présents ou ayant voté par correspondance.

"Sont seuls éligibles: à la présidence de l'ordre, un médecin ayant précédemment fait partie d'un conseil pendant trois ans; comme membres du conseil, les membres inscrits au ta-

bleau depuis trois ans et âgés de 35 ans révolus.

" La première assemblée générale sera réunie par les soins du préfet dans le mois qui suivra l'établissement du tableau.

" Le préfet convoquera au siège de l'ordre tous les médecins inscrits et comptant au moins trois ans d'exercice de la profession à l'effet d'élire le président et les membres du conseil. Pour cette élection, les membres du conseil devront compter au moins trois ans d'exercice de la médecine et 35 ans d'âge, le président six ans d'exercice médical et 40 ans d'âge.

" Le président et les membres du conseil sont élus pour trois ans, le conseil se renouvelant par tiers chaque année. Pour les deux premières années de l'institution de l'ordre, les séries des membres sortants seront désignées par le sort.



En même temps que les membres titulaires, seront élus des membres suppléants. Le nombre des membres suppléants sera de :

2 membres jusqu'au nombre de 30 médecins inscrits ;

3 membres si le nombre des inscrits est de 31 à 100 ;

5 membres s'il est supérieur à 100 ;

6 pour l'ordre ayant son siège à Paris.

" Le président de l'ordre et les membres du conseil sont rééligibles. Les élections peuvent être déferées à la juridiction supérieure instituée par l'art. 46 ci-après, par les médecins ayant droit de vote et par le procureur général, dans le délai de quinze jours. Ce délai court du jour de l'élection pour les médecins et, pour le procureur général, de la date à laquelle le procès verbal de l'élection lui a été notifié par le président de l'ordre.

*Plusieurs observations ont été faites sur la composition proposée.*

*M. Dupuy demande s'il faudra un quorum pour délibérer*

*M. Cadoux renvoie au règlement d'administration. Il propose de légères modifications de chiffres. (ad.)*

*M. Leredu demande pourquoi nommer des suppléants ? Il suffirait de prévoir des élections partielles. Il demande qu'on ait au moins cinq ans de profession pour faire partie du conseil de l'ordre. Il faut que les hommes chargés de juger*



(21)

leurs collègues soient expérimentés. Il propose cinq ans et 35 ans d'âge.

M. Cadaud propose six ans pour tout le monde.

M. Le Gorgeu propose cinq ans de profession même pour les électeurs.

M. Cadaud maintient trois ans : c'est la même durée que le stage des avocats.

Les membres suppléants sont supprimés

L'article 39, avec ces modifications, est adopté.

" Art. 40. - Le conseil de l'ordre statue sur les demandes d'inscription au tableau dans les deux mois à compter de la réception de la demande accompagnée du diplôme de docteur en médecine et de l'extrait du casier judiciaire du requérant. Si celui-ci a précédemment appartenu à un autre ordre, le président de cet ordre sera tenu de fournir les renseignements sur les conditions dans lesquelles le candidat aura exercé sa profession. Le délai de deux mois pourra être prolongé quand il y aura lieu de demander des renseignements hors de la France continentale. L'intéressé en sera, en ce cas, avisé.

" Dans la semaine qui suivra le délai imparti ci-dessus, la décision du conseil sera notifiée par lettre recommandée à l'intéressé lequel pourra, en cas de refus d'inscription, interjeter appel devant la juridiction de droit commun, dans le délai de deux mois à dater de la notification. +

M. Leredu demande qu'en cas de refus d'inscription, l'appel soit interjeté "devant la Cour d'appel du ressort. (adopté.)

M. Neyret (à la tribune) demande si le requérant devra attendre pour exercer, en cas de changement d'ordre.



M. Leredu répond "non", puisqu'il peut exercer dans toute la France.

M. Danthy demande si les médecins étrangers peuvent faire partie du conseil de l'ordre.

M. Cadand : Oui, s'il a le diplôme français.

M. Danthy : mais ils feraient partie d'une juridiction qui prendra des sanctions.

M. Le Gorgeu voudrait les autoriser à faire partie de l'ordre, mais ne pas les autoriser à faire partie du conseil.

On ajoute, pour les membres du conseil, l'obligation d'être français.

L'art. 40 est adopté.

" Art. 41. - Le conseil de l'ordre veille au maintien chez tous les membres de l'ordre des principes de probité et de dévouement ainsi qu'à l'observation des devoirs professionnels.

" Il s'occupe des questions intéressant l'exercice de la profession de médecin, notamment en ce qui concerne la défense de l'honneur, de l'indépendance et des prérogatives de l'ordre.

" Il gère les biens de l'ordre et peut créer ou subventionner les œuvres intéressant la profession médicale, ainsi que des caisses de secours pour ses membres.

" Il autorise le président de l'ordre à ester en justice, à accepter tous dons et legs faits à l'ordre, à transiger ou compromettre, à consentir toutes aliénations ou hypothèques et à contracter tous emprunts.

" Aucune personne en dehors de ses membres n'assiste aux délibérations du conseil. Ils pourront, toutefois, se faire assister d'un conseil juridique.



M. Gadaud demande s'il faut donner au Conseil de l'ordre le droit de posséder, ou lui donner seulement le droit disciplinaire de juges. Il a bien réfléchi à la question et il accepte le texte de la Chambre.

M. Leredu dit que le Conseil de l'ordre des avocats a sa fortune à gérer : il s'occupe des veuves, des enfants, des avocats morts dans la misère ; ~~lui~~ accorder le moyen de le faire, au Conseil de l'ordre des médecins, c'est le grandir.

M. Le Berger répond qu'il existe pour les médecins des syndicats qui ont ce rôle.

M. Leredu répond qu'il y a d'autres associations au Palais. Elles présentent même leurs candidats au Conseil de l'ordre.

M. Gadaud répond qu'il ne faut pas craindre une main morte nouvelle ; car il y aura un ordre par département.

Quant au 3<sup>e</sup> paragraphe de l'article, l'Association des médecins voudrait le voir disparaître. La commission semble être de cet avis.

M. Duprey veut ajouter au 1<sup>er</sup> alinéa "à l'exclusion toutefois des faits relevant de la juridiction de droit commun. (ad.)."

M. Leredu dit qu'il faut laisser la jurisprudence s'établir.

M. Duprey ne voudrait pas que des faits relatifs à la collectivité sociale puissent rester impunis.

M. Leredu dit que pour les avocats, le Conseil de l'ordre laisse les devants à la justice.

M. Duprey ne voudrait pas un plus que les médecins



sont plus royalistes que le Parquet.

M. Bounié dit que le Conseil d'ordre  
peut être, devant le Parquet, un témoin  
de moralité à décharge.

L'art. 47 est adopté, sauf le 2<sup>e</sup> alinéa.

La séance est levée à 18<sup>h</sup> 45.

---



125

MERCREDI 21 JUIN 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour:

I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 18 de la loi du 17 mars 1905 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés d'assurances sur la vie et de la loi du 19 décembre 1907 relative à la surveillance et au contrôle des sociétés de capitalisation (n°347-1933).- Désignation d'un rapporteur.

II.- Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés (n°352-1933).- Désignation d'un rapporteur.

III.- Proposition de loi de M.M. DARAIGNEZ, VICTOR LOURTIES et Eugène MILLIES-LACROIX tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 août 1930 et du 28 juillet 1931.- (n°375-1933) Désignation d'un rapporteur.-

IV.- Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins) N°831-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

V.- Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste (n°558-1932) - M. DAUTHY, Rapporteur.

VI.- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension (N°291-1933) M. THOUMYRE, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents: MM. Gadaud, Daraignez, Lancien, Even, Even, François-Saint-Maur, A. Bachelet, Loubat, Rolland, Buquin, Reboul, Chéret, Manger, Boumié, Paul Strauss, Dauthy, Thourmyre, Reyret, Duprey, Martin Laverrière.  
Excusés: M. Leredu, M. Raynaldy.

I  
M. M. Lancien et Raynaldy sont candidats au rapport. M. Lancien est désigné.

II  
M. Thourmyre a posé sa candidature.  
M. Bachelet expose que ces emplois sont donnés à des mutilés trop souvent inaptes, et il trouve que le projet n'est pas désirable.



M. Lancia est chargé du rapport, à titre provisoire.  
~~Le texte n'étant pas encore distribué,~~  
~~la nomination du rapporteur est ajournée.~~

III

M. Le Gorgeu est désigné. -

IV

Ordre des médecins. -

Article 42. - M. Thérét propose la suppression des mots : "ou plusieurs"

Texte de la Chambre

" Art. 42. - Le président représente l'ordre dans tous les actes de la vie civile. Il peut déléguer tout ou partie de ses attributions à un ou plusieurs membres du conseil.

Texte du rapporteur

" Art. 42. -

(sans changement)

M. François-Saint-Maur comprend que, dans l'esprit de la Chambre, le président peut donner des délégations concomitantes pour des objets différents.  
Le texte est adopté sans changement

" Art. 43. - Le conseil de l'ordre, siégeant comme conseil de discipline, applique, s'il y a lieu, les peines disciplinaires qui sont :  
"(L'avertissement ; la réprimande ; l'interdiction temporaire

" Art. 43. -

1° l'avertissement,  
2° la réprimande,

laquelle ne peut excéder une année ; la radiation du tableau de l'ordre. L'avertissement, la réprimande et l'interdiction temporaire peuvent) comporter, en outre, la privation, ordonnée par la même décision, du droit de faire partie du conseil pendant une durée n'excédant pas dix ans.

" le médecin radié ne peut se faire inscrire au tableau d'un autre ordre. La décision qui l'a frappé est portée à la connaissance des conseils des autres ordres.

3° l'interdiction temporaire ou permanente d'exercer toutes missions judiciaires, toutes fonctions médicales conférées par l'Etat, les départements, les communes, les établissements publics ou d'utilité publique, les sociétés de bienfaisance ou de secours mutuels, d'assurances, etc... Cette interdiction sera limitée à la région.

4° La suspension temporaire du droit d'exercer la médecine. Cette suspension ne peut excéder une année.

5° La radiation du tableau de l'ordre.

Les cinq premières de ces peines peuvent



122  
M. Danthy demande la suppression de l'expression "etc."

M. le président demande l'inscription des "caisses d'assurances sociales" et la mention des "accidents du travail."

M. Thourmyre ajoute "les bénéficiaires de l'art. 64 du 31 mars 1919."

M. Lancier ajoute "les assistés médicaux." ; en outre, il dirait "conférés ou rétribués"

M. Evén demande que le mot temporaire soit limité par un maximum.

M. Neyret estime que la limitation à un maximum de la peine temporaire peut obliger le Conseil de l'ordre à appliquer une peine permanente.

M. Monnié demande si l'interdiction s'applique à toutes les fonctions désignées.

M. Gadoury répond négativement.

Le président s'oppose à cette manière de voir. La commission demande que ces diverses interdictions fassent un bloc.

M. Cheret veut à son tour limiter l'interdiction temporaire dans le temps.

M. Gadoury s'y oppose pour les raisons dites par M. Neyret.

M. Evén insiste. M. F. L. Maier lui répond que l'ordre des avocats est libre de fixer le temps de l'interdiction temporaire.

M. Lancier propose au 4<sup>e</sup> "la suspension temporaire de tout acte médical."

M. Rolland trouve que le texte est suffisant.

M. Danthy proteste contre l'interdiction permanente du 3<sup>e</sup>. Il demande un maximum.



On adopte au 4<sup>e</sup> le mot "suspension".

M. Duprey ne voudrait pas que l'interdiction <sup>définitive</sup> soit prononcée par d'autres que par les tribunaux.

M. Lancier observe que la condamnation à la prison pour crime n'empêche pas celui-ci d'exercer la médecine, une fois sa prison terminée.

M. Rolland pense que la menace de la suspension définitive sera le commencement de la sagesse pour certains.

M. Mourin ne veut pas que le Conseil puisse choisir entre les fonctions interdites. Il lui enlèverait aussi le droit de suppression permanente.

M. Gadaud défend la <sup>interdiction</sup> suppression partielle du 3<sup>e</sup>.

M. Even demande la suppression de la dernière phrase du 3<sup>e</sup>.

M. Duprey demande l'extension à tout le territoire.

On supprime la dernière phrase du 3<sup>e</sup>.

On vote sur l'ensemble du 3<sup>e</sup>. La commission se divise 6 contre 6.

M. Gadaud propose alors de limiter à cinq ans l'interdiction temporaire.

M. Thieret veut l'exclusion globale de toute fonction. M. Mourin l'appuie.

M. Gadaud est partisan des interdictions partielles.

M. Thieret présentera un texte.

Au 4<sup>e</sup>, M. Gadaud propose dix ans maximum. Le 5<sup>e</sup> serait supprimé.



" Art. 44. - Aucune peine disciplinaire ne peut être prononcée sans que le médecin inculpé ait été entendu ou appelé, avec un délai de quinzaine pour comparaître.

" Si le médecin est domicilié en dehors de la circonscription de l'ordre où il exerce principalement sa profession, les délais de comparution et de notification prévus par le présent article et les articles suivants seront fixés conformément aux art. 73 et 1033 du Code de procédure civile modifié par la loi du 13 mars 1822.

" Le médecin inculpé peut se faire assister d'un défenseur choisi parmi les médecins et parmi les avocats inscrits au barreau. Il peut exercer devant le conseil de discipline de même que devant la juridiction d'appel, le droit de récusation dans les conditions de l'art. 578 du Code de procédure civile.

" Les décisions des conseils de discipline doivent être motivées. Elles sont notifiées par le président de l'ordre au médecin qui en a été l'objet dans les dix jours. Elles sont communiquées dans le même délai au procureur général, lorsque le conseil de discipline a été saisi par le Parquet. Dans les autres cas, sont seules transmises au Procureur général, après qu'elles sont devenues définitives, les décisions prononçant la peine de l'interdiction ou de la radiation. Le parquet en informe le préfet qui en fait la mention sur la liste déposée dans ses bureaux.

" Art. 44. -

" Art. 45. - Si la décision a été rendue sans que le médecin inculpé ait comparu ou se soit fait représenter, l'intéressé peut former opposition dans le délai de cinq jours à compter de la notification faite à sa personne, par lettre recommandée, ou si la notification n'a pas été faite à personne dans les trente jours à partir de la notification à domicile et par ministère d'huissier. L'opposition est reçue par simple déclaration au secrétariat du conseil qui en donne récépissé.

Art. 45. -

(sans changement)



M. François Saint Maur signale la contradiction entre "à sa personne" et "par lettre recommandée". M. Gadant mettra au point.  
Art 45. adopté.

" Art. 46. - Le médecin a toujours le droit de former un appel dont l'effet est suspensif. Le même droit appartient au doyen de la Faculté de médecine du ressort de la Cour d'Appel.

" Cet appel est porté devant un conseil régional composé de :

" 1° Deux conseillers à la Cour d'appel ayant voix délibérative désignés par le premier président, l'un d'eux faisant fonction de président ;

(2°) Cinq membres médecins élus pour six ans au scrutin majoritaire pour tous les médecins électeurs du ressort de la Cour. Sont éligibles les médecins ayant fait partie d'un conseil départemental de l'ordre pendant trois ans au moins.

" Les trois fonctions de conseiller régional sont incompatibles avec celles de conseiller départemental.

" L'appel est introduit par une déclaration au greffe de la Cour d'appel. Cette déclaration doit être faite par le (procureur général) dans les trente jours de la décision et par le médecin ou l'intéressé dans les dix jours de la notification qui lui a été donnée ou, en cas de décision par défaut, dans les dix jours qui suivent l'expiration du délai d'opposition.

" Les décisions rendues par la Cour d'appel ne sont susceptibles de recours que devant la Cour de cassation dans les conditions de droit commun.

Art. 46. -

2° Un membre professeur à la Faculté de médecine du ressort élu pour six ans au scrutin majoritaire par ses collègues de la Faculté.

3°

Durant les trois premières années de l'application de la loi, seront éligibles les médecins ayant 5 années d'exercice et 40 ans d'âge.

(doyen de la Faculté de médecine du ressort)

M. François Saint Maur, au nouveau 2°, signale que tous les ressorts de Cour d'appel n'ont pas de facultés de médecine. M. Gadant modifiera son texte.



Art. 3<sup>e</sup>. M. Gadant propose six ans et non 5.

M. Dauthy demande que ce fût renvoyé aux dispositions transitoires.  
art 46 adopté.

" Art. 47. - L'exercice de l'action disciplinaire susindiquée ne met pas obstacle aux poursuites que le ministère public ou les particuliers se croient fondés à intenter devant les tribunaux de répression dans les termes du droit commun, ni aux actions civiles en réparation d'un délit ou quasi-délit.

Art. 47.

(sans changement)

" Art. 48. - Après qu'un intervalle de cinq ans au moins se sera écoulé depuis une condamnation définitive à la radiation du tableau, le médecin frappé de cette peine pourra être relevé de l'incapacité en résultant par une décision du conseil de discipline qui a prononcé la condamnation. La demande sera formée par une requête adressée au président de l'ordre.

Art. 48.

" Lorsque la demande aura été rejetée après examen au fond, elle ne pourra être représentée qu'après un nouveau délai de cinq années.

(sans changement)

" Dans le cas où la radiation du tableau serait la conséquence d'une condamnation prononcée par une juridiction répressive en exécution de l'art. 25 de la présente loi, la demande en relèvement ne sera recevable qu'autant que la condamnation pénale aura été effacée par une loi d'amnistie, un arrêt de révision, ou en vertu de la loi du 28 mars 1891, aucune condition de délai ne sera, en ce cas, exigée pour l'introduction de la première demande en relèvement. Mais, si cette demande est rejetée au fond, les recours subséquents seront subordonnés au délai de cinq ans ".



" Art. 49. - Un règlement d'administration publique déterminera les conditions d'application du présent titre, notamment en ce qui concerne l'établissement du règlement intérieur qui devra être arrêté pour chaque ordre, la composition du bureau électoral, les modalités du vote par correspondance, le nombre de membres que devra réunir le conseil pour prendre les décisions ou statuer disciplinairement, le remplacement du président et des membres en cas de décès ou de démission, ainsi que la création ou l'emploi des ressources des ordres des médecins ".

Art. 49.

(sans changement)

" Art. 50. - La présente loi est applicable à l'Algérie. Elle pourra être étendue par voie de règlement d'administration publique, et sous réserve des modifications nécessaires, aux différentes colonies ".

Art. 50.

(sans changement)

M. Duprey ne voudrait pas que les ressources du Conseil de l'Ordre viennent de centimes sur la patente. Il préférerait des cotisations.  
M. Gadaud n'a rien trouvé dans la discussion précédente.

Salle des séances. - M. Moulié signale que M. Gallot, le nouveau questeur, réclame de nouveau la salle de la commission. M. Moulié a protesté. Il demande à la commission d'affirmer à nouveau sa volonté de rester en possession.

Lean levée à 19 H.

RH



133

MERCREDI 28 JUIN 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 Janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés (n°352-1933). - Désignation d'un rapporteur.

II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins) (n°831-1932) - M. GADAUD, Rapporteur.

III - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension (n°291-1933) M. THOUMYRE, Rapporteur.

IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste (n°558-1932) - M. DAUTHY, Rapporteur.

V - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933). - M. THERET, Rapporteur.

*Cette séance a été ajournée, en raison du fait que le Sénat tenait une séance publique importante en même temps.*

---



MARDI 4 JUILLET 1933

à ONZE HEURES DU MATIN

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, tendant à proroger le délai de mise en instance de pension (n°291-1933) - M. THOUMYRE, Rapporteur.

Présidence de M. Ed Merlin.

Présents : M. Lancien, Rd Martin.

29/1/1933

M. Thoumyre expose l'économie générale de son rapport.

Le texte actuel est de nature à éliminer les causes d'abus.

20 000 demandes de pension sont en instance.

En 1932, il y a eu 77 000 demandes :  $\frac{1}{3}$  seulement ont été admises par les commissions de réforme.

M. le président rappelle que le ministre des pensions réclame le vote de la loi.

M. Thoumyre observe que la commission des finances ne se montrera pas hostile.

La commission adopte le rapport.

RH



JEUDI 6 JUILLET 1933

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Projet de loi, ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N°390-1933)..- Désignation d'un rapporteur.
- II- Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés (n°352-1933)..- Désignation d'un rapporteur.
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins).(N°831-1932).- M. GADAUD, Rapporteur.
- IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste.(n°558-1932).- M. DAUTHY, Rapporteur.
- V - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933)  
M. THERET, Rapporteur.-

fait

II- ~~Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 Janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés (n°352-1933).~~ - Désignation d'un rapporteur.

III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des médecins). (N°831-1932). - M. GADAUD, Rapporteur.

IV - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste. (n°558-1932). - M. DAUTHY, Rapporteur.

V - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933)  
M. THERET, Rapporteur.-

Mr. Fernand Merlin preside

Présents: M. M. Mauger, Bachelet,  
Daunth, Le Gorgeu, Rolland, Cadand,  
Mounié, Neiret, Martin,

Convention d'assistance  
avec la Suisse. n.

323-1933

33. D'assistance. M. le président fait connaître que l'avis de la commission d'hygiène est demandé. M. le président de la commission des affaires étrangères voudrait voir voter rapidement ce projet. La commission des finances est d'accord.

La Commission donne un avis favorable.



Peu de la  
fermeture du fonds  
de commerce.

Cette affaire revient de la  
Chambre. La commission de  
mande aujourd'hui même  
le renvoi pour avis.

M. le président appelle l'attention  
sur l'article 8.

M. Morin, entrant en séance, si-  
gnale que l'affaire vient d'être appelée  
en séance. Le président de la commission  
de législation a accepté le renvoi sous  
réserve que la commission de l'hygiène  
discuterait et rapporterait oralement au-  
jourd'hui ou demain.

M. Mauger déclare qu'on n'a qu'à  
invoker le règlement pour empêcher ce  
genre d'escamotage.

I.  
390-1933.

M. Lancien et M. Chaureau, candidats,  
étant absents, le rapporteur n'est pas  
désigné.

III  
831-1932.

Les quelques points restant à fixer  
sont examinés.

a) On décide que les cotisations des méde-  
cins seront fixées par le Conseil de  
l'ordre, et qu'elles ne seront pas recouvrées  
sous forme d'un centime proportionnel.

b) L'appel sera introduit par le doyen  
de la faculté de médecine du ressort  
académique auquel appartient la ville  
siège du conseil régional.



c/ enfin on admet l'interdiction  
temporaire ou permanente d'exercer  
des fonctions rétribuées par les collectivi-  
tés ; cette interdiction pourra être totale  
ou partielle.

M. Gadant est autorisé à faire  
imprimer son rapport.

IV et V

Apurement.

Séance levée à 17 heures 15. RM



Séance du 25 octobre 1933

Présidence de M. Laniel, vice-président.

Présents : M. M. Chaudeau, Le Gorgeu, Rolland, Raynaldy, Buquin, Pflieger, Even, Chassaign, François-Saint-Maur, Mauger, Viellard, Lavergne, Lombat, Gadaud, Niron, Choumpey,

Séance ouverte à seize heures.

ORDRE DU JOUR :

Désignation de Rapporteurs :

- 1°/ Projet de loi ayant pour objet de modifier la loi du 9 avril 1898 concernant les responsabilités des accidents dont les ouvriers sont victimes dans leur travail (N° 390 - 1933.)
- 2°/ Projet de loi tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail, adopté par la Conférence internationale du travail, dans sa 7<sup>e</sup> session, tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925 (N° 416 - 1933).
- 3°/ Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, modifiant la dénomination des commis d'inspection départementale de l'Assistance publique et classant cet emploi dans la 2<sup>e</sup> catégorie des emplois réservés (N° 503 - 1933).
- 4°/ Pour avis, proposition de loi adoptée par la Ch. des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Ch. des Députés, tendant à la suppression de la peine de la fermeture du fonds de commerce (N° 491 - 1933).
- 5°/ Projet de loi adopté par la Ch. des Députés, adopté avec modifications par le Sénat, modifié par la Ch. des Députés, prorogeant le délai d'application du droit de préférence accordé par la loi du 30 janvier 1923 aux victimes de la guerre pour l'obtention des emplois réservés, (N° 540 - 1933).



390-1933

I. On propose de nommer M. Lancier et M. Chauveau.

Accidents  
du  
travail

M. Lancier rappelle que M. Chauveau fut en 1927 le premier rapporteur. Mais celui-ci ayant été nommé ministre de l'Agriculture, a quitté la commission. C'est seulement alors que M. Lancier fut chargé du rapport. Mais M. Dalimier, alors ministre du travail, demanda à la commission de laisser le projet dormir dans ses cartons. Ensuite, M. Dalimier annonça le dépôt d'un projet restreint, qui est le projet présent. Celui-ci serait accepté par les représentants des mutilés du travail. Vint ensuite M. François-Albert, ministre du travail, qui acceptait le projet de M. Dalimier. Il demanda s'il devait le déposer. La commission, après en avoir délibéré, décida d'abandonner son projet primitif et de demander le dépôt du projet nouveau au ministre. Ce qui fut fait. Il n'y a donc, dit M. Lancier, aucun rapporteur désigné et la commission reste libre.

M. Mauger expose que le projet nouveau détache spécialement du projet ancien la disposition portant à 12000 fr. le salaire annuel de base versant au calcul des rentes. En réalité, il n'y a rien de bien nouveau dans le projet.

M. François-Saint-Maur demande aux deux rapporteurs anciens de s'entendre. Il demande si le petit texte peut s'encadrer dans le grand projet. Dans ce cas, on pourrait voter le petit texte, quitte à l'insérer plus tard dans le reste du projet.

M. Chauveau déclare, contrairement aux obs-



de M. Lancien, que ni les intéressés, ni le rapporteur de la Chambre, ne désirent le vote du projet restreint. Il faut donc reprendre le texte primitif. M. Chauveau ne pourrait donc défendre le texte restreint.

M. François-Saint-Maur propose de désigner un rapporteur provisoire. Un projet trop complet ne pourra pas être voté.

M. Lancien demande à M. Chauveau s'il accepterait le rapport au fond.

M. Chauveau maintient que les mutilés du travail ne veulent plus du texte réduit, depuis qu'ils l'ont lu.

M. Chauveau est désigné comme rapporteur.

416/1933

M. Godart est désigné. — 1° —

503/1933

M. Lancien est désigné. — 1° —

491/1933

M. Fernand Merlin est désigné. — 1° —

Fermeture du  
fonds de commerce

M. Rolland demande que la Commission d'hygiène change sa position dans cette affaire.

540/1933

M. Lancien expose qu'il avait demandé d'exclure les emplois départementaux et communaux. Le Sénat l'avait suivi, mais la Chambre a rétabli l'ancien texte.

Emplois  
réservés

M. Thourmyre pense que l'opposition de la Chambre venait des anciens combattants. Ceux-ci abandonnent toute revendication en ce qui concerne les emplois communaux.

M. Raynaldy, M. Buguin, M. Lancien sont partisans de maintien du point de vue de la commission.

M. Thourmyre déclare qu'il faut bien reclassez des hommes qui ne peuvent vivre de leur pension.



M. Lancien trouve que quatorze ans après la guerre, on peut enlever cette charge aux communes.  
M. Choumyre insiste, mais M. Le Gorgeu déclare qu'il a eu de grosses difficultés dans les citrons avec ces personnels.

M. Lancien fait adopter son point de vue par la commission.

RMB

Séance levée à 16 h 45.



MARDI 7 NOVEMBRE 1933

A QUATORZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

Obsèques de Monsieur le Docteur ROUX.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : M. Paul Strauss, Lancien,  
Mauger, Faugère, Lavergne, Loubat,  
Chéret, Monnié, Even, Chassaing, Armbruster,  
Reyret, Martin, Buquin, Rolland,

M. le président pense que la commission  
des finances renverra pour avis à la com-  
mission d'hygiène le projet relatif aux obsè-  
ques nationales de M. le Dr Roux.

M. Lancien est d'avis que, conformément  
à ce qui s'est passé à propos des obsèques de  
M. Paruleve, le président de la commission  
d'hygiène, - cette fois compétente - pourra  
demander la parole pendant la discussion  
du projet.

La commission se range à cet avis.

Séance levée à quatorze heures cinquante.

RAH



143

le MERCREDI 15 NOVEMBRE 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Communication de M. le Président.

II - Désignation de rapporteurs, en remplacement de M. LE GORGEU, nommé Sous-Secrétaire d'Etat :

a) Proposition de loi de M. PAUL STRAUSS, tendant à modifier l'art. 9 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930, sur les assurances sociales (n°7-1932);

b) Proposition de loi de M. Georges Faugère tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les Assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929 et du 30 avril 1930 (n°180-1932);

c) Proposition de résolution de M. ROGER GRAND, invitant le Gouvernement à déposer un projet de loi modifiant les lois du 5 avril 1928 et du 30 avril 1930 sur les assurances sociales et en suspendant provisoirement l'effet obligatoire pour les assurés de l'agriculture (n°689-1932);

d) Proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois du 5 août 1929, du 30 avril 1930 et du 28 juillet 1931 (présentée par M. Georges Faugère) (n°875-1932);

e) Proposition de loi tendant à modifier la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, présentée par M. Jean VALADIER. (n°72-1933);

f) Proposition de loi de M. Faugère tendant à compléter la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par les lois des 5 août 1929, 30 avril 1930 et 28 juillet 1931 (n°222-1933);

g) Proposition de résolution de M.M. CASSEZ, George ULMO et Raymond MARTIN, invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui règlent l'application de la loi sur les assurances sociales (n°251-1933).

III - Projet de loi adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933) - M. THERET, Rapporteur.

T. S. V. P.



Séance ouverte à 16 H 1/2  
Présidence de M. Fd Merlin.

Présents : M. M. Evén, Buguis, Lavergne, Ambuster,  
Cheriet, Néron, Bachelet, Neyret, Leredu,  
Dherbecourt, Paul Strauss, Daubhy, Loubat,  
Bouyer, Mounié, Gadand, Lancien, Roger Martin,  
Chommyre.

Excusé : M. Chaureau.

M. le président s'excuse de ses absences précédentes, qui étaient motivées par l'état de sa santé.

Il a fait l'interprète de la commission pour féliciter M. Le Gorgeu de sa nomination au poste de Secrétaire d'Etat.

I  
Correspondance

a) M. le président donne connaissance d'une lettre de M. le professeur Richard appelant l'attention de la commission sur l'Institut supérieur de vaccine, dont la subvention est menacée de suppression.

Cette question ne sera pas perdue de vue par la commission.

b). Le ministère de la santé publique demandant des modifications au projet de loi relatif à l'établissement de Bourbonl'Archambault.

c) M. Riémain, secrétaire de la Ligue anti-alcoolique, désirerait être entendu par la commission sur la question de la consommation du jus de raisin stabilisé par les mutualmans.  
Un congrès est prévu à Rabat.



On entendra M. Riémair à huitaine.

II.

Rapports sur les assurances sociales. -  
M. le président demande si l'on doit nommer un ou plusieurs rapporteurs. M. Oherbecourt est d'avis de n'en nommer qu'un seul. M. Ambroster veut réserver le droit de tel ou tel de ses collègues.

M. Chaureau est nommé rapporteur des six premières propositions.

M. Raymond Martin est nommé rapporteur de sa proposition de résolution.

III.

x M. Cheriet donne lecture de son rapport sur le changement de nom des bureaux de bienfaisance.

M. Leredu est membre du conseil supérieur de l'assistance publique et la commission permanente. Il signale que la majorité de cette commission est hostile au projet, qui pourrait amener des réclamations de la part des donataires. Il rappelle un précédent : un projet de loi supprimant l'Hospice de 15/20 fut repoussé pour des raisons de ce genre.

M. Mouric se montre également hostile au projet. L'addition des mots "et d'aide sociale" ne pourrait qu'encourager tous les quémandeurs sans droit.\*

M. L'ancien appuie les observations de ses collègues. Il signale que la ville d'Angoulême a reçu un legs de plus de 100 millions pour son bureau de bienfaisance. Si l'on change le titre de ce bureau, les héritiers ne manqueront pas d'attaquer la ville.



Il ne faudrait pas voir plus que certaines municipalités se servissent du titre proposé pour pousser au pillage des fonds du bureau de bienfaisance.

M. Lavergne demande quels sont les motifs du projet de loi.

La lecture de l'exposé des motifs soulève les protestations d'un grand nombre de membres. M. Boumè expose que dans la commune les cantines scolaires ou les consultations de nourrissons sont indépendantes des bureaux. M. Lancier ajoute que l'exposé des motifs est fantaisiste.

M. Lereau rappelle les conditions dans lesquelles le Conseil supérieur de l'A.P. a donné son consentement, uniquement pour ne pas peiner le ministre.

M. Gaudand signale que les villes peuvent choisir entre le fonctionnement du B. de B. et l'application de la loi sur l'assistance.

M. Cheret propose lui-même le renvoi.

M. P. Strauss appuie cette proposition : rien ne presse, les travaux préparatoires sont confus.

La commission décide l'ajournement. x

IV.

M. le président félicite M. M. Lancier et Boumè de leur élection à la commission des finances

VI.

540.1933



Emplois réservés. - M. Lancien demande la parole sur ce sujet. Il a reçu, comme rapporteur, la visite des mutilés et anciens combattants. Ceux-ci ont proposé une transaction consistant à exclure les emplois départementaux et communaux, sauf en ce qui touche la Seine.

M. Thourmyre trouve cette distinction difficile à admettre. Il demande que l'on réserve aux mutilés au moins les emplois départementaux, quitte à abandonner les emplois communaux.

M. Mounié accepte la proposition de M. Thourmyre, mais il se refuse à faire un sort spécial à la Seine. Toute discrimination viendrait ennuire les campagnes au profit de Paris.

M. Lancien veut qu'on élimine les mutilés des cadres des cantonniers des services vicinaux. Il est arrivé qu'un tuberculeux, qui s'était bien avant d'être soldat, ont demandé, dix mois après leur nomination, des congés de longue durée.

La commission est d'accord sur ce point.

M. Lancien déposera son rapport en ce sens.  
Séance levée à 17 heures 30.

RM



SÉNAT

—:—  
Bureau de bienfaisance  
Séance du ~~mardi~~ 16 novembre 1933.  
Séance du 13. 12. 33

Envoi à l'ordre du jour. Question  
Monsieur le Président préalable

du Sénat

mais en raison de l'absence de  
M. Thérêt, l'affaire a été  
renvoyée à 8<sup>h</sup>

à huit<sup>h</sup> la séance n'a pas eu lieu  
20/12.33 (c'était le budget.  
après, les vacances)



EXTRAIT DES PROCES-VERBAUX de la COMMISSION  
de l'HYGIENE  
-----

Séance du 15 Novembre 1933  
-----

M. THERET donne lecture de son rapport sur le changement de nom des bureaux de bienfaisance.

M. LEREDU, membre du conseil supérieur de l'assistance publique et de la commission permanente, Il signale que la majorité de cette commission est hostile au projet, qui pourrait amener des réclamations de la part des donataires. Il rappelle un précédent: un projet de loi supprimant l'Hospice des 15/20 fût repoussé pour des raisons de ce genre.

M. MOUNIÉ se montre également hostile au projet. L'addition des mots "et d'aide sociale" ne pourrait qu'encourager tous les quémandeurs sans droit.

M. LANCIEN appuie les observations de ses collègues. Il signale que la ville d'Angoulême a reçu un legs de plus de 100 millions pour son bureau de bienfaisance. Si l'on change le titre de ce bureau, les héritiers ne manqueront pas d'attaquer la ville.

Il ne faudrait pas non plus que certaines municipalités se servissent du titre proposé pour pousser au pillage des fonds du bureau de bienfaisance.

M. LAVERGNE demande quels sont les motifs du projet de loi.

La lecture de l'exposé des motifs soulève les protestations d'un grand nombre de membres. M. Mounié expose que dans sa commune les cantines scolaires ou les consultations de nourrissons sont indépendantes des bureaux. M. Lancien ajoute que l'exposé des motifs est fantaisiste.

M. Leredu rappelle les conditions dans lesquelles le Conseil supérieur de l'A.P. a donné son consentement, uniquement pour ne pas peiner le Ministre.

M. GADAUD signale que les villes peuvent choisir entre le fonctionnement du Bureau de Bienfaisance et l'application de la loi sur l'assistance.

M. THERET propose lui-même le renvoi.

M. P. STRAUSS appuie cette proposition : rien ne presse, les travaux préparatoires sont confus.

La Commission décide l'ajournement.



MERCREDI 22 NOVEMBRE 1933

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Audition de M. RIÉMAIN, secrétaire général de la Ligue anti-alcoolique, sur la question de la consommation du jus de raisin stabilisé, par les Musulmans.
- II - Proposition de loi adoptée, par la Chambre des Députés, tendant à déterminer les règles de l'exercice de la profession d'herboriste. (n°558-1932). - M. DAUTHY, Rapporteur.
- III - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 Novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (Ordre des Médecins). (N°831-1932). - M. GADAUD, Rapporteur.

Séance ouverte à 15 heures 1/2

Présidence de M. Ed Merlin

Présents : M. Lavergne, Gadaud, Neyret, Dauthy, Dudouyt, Leredu, Loubat, Mauger, Chauveau, Turbat, Martin, Even, Bugnion, Rolland, Aembruster, Mounié

I

M. Riémain, secrétaire général de la Ligue Anti-alcoolique, est présenté à la Commission par M. le Président.

(A ce moment, M. Turbat, entrant en séance, reçoit les félicitations du président pour sa nomination comme membre de la Commission.)

M. le président rappelle ses souvenirs de visites en Algérie, où il a constaté, à Annaba par exemple, des faits d'alcoolisme navrants. Il rappelle l'acuité du problème de la



vigne en Algérie et espère que M. Riémair pourra apporter une solution au problème.

M. Riémair remercie le président de lui avoir permis de s'exprimer devant la Commission. Il expose qu'il voudrait réunir l'année prochaine à Rabat un congrès international devant s'efforcer de remédier à la mévente des vins en Afrique du Nord.

Les lois actuelles s'efforcent d'augmenter la consommation et de réduire la production. Elles avaient prévu la création d'un fonds commun destiné à la propagande en faveur du vin. M. Tardieu, ministre de l'Agriculture, espérait trouver les 25 millions pour cette propagande. M. Riémair trouve que c'est un précédent dangereux. D'autre part, une propagande en faveur d'une boisson alcoolique peut dépasser les bornes. D'ailleurs, cette disposition a été inefficace. La consommation 1929-30 a été de 49,9 millions d'hectolitres en 30-31, 48,3 ; en 31-32, 49 ; en 32-33 47,8. Il semble donc que les campagnes de l'Office du vin n'ont pas eu l'effet cherché.

Reste la restriction de la production. Ici, on a obtenu des résultats, p.ex. par la limitation des plantations. La Commission d'Experts de la Chambre avait demandé le contingentement de l'Algérie. La Chambre s'y est refusée par une grande majorité. Cependant, tous les ans, 15 millions d'hectolitres pèsent sur le cours des vins français. Il faudrait donc obtenir que l'Algérie consomme son raisin.

Les 9/10 de la population de l'Algérie sont des



Musulmans qui ne boivent pas de vin pour des raisons religieuses, mais ils pourraient boire du jus pasteurisé. Comment changer les mœurs des Arabes. C'est là qu'intervient l'idée d'un congrès. Pourquoi au Maroc?

Parce que le Maroc est gouverné par un Résident général dont le pouvoir est très grand. D'autre part, le Sultan est le seul chef religieux de l'Islam. Si l'on obtient de lui de patronner le congrès, cela peut avoir une réelle influence.

L'idée de la consommation des jus pasteurisés pourrait, au Maroc, gagner de proche en proche vers l'Orient.

Cela pourrait sauver la vigne française.

La France est une grande puissance musulmane. Un tel projet présenterait pour elle un intérêt capital.

Le mouvement en faveur des jus de fruits est né, il est puissant. Un événement secondaire peut être la cause d'un mouvement, dans un milieu où l'idée est déjà vivante.

M. le président remercie M. Rémoin. Il signale que M. le ministre des affaires étrangères Paul-Boncour serait favorable au congrès.

M. Mauger rappelle que les représentants du Parlement sont allés en Algérie. La question du vin a été soulevée. Ils ont signalé aux planteurs l'intérêt de la consommation des jus pasteurisés. A Bordeaux, M. Mauger assiste à une



grande chasse. M. Bauger, après la barre, ne savait comment faire prendre le champagne aux indigènes: on le baptisa tesane, et il le burent sans difficulté.

M. Even fait allusion au "gazons" des Marocains.

M. Riémann prend congé.

III.

Ordre des  
Médecins

M. Gadand, d'accord avec M. Dauthy, accepte demande une interversion de l'ordre du jour. La commission et M. Dauthy étant d'accord, on prend la question des l'ordre des médecins.

M. Gadand expose que son rapport a été déposé en blanc, mais que pendant les vacances, il a reçu, de médecins qualifiés, des objections au texte proposé par la commission.

D'abord, en ce qui touche les pénalités, M. Gadand propose, entre la réprimande et l'interdiction temporaire, l'interdiction des actes de médecine publique. En outre, la radiation temporaire ne pourrait excéder une année. ~~Une radiation de cinq ans.~~ Le juge pourra de plus appliquer le sursis. Quant à la radiation définitive, la Chambre a décidé qu'elle pourrait être relevée au bout de cinq ans. Ce texte est maintenu.

M. Even ne comprend pas le sursis pour la radiation définitive.

M. Leredu est du même avis. La peine de sursis ne doit s'appliquer qu'aux courtes peines, aux délits, non aux crimes. Il retirerait le sursis aux peines d'interdiction temporaire ou définitive, et cela même



dans l'intérêt du juge, qui devra réfléchir avant de prononcer l'interdiction.

M. Gadand trouve qu'alors le sursis n'a plus d'intérêt pour la réprimande ni l'avertissement.

M. Lombat ajoute que la réprimande ou l'avertissement impliquent le sursis.

M. Neyret demande comment l'on saura, au bout de cinq ans, qu'un médecin radicalement mérité d'être racheté.

M. Leredu répond qu'il peut se distinguer comme infirmier au cours d'une épidémie.

M. Neyret demande pourquoi M. Lavergne est hostile à l'interdiction partielle.

M. Leredu estime que l'on doit tout interdire au médecin malhonnête. Ce n'est pas l'incapacité technique qu'il veut poursuivre, c'est l'incapacité morale.

Mis aux voix, le principe du sursis n'est pas adopté.

M. Gadand a beaucoup entendu critiquer le ressort départemental de compétence du Conseil de l'Ordre. Il propose de conserver le Conseil de l'Ordre départemental, mais de ~~lui~~ créer une sorte de C. d. l. O. interdépartemental dans le cas où il y a lieu de siéger comme conseil de discipline. La Confédération voudrait même réduire à trois le nombre des membres du conseil de l'ordre départemental.

M. Gadand communique plusieurs projets de texte à la commission. La Commission préfère le groupement par 2 ou 3 départ<sup>ts</sup>



au maximum. M. Leredu et M. Danthy demande qui constituera les groupements de départements. On propose le ministre, le règlement d'adm. publique, les conseils de l'ordre eux-mêmes. En tout cas, dit M. Gren, il faut que ce groupement soit permanent et fait avant toute affaire. La commission préfère le régl.<sup>t</sup> d'adm. publique.

On pourrait aussi, dit M. Gadaud, réduire chaque conseil de l'ordre à 3 membres.

M. Rolland préfère le nombre proportionnel au nombre des médecins inscrits. M. Leredu également.

On se rallie à des conseils de discipline de 7 et 9 membres pour 2 et 3 départements.

Un amendement de M. Jean Durand relatif à la demande d'inscription au tableau n'est pas adopté.

Un autre, du même, sur les pouvoirs du Conseil de discipline, n'est pas non plus adopté.

M. Gadaud est autorisé à faire imprimer son rapport en épreuve.

## II

M. Danthy, en raison de l'heure avancée, demande le renvoi de la P. de L. sur les herboristes.

Séance levée à dix-huit heures.

RAA



MERCREDI 29 NOVEMBRE 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Pétition n°79 de 1933, relative à la Société  
"l'Epargne du Foyer".- Désignation d'un rapporteur.
- 2 - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des  
Députés, tendant à déterminer les règles de l'exer-  
cice de la profession d'herboriste. (n°558-1932)-  
M. DAUTHY, Rapporteur.
- 3 - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés,  
adopté avec modifications par le Sénat, modifié par  
la Chambre des Députés, prorogeant le délai d'appli-  
cation du droit de préférence accordé par la loi du  
30 Janvier 1923 aux victimes de la guerre pour  
l'obtention des emplois réservés.- (n°540-1933)  
M. LANCIEN, rapporteur.

Séance ouverte à 16 H 1/2.  
Présidence de M. Fernand Merlin

Présents : MM. Lavergne, Aron, Leredu,  
Dauthy, Bachelet, Mounié, Bugnin,  
Lancien, Even, Reboul, Duprey, Chassagny,  
Loubat, Rolland, Choumyre, R. Martin, Manger.  
M. J. Godart est nommé rapporteur. -

I.  
Pétition  
II.

Herboristes

M. Dauthy expose la situation légale actuelle  
des herboristes et la querelle de ces derniers  
avec les pharmaciens. La Chambre a été  
saisie d'une proposition de loi appuyée de  
22 signatures, établissant un statut des  
herboristes. Cette p. de loi a été votée sans  
débat en fin de session. Faut-il créer  
un monopole des herboristes à côté du  
monopole des pharmaciens ?

M. Dauthy rappelle l'historique de la vente



des plantes médicinales. Des la plus  
vieilles ordonnances, on a interdit le  
mélange des plantes aux cultivateurs,  
puis aux marchands.

Toute la question est là : la jurisprudence  
a toujours confirmé que seul le pharmacien  
peut faire le mélange, ~~pour~~ faire des prépa-  
rations, des drogues composées. Le droguiste  
a bien le droit de vendre des drogues, même  
nocives, mais en gros et non au poids  
médicinal. La jurisprudence a assimilé  
l'herboriste au droguiste.

Mais dans l'herboristerie, c'est la vente  
des plantes qui est la quantité négligeable.  
L'herboriste vend de tout autre chose.  
Le président de l'Association des herboristes  
est venu dire qu'il voulait élever le niveau  
de la profession. Il a créé une école d'herbo-  
risterie. C'est une excellente chose. Mais  
de là à prétendre que l'herboriste doit com-  
naître l'effet des plantes s'il vend, il y  
a un monde.

M. le président interrompt pour dire  
que c'est affaire du médecin.

M. Dauthy réplique que du moins le  
pharmacien est qualifié pour préparer  
le remède dont le médecin examine les  
effets.

Le Dr Pierre Manceau, professeur à la Faculté  
de pharmacie de Lyon, a marqué la nouvelle  
importance de la phytothérapie, depuis la  
connaissance de la valeur des vitamines,  
des hormones, des ferments.



M. Dauthy appuie cette opinion.

S'il faut sept années d'études continues pour faire un bon pharmacien, va-t-on créer, à côté, des pharmaciens de seconde zone sous le nom d'herboristes ?

Le pharmacien se transforme malheureusement trop souvent en épicier, mais il faut qu'il puisse toujours être l'auxiliaire du médecin.

La pharmacie subit une crise très dure : 4739 étudiants en 1926, à peu près autant maintenant pour 11.000 officines dans toute la France.

Dans la Seine, il y a 153 herboristes hommes et 343 herboristes femmes, dont plus de la moitié de sages-femmes.

Il y a 677 hommes et 431 femmes herboristes dans les départements.

En tout 1614 pour toute la France dont 170 pour 46 départements. Ce n'est donc pas une corporation nombreuse.

En conséquence M. Dauthy conclura au statut quo.

M. Lancien ne voit pas la nécessité d'augmenter les droits des herboristes, alors qu'on a supprimé les pharmaciens de 2<sup>e</sup> classe. Il se rallie à la proposition de statut quo.

D'après M. Maurié, ce que les pharmaciens doivent connaître, c'est la quantité toxique : il lui arrive souvent de contrôler une ordonnance erronée.



D'autre part, les professions libérales ne nourrissent plus leur homme. C'est pourquoi maintenant le pharmacien devient un épicier et parfois le médecin s'honore plus sa profession. Accorder des droits aux herboristes accentuerait encore cette tendance.

#### Examen des articles. - Art 1<sup>er</sup>

Les herboristes veulent un diplôme : or ils ont actuellement un certificat. M. Dauthy estime qu'il y a bien une querelle de mots. M. Chassagnas va plus loin : il pense que c'est pour donner le change.

Mais M. Dauthy verrait d'un très bon oeil qu'on élevât le niveau des études des herboristes. Il n'y a pas besoin de loi, l'action ministérielle suffit. Il faudrait simplement assurer l'unité des programmes.

Art. 2. Vise les mélanges de plantes. C'est toujours le point crucial du débat. Actuellement, on tolère la vente des tisanes mélangées ; il n'y a pas d'inconvénient à continuer ; les pharmaciens acceptent cette situation.

Art. 3. Le § 2 est déjà dans la loi : l'herboriste est déjà soumis à déclaration. Le reste calque la législation de la pharmacie. C'est le cas actuel, par convention tacite.

M. Dauthy fait remarquer, à propos de l'article 4, que l'herboriste peut se défendre par l'action civile. Une petite correctionnelle serait excessive.

M. Lancier fait précéder que la commission



rejette tous ces articles. M. Dauthy est d'accord.

M. Mauger habite une localité où l'on fait de la plante médicinale. Il arrive que les cultivateurs en vendent à des voisins. Ils tomberaient sous le Coup de l'article 4. M. Mauger en demande aussi la suppression.

En conclusion, M. Dauthy estime que l'affaire ne vaut pas la peine de ~~débattre~~ légiférer.

M. Dauthy donne lecture à la demande de M. Leredu, des arrêts d'appel et de cassation. Ils visent le mélange rendu en vue d'un emploi curatif.

M. Dauthy est autorisé à déposer son rapport.

M. Rolland pense même qu'il faudrait laisser la profession s'éteindre par extinction et interdire de faire de nouveaux élèves.

### III

#### Emplois réservés

M. Lancien expose qu'il a reçu du ministre des finances <sup>une lettre</sup> demandant que l'emploi de percepteur soit radié de la liste des emplois réservés : les mutilés débiteraient comme commis du trésor. M. Lancien est d'accord.

Le ministre demande que l'emploi de commis du trésor passe de la 2<sup>e</sup> à la 1<sup>re</sup> catégorie. Il vient d'être élevé. M. Lancien préfère n'en pas parler.



Le ministre demande que les dames employées du Trésor passent de la 3<sup>e</sup> à la 2<sup>e</sup> catégorie.

M. Lancien rappelle les décisions précédentes de la Commission (voir séance du 15 novembre 1933).

La ville de Paris est hors de cause. Mais le ministère des pensions insiste pour qu'on fasse une certaine discrimination entre les communes. M. Lancien n'est pas hostile, mais il voudrait aussi une discrimination des emplois. M. Lancien demande une délégation pour s'entendre là-dessous avec les pensions et avec les mutilés.

La Commission donne mandat à M. Lancien à cet effet.

M. Lancien admettrait la rescision de certains emplois dans les communes au-dessus de 50.000 habitants. M. Leredu appuie cette proposition.

M. Thourmyre estime qu'on peut descendre au-dessous de 50.000. Il n'y a que 8% d'emplois administratifs occupés par les anciens combattants ou victimes de la guerre. M. Thourmyre préférerait placer le plafond à 10.000 ou 15.000 habitants.

M. Thourmyre désire qu'on ne supprime pas les emplois des invalides de guerre pour leur donner ces emplois à des Sappeurs engagés.

M. Lancien répond que son texte vise la loi de 1923, 1924, 1928 et le règlement de 1931. Ainsi M. Thourmyre a satisfaction.

M. M. Bauger demande si on ne va pas toucher aux lois militaires.

M. Lancien répond négativement.

Séance levée à 18 h 1/2.

RMB



MERCREDI 6 DECEMBRE 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Désignation de rapporteurs :
- a) Proposition de loi de M. GEORGES FAUGERE, tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux Sociétés de secours mutuels, (n°594-1933);
  - b) Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, relatif à la concession de l'établissement thermal de Bourbon-l'Archambault, (n°610-1933).
- II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des Députés, tendant à la suppression de la peine de fermeture du fonds de commerce. (n°491-1933). -  
- M. FERNAND MERLIN, Rapporteur pour avis.

*Séance ouverte à 16 H 1/2*

*Présidence de M. Fernand Merlin*

*Présents :*

*M. M. Pflieger, Gadaud, Buquin, Lavergne, Rolland, Théret, Turbat, Martin, Dupouyt, Neyret, Monnié, Reboul, Duprey, Manger, Loubat, Even.*

- I.
- a). *M. Turbat est nommé rapporteur.*
  - b). *M. Théret est nommé rapporteur.*

*Lettre du  
président  
du Sénat.*

—



II.

M. Fernand Merlin, président, signale que la commission <sup>de législation</sup> du commerce et la commission des finances prient la commission de l'hygiène de retirer son avis défavorable.

M. Manger estime que la commission ne peut se déjuger.

M. Rolland et M. Reboul déclarent qu'il vaut mieux laisser voter la proposition de loi; autrement on frappe des tiers: le propriétaire, p. ex., et on entame des ressources au Trésor.

M. Manger insiste et défend le point de vue de la moralité publique.

M. le président estime que la commission, ayant déjà été battue, il n'y a pas à insister.

M. Rolland regrette que le rapporteur de la commission de législation ne soit pas venu exposer son point de vue à la commission d'hygiène. Il l'aurait aisément convaincu.

M. Manger regrette qu'on ne profite pas des occasions qu'on a de supprimer des débits.

M. Even rappelle que le Sénat a voté récemment "l'installation obligatoire d'un débit dans chaque hameau." Ce n'est plus la peine de faire la petite bouche.

M. Reboul est d'avis que M. Lugeol, rapporteur, pourrait faire allusion aux réserves de la commission d'hygiène.

M. Manger est chargé d'exprimer, lors de la discussion, les réserves de la commission.

Ordre des  
Médecins.

M. Gadand ayant fait remettre à



chaque commissaire des épreuves, de son rapport, M. Duprey demande une légère modification du texte en ce qui touche l'inscription des médecins en exercice.

Il demande également des précisions sur le calcul de la majorité dans le vote pour l'élection du conseil.

M. M. Gadaud, rapporteur, Even, Rolland, s'accordent sur un second tour, avec une <sup>quorum</sup> ~~majorité~~ d'un tiers des ~~votants~~ inscrits.

M. Neyret réclame un tiers des votants.

M. Lavergne réplique qu'il n'y aura pas alors de vote si les opposants s'abstiennent systématiquement.

M. Gadaud demande ce qui se passe pour l'élection aux tribunaux de commerce. Faisons comme là, ou comme chez les avocats.

Il est entendu que M. Gadaud se référera à ce qui se passe pour l'ordre des avocats.

M. Duprey voudrait que les fonctions de membres de l'ordre soient expressément gratuites. M. Gadaud est d'accord.

D'autre part, M. Duprey voudrait que les ressources des ordres proviennent exclusivement des cotisations, mais qu'il n'y ait pas de centimes sur les impôts des médecins. Il redoute que cela s'institue, comme en matière de chambres de commerce et d'agriculture.

M. Gadaud riposte que ce centime ne peut être perçu, puisqu'il n'est pas prévu.



par la loi. D'ailleurs, cela sera indiqué par le rapporteur dans ses Commentaires.

M. Gadand est autorisé à faire distribuer son rapport.

RH



MERCREDI 13 DECEMBRE 1933

à SEIZE HEURES TRENTE

SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

I - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n°148-1933)- Proposition de la question préalable.- M. THERET, Rapporteur.

II - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour objet d'interdire la vente des objets dits "sucettes" (n°187-1926).- Proposition de la question préalable- M....., Rapporteur

III- a) Proposition de loi tendant à modifier l'article 20 de la loi du 1er avril 1898 sur les sociétés de secours mutuels (n°251-1930).

b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à la modification de l'article 20 de la loi du 1er avril 1898, sur les sociétés de secours mutuels (n°177-1931).- M. EVEN, Rapporteur.

IV - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier certains taux maxima des rentes allouées aux victimes d'accidents du travail (n°548-1931)- M. MAUGER, Rapporteur.

V - Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 26 du titre V de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, (radiologie) n° 253-1929.- Désignation d'un rapporteur, en remplacement de M. FERNAND MERLIN.

*Présidence de M. Fernand Merlin.*

*Présents : M. Chassaign, Gadand, Even, Baetelet, Dherbecourt, Duprey, Godart, Loubat, Mauger, Justin Godart, P. Strauss.*



IV. -  
Accidents du  
travail.

M. Mauger expose l'enchevêtrement des différents projets relatifs à l'assurance des accidents du travail. Il demande si la Commission désire joindre son rapport à celui de M. Chaudeau.

M. Justin Godart propose de consulter le gouvernement.

M. Bachelet signale que la Ligue des Droits de l'homme s'intéresse à la question des grands mutilés. Il lui est répondu que cela concerne le projet que rapporte M. Chaudeau.

M. Even est d'avis de joindre les rapports.

M. le président voudrait auparavant consulter le gouvernement.

La Commission décide de consulter le ministre et de le convoquer.

I. En raison de l'absence de M. Thérêt, on remet  
S<sup>x</sup> de bréif<sup>te</sup> à huitaine.

II. La question préalable est décidée.  
Lucettes

III. M. Even donne lecture de son rapport.  
Sociétés de Ce rapport est adopté et M. Even est autorisé  
Secours Mutuels. à le déposer.

V. M. Armbuster est désigné comme  
Radiologie rapporteur.



MERCREDI 20 DECEMBRE 1933  
à SEIZE HEURES TRENTE  
EXCEPTIONNELLEMENT LOCAL DU 3ème BUREAU

Ordre du Jour :

- I - Projet de loi, modifiant l'article 26 de la loi du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales ; (nomination des conseils d'administration) - (n° 581-1931). - Désignation d'un rapporteur en remplacement de M. DHERBECOURT.
- II - Projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, modifiant la dénomination des bureaux de bienfaisance (n° 148-1933). - Proposition de la question préalable - M. THERET, rapporteur.
- III - Projets de loi tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail adopté par la Conférence Internationale du travail dans sa septième session, tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925 (N° 416-1933 M. JUSTIN GODART, Rapporteur.

N.B. - Dans le cas où le Sénat tiendrait séance Mercredi après-midi, la réunion de la Commission d'Hygiène n'aurait pas lieu.

*La séance n'a pu avoir lieu, en raison de celle du Sénat.*

*RA*



MERCREDI 17 JANVIER 1934  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- I - Projet de loi, modifiant l'article 26 de la loi du 30 avril 1930 sur les Assurances sociales; (nomination des conseils d'administration) - (n°581-1931). - Désignation d'un rapporteur en remplacement de M. DHERBECOURT.
- II - Projet de loi tendant à la ratification du projet de convention concernant la réparation des accidents du travail, adopté par la Conférence Internationale du travail dans sa septième session tenue à Genève du 19 mai au 10 juin 1925 (n°416 - 1933). - M. JUSTIN GODART, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin

Présents - M. J. Godart, Buguin, Lavergne, Mourmé, Duprey, Meyret, Chauveau, Dudoigt, Bauger, Chassain, François-Saint-Maur. Leredu, Choumyre, Gadaud, Raymond Martin.

I. M. Chauveau accepte le rapport.

I bis.  
Accidents du  
Travail.

M. Chauveau rappelle l'état de la question. Il s'est informé au sujet du texte réduit déposé par un ministre du Travail. Mais successivement les ministères sont tombés avant qu'il ait pu se mettre en rapport avec les ministres intéressés. Il attend une convocation du ministre actuel, M. Frot.

M. Mourmé rappelle que tous les membres de la commission sont assaillis de réclamation.



M. Chauveau signale que les mutilés ont retiré leur agrément au texte réduit.

M. Mauger expose l'économie générale du premier projet. Il signale, lui aussi, l'intérêt que présente l'affaire pour le monde ouvrier, dont les rentes d'invalidité sont calculées sur un salaire fictif, inférieur au salaire réel.

M. Chauveau indique que les représentants des mutilés doivent venir le voir la semaine prochaine.

M. Monnier expose la genèse du projet réduit, qui, dit-il, a été déposé à la demande de la commission. Si l'on reprend le grand projet, rien ne sera voté avant la fin de l'année.

M. le président est d'avis qu'il faut faire quelque chose. Il voudrait savoir ce qu'en pense la commission des finances.

M. Chauveau répond que l'avis, signé par M. Banceau, a été déposé. Il ne comprend pas pourquoi son propre rapport, déposé il y a deux ans, n'a pas été déposé.

I<sup>er</sup>  
Bourbon  
l'Archaubault.  
M. Chéret écrit pour rendre son rapport sur Bourbon l'Archaubault, en raison de son état de santé. Il propose de le confier à M. Rolland. (Adopté.)

II.

M. Justin Godart expose les grandes lignes de son rapport. Il conclut à la non-ratification, car la législation interne n'est pas encore en harmonie avec la Convention.



Il est autorisé à déposer cependant un rapport favorable, mais seulement après le vote du projet en suspend sur les accidents du travail.

II bis M. François-Saint-Maur demande  
Allocations si la commission est saisie d'une propo-  
sition sur ce point. <sup>Verification</sup> Recherche sera faite,  
familiales l'affaire est à la commission d'administration. 2e  
demande le renvoi pour avis (accordé.)

III.

3-1934

Débats de boissons. On demandera la communication  
pour avis, sur la proposition de M. le président.

IV

Herboristes

Le président fait part d'une protesta-  
tion des herboristes contre la décision de  
rejet de la commission.

V.

M. le président félicite M. Dudoigt  
et M. François-Saint-Maur de leur  
rétablissement.

M. Bouvier souhaite à cet égard une  
meilleure santé à M. le président.

Séance levée à 17 heures 5.



# Formation du 25 Janvier 1934

## Hygiène, Assistance, Assurance et Prévoyance sociales.

MM.		MM.	
ARMBRUSTER.	1879	LAVERGNE.	1858
BRUGUIER.	1884	LEREDU.	1860
BUQUIN.	1869	LOUBAT.	1870
Marquis de CHAMBRUN.	1865	Raymond MARTIN.	1869
CHASSAING.	1876	MAUGER.	1857
CHAUVEAU.	1861	Fernand MERLIN.	1868
DARAIGNEZ.	1864	Auguste MOUNIÉ.	1873
DAUTHY.	1866	Edouard NÉRON.	1867
DENTU.	1861	NEYRET.	1890.
DERBÉCOURT.	1865	PFLEGER.	1873
DUDOUYT.	1851	ROLLAND.	1875
DUPREY.	1864	Edouard ROUSSEL.	1890
EVEN.	1884	SIREYJOL.	1861
FAUGÈRE.	1869	Paul STRAUSS.	1852
FRANÇOIS-SAINT-MAUR.	1869	THÉRET.	1866
GADAUD.	1875	Robert THOUMYRE.	1883
Justin GODART.	1871	TURBAT.	1865
LANCIEN.	1874	VIELLARD.	1879



AGNE 9988 VENDREDI 26 JANVIER 1934

SEIZIÈME À SEIZE HEURES

LOCAL DE LA COMMISSION

Ordre du jour

Election du bureau

Séance ouverte à 16 heures.

Présidence de M. Dudoigt, président d'âge.

Présents : M. M. Chauveau, Fernand Merlin, Rolland, Mounie, Paul Strauss, Lavergne, Lamer, Mounie, François St. Beau, Pflieger, Viellard, Mauger, Even, Gadaud, Chassaing

Election  
du bureau

Par acclamations, sur la proposition de son doyen d'âge, M. Dudoigt, la commission réélit son bureau :

Président : M. Fernand Merlin,  
Vice-présidents : M. M. Lancier et Mounie  
Secrétaires : M. M. Darthy et Mauger.

M. Fernand Merlin, prenant place au fauteuil, remercie ses collègues.

Il a confiance dans l'esprit de réalisation de la commission d'hygiène et fait allusion à une réunion qui vient de se tenir au groupe



En attendant des mutilés du travail, pour  
espérer que la loi en l'étude sera bientôt  
promulguée.

La France, comme par le passé, doit  
rester soucieuse du bien-être de ses masses  
laborieuses. La commission d'hygiène est  
en même temps une commission de la  
santé publique. M. le président félicite  
spécialement M. Chaureau et M. Gadeau  
de leurs interventions récentes devant le  
Sénat.

En nom du bureau tout entier, le prési-  
dent renouvelle ses remerciements à ses  
amis

Ordre des M. Even demande à la commission  
médecins. d'examiner les amendements déposés, avant  
mardi prochain.

Il est décidé de les examiner tout de  
suite.

Ass. Sociales M. ~~Mauger~~<sup>Even</sup> veut savoir <sup>ce</sup> que le ministre  
du travail a répondu à la demande de  
renseignements a. s. du placement des boni-  
des caisses.

Le président répond qu'il ~~est~~ a écrit  
aux ministres et que le m. a demandé  
un délai. Mais le ministère est tombé entre  
temps.

M. le président a d'ailleurs demandé  
au ministre de venir à la commission. Tout  
cela s'est produit avant les scandales  
récents.



Ordre des  
Médecins

M. Gadand signale que le ministère de la Santé publique vient d'envoyer des réclamations. Pour aller plus vite, il propose que l'un des membres de la Commission dépose des amendements donnant satisfaction au ministre, dans la mesure où cela est possible.

M. P. Strauss propose au contraire de déposer une "nouvelle" rédaction proposée par la Commission.

En ce qui touche l'amendement à l'art. 40 (am<sup>t</sup> J. Durand.):

M. Mauger fait remarquer que l'amendement paraît autoriser les médecins à cabinets multiples à être inscrits à plusieurs ordres.

M. Chassaigne demande si un médecin ne payant pas patente a le droit d'être inscrit à l'ordre. M. Gadand répond affirmativement.

M. Lancien ajoute qu'il en est de même pour le médecin fonctionnaire.

Sur un autre point, M. Gadand expose au conseil de 2<sup>e</sup> degré (professionnel) de juger de l'appel d'un candidat auquel le conseil de l'ordre refuse son inscription. C'est la Cour d'appel qui jugera cet appel.

M. P. Strauss préférerait un appel professionnel.

M. François St. Haur veut que tous les appels soient renvoyés devant la même juridiction.

M. Even voudrait que la majorité du conseil de l'ordre fût toujours acquise aux médecins praticiens. M. Gadand réclame un amendement. M. Even s'étant déclaré hostile



à la proposition, ne se croit pas autorisé  
à déposer un amendement. Il ne demande  
d'ailleurs qu'un commentaire.

M. Even<sup>h</sup> est pas partisan de l'amendement  
Durand en ce qui touche l'inscription d'office.

D'autre part, la commission préfère la  
juridiction du droit commun pour l'appel.

L'amendement J. Durand est repoussé.

L'amendement Lefas (sanctions) est  
également repoussé.

Art 37. M. François St. Maur demande que  
la liste de l'ordre soit déposée chez le procureur  
de la République et non du procureur de la  
République. (Adopté.)

Art. 43. M. François-Saint-Maur voudrait  
transférer tous les pouvoirs de juridiction au  
Conseil de l'ordre régional. M. Gadaud y consent,  
mais il demande un amendement.

M. François St. Maur voudrait voir le conseil  
autorisé à radier pendant plus d'un an et  
moins de cinq ans. M. Gadaud accepte la révision  
au bout de trois ans.

Amendement J. Durand sur l'appel par le  
doyen. La commission maintient son texte : le  
doyen et non le procureur général. Cependant,  
M. Even et M. François St. Maur proposent d'au-  
toriser et le doyen et le procureur ~~à~~ faire  
appel. Adopté.



Amenagement Portmann (Composition de la  
jurisdiction d'appel)

Séance levée à 17 heures 10.

RH



MERCREDI 31 JANVIER 1934  
à SEIZE HEURES TRENTE  
- SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Nomination de rapporteurs pour avis :
- a) proposition de loi portant modification de l'art. 74 I du chapitre V, titre III, livre Ier du code du travail (allocations familiales) - (n° 676-1933);
  - b) proposition de loi ayant pour objet de compléter l'article unique de la loi du 14 novembre 1921, modifiant l'article 11 de la loi du 9 novembre 1915 sur le rétablissement de certains débits de boissons dans les régions sinistrées (n° 3-1934).
- II - Proposition de résolution de MM. CASSEZ, George ULMO et Raymond MARTIN, invitant le Gouvernement à codifier les textes administratifs qui règlent l'application de la loi sur les assurances sociales (n° 251-1933) - (M. Raymond MARTIN, Rapporteur).
- III - Proposition de loi de M. GEORGES FAUGERE, tendant à modifier la loi du 1er avril 1898 relative aux Sociétés de secours mutuels, (n° 594-1933); - M. TURBAT, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents : M. François St Maurice, Chauveau, Raymond Martin, Turbat, Gadaud, Lavergne, Biquin, Chassaing, P. Strauss, Roumyre, Coubat, Armbruster, Mauger, Even.

Correspondance M. le président donne lecture d'une lettre  
Ordre des Médecins. de plusieurs médecins de Lyon qui protestent contre le projet de loi sur l'ordre des médecins.

Cette lettre a été envoyée par des médecins sur lesquels M. Lavergne ne donne pas de bons renseignements.

La C<sup>on</sup> passe à l'ordre du jour.



I<sup>a</sup>  
Allocations familiales.

M. François-Saint-Maur est nommé rapporteur.

I<sup>b</sup>  
Débits de boissons.

M. Paul Strauss a signalé au président du conseil la nécessité de limiter au 31/12 33 le nombre des débits de boissons accordés par la loi de 1933. Il n'a pu recevoir une réponse favorable. Il sera sans doute impossible d'insérer quoi que ce soit dans la loi de finances.

M. Fernand Merlin est nommé rapporteur.

II.  
Assurances sociales

M. Raymond Martin donne lecture de son rapport.

M. Paul Strauss rappelle ce qui a été fait pour la codification des lois ouvrières. À la Chambre, on a reproché au ministre d'outrepasser la loi. Il faudrait viser tous les textes, circulaires comprises.

M. François-Saint-Maur réplique que les circulaires sont la simple manifestation des idées ministérielles. Le travail de répertoire a déjà été fait par l'initiative privée.

M. Paul Strauss voudrait dire "mise en harmonie."

M. François-Saint-Maur s'y oppose : on ne peut modifier les textes par cette voie. On s'en tiendra donc à "codification."

M. Evén demande au rapporteur ce qu'il entend par "codification méthodique". Est-ce la rédaction de nouveaux articles, est-ce un répertoire ?

C'est un répertoire, répond M. Rd Martin.

M. Chauveau dit que le règlement d'administration



tion publique est parfois en contradiction avec la loi. Comment la codifiera-t-on ?

Il ne suffirait donc pas, dit M. P. Strauss, de faire la codification. Il faut faire une mise en harmonie.

M. Even préfère demander un répertoire.

M. Ambruster pense que c'est une affaire de rédaction : les libraires-éditeurs ont d'ailleurs fait ce travail.

M. François Saint-Haur pense qu'il y a peut-être à avoir pas comme certaines circulaires d'ordre intérieur.

M. Even dit qu'il existe au moins un répertoire. Il suffirait d'inviter le gouvernement à le mettre à jour.

M. le président proteste contre le mot : "textes administratifs."

M. Even propose "classification méthodique". Le rapport, modifié, est adopté.

M. Paul Strauss rappelle que la Commission désire entendre le ministre du Travail sur les assurances sociales.

M. P. Strauss veut user le travail législatif plutôt que le Conseil, comme la Chambre. Il y a des campagnes alarmistes qu'il faut faire disparaître par une étude claire de la gestion des caisses d'assurances sociales.

M. Even demande que l'on prie <sup>M. Valadier</sup> de donner un état de toutes les subventions accordées sur les fonds des caisses d'assurances sociales, en vertu de quelles décisions.

M. Chauveau dit qu'il ne peut s'agir que de placements.



M. Evén : qu'on demande à la Caisse de  
seine-et-seine-et-Oise de donner la liste <sup>de ces subventions</sup> ~~vet~~  
aussi de <sup>aux débats</sup> verser la circulaire Lamoignon du  
7 décembre, qui définit les œuvres qui peuvent  
être subventionnées.

M. Evén veut savoir en vertu de quel article  
la Caisse précitée a été autorisée à prélever  
800.000 fr., pour un exercice, sur ses bénéfices,  
qui ont été distribués en subventions.

Pourquoi des œuvres recourent-elles à sub-  
vention pour traiter des malades au delà du  
6<sup>e</sup> mois, puisque c'est interdit par la loi.  
Ceci vise les syphilitiques et les tuberculeux.  
La Caisse interdépartementale a proposé à  
l'Institut prophylactique 100.000 francs <sup>crés</sup>  
pour ces services.

M. Evén déclare que cela n'a rien de scan-  
daleux, mais il estime qu'il y a une thèse à  
fixer.

M. Paul Strauss signale une collaboration  
semblable en matière de protection des mères et  
nourrissans.

M. Armbuster signale que la Caisse de la H<sup>te</sup>  
Marne a accordé 50000 fr. au dispensaire  
d'hygiène.

M. Chauveau dit que la loi ne permet pas  
cela.

Accidents  
du Travail

M. le président estime qu'il faut aussi de-  
mander l'avis du ministre sur la réforme de la loi  
de 1898 sur les accidents du travail.

Mardi dernier a eu lieu une réunion du groupe  
des utiles du travail, en présence de représentants  
de ces derniers.



M. Chaureau rappelle que les mutilés n'ont pas été satisfaits du texte de M. François-Albert, que la commission d'hygiène avait fait sien. Ils veulent que l'on reprenne le premier texte, c'est également l'avis du rapporteur de la Chambre. M. Chaureau défend aussi ce premier texte, qu'il a rapporté. Il est très supérieur et bien plus avantageux pour les mutilés. Le texte de la Chambre aurait coûté 600 millions, celui du Sénat 300; celui de M. F. A. Albert à peu près autant. En tout cas M. Chaureau ne veut pas rapporter ce dernier.

Le rapporteur de la Chambre accepterait le texte du Sénat, sauf en ce qui touche le délai de carence.

M. P. Strauss est d'avis que ce point doit faire l'objet d'une seconde audition du ministre.

M. Chaureau estime qu'il vaut mieux commencer par les accidents du Travail. En ce qui touche les assurances sociales, la Chambre va discuter un texte. La commission ne peut encore en discuter un autre pendant ce temps.

Ass. Sociales. M. Evén revient sur cette question. Texte en main, il reconnaît que la loi autorisait les subventions auxquelles il faisait allusion.

M. Bauger veut quand même entendre le ministre. Il faut savoir ce que va être la liquidation de la loi des retraites ouvrières et paysannes.

On entendra le ministre.



III.

S. de secours mutuels.

M. Carbat donne lecture de son rapport. Mais, en l'absence de l'auteur de la proposition, la commission renvoie la décision à une prochaine séance.

Séance levée à 78 heures.

RH



MERCREDI 14 FEVRIER 1934  
à SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Désignation de rapporteurs :
- a) Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, concernant l'introduction dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, de certaines dispositions concernant l'assistance médicale gratuite et notamment de celles visant les tuberculeux. (N°671-1933);
  - b) projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, sur les sérums thérapeutiques et divers produits d'origine organique. (N°7-1934)
- II - Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, tendant à compléter l'article 26 du titre V de la loi du 30 novembre 1892, sur l'exercice de la médecine, (radiologie) n°253-1929.-  
- M. ARMBRUSTER, Rapporteur.

Présidence de M. Fernand Merlin.

Présents: M. Mauger, François-Saint-Maur, Lavergne, Boumle, Armbruster, Meyret, Rd Martin, Verion, Chassign, Duprey, Gadant, Dudoigny, P. Strauss, Even

I

- a) M. Pfleger est désigné comme rapporteur
- b) M. Lavergne est nommé rapporteur

I bis.  
accidents  
du travail

M. le président donne lecture d'une lettre du 12 février du ministre des finances relative au rapport 423 (1930) de M. Chauveau. Cette lettre est accompagnée d'une copie d'une lettre du ministre à la Commission des



finances et se prononçant contre les mesures proposées dans le rapport de M. Chauveau.

M. Mauger voudrait avoir des justifications de la part du ministre.

Ces justifications seront demandées.

## II

253-1929.

M. Armbruster dépose son rapport et en donne lecture. Il conclut à l'adoption du texte de la Chambre.

Les observations faites naguère par M. Conhemoulin, chef de laboratoire à l'hôpital Necker, amènent M. Armbruster à déclarer que les situations acquises seront respectées.

M. Mouliné remarque que cette déclaration n'a pas force de loi. Si la commission est d'accord avec M. Armbruster, il faut rédiger un texte.

M. Ed. Merlin soulève le point des versements pour une retraite.

M. Mouliné est d'avis de faire une démarche à l'A. P. ou auprès du ministre de la S. P (dit M. Strauss) pour demander le maintien à son poste de M. Conhemoulin, un savant de premier ordre.

M. François St. Maur remarque que le projet de loi s'y opposerait formellement. Il faudrait prévoir un règlement d'administration publique.

M. P. Strauss insiste pour que l'on négocie avec le ministre.

M. Armbruster demande que l'on dépose un amendement.



M. François Saint-Maur dit que les intéressés (au nombre de quatre) devraient se couvrir de l'autorité d'un médecin.

M. Armbruster dit que les 3 autres ont les assistants de M. Contemoulin. Un autre radiologue opère dans 3 hôpitaux de Caen.

M. le président opine qu'il cela peut se régler officieusement.

M. Mouric ajoute que l'on pourrait demander au ministre de faire une déclaration à la tribune.

Le bureau de la commission est chargé d'aller voir le ministre et le directeur de l'A. P.

M. P. Strauss répète que le ministre est le chef du directeur de l'A. P. Il suffit donc d'aller voir le ministre.

Le rapport est adopté.

RH



JEUDI 22 FEVRIER 1934  
A SEIZE HEURES TRENTE  
SALLE LEON BOURGEOIS

ORDRE DU JOUR :

- 1- Désignation de Rapporteurs :
  - a) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés, tendant à modifier et compléter l'art. 53 de la loi du 5 avril 1928, modifiée par celle du 30 avril 1930, sur les assurances sociales. (N° 44 - 1934).
  - b) Proposition de loi, adoptée par la Chambre des Députés tendant à compléter l'art. 64 de la loi du 5 avril 1928 sur les assurances sociales, modifiée par la loi du 30 avril 1930. (N° 45 - 1934).
- 11- Désignation d'un candidat à la Commission extra-parlementaire de classement aux emplois réservés de médecins, pharmaciens, chirurgiens-dentistes ou vétérinaires pensionnés pour infirmités de guerre.
- 111- Proposition de loi adoptée par la Chambre des Députés, ayant pour but de modifier et de compléter la loi du 30 novembre 1892 en ce qui concerne l'exercice de la médecine (N° 831 - 1932). Ordre des médecins)  
M. GADAUD, Rapporteur. - Examen des amendements.

Séance ouverte à 16 heures 30  
Présidence de M. Fernand Merlin.

**Présents :** M. Lavergne, François-St. Maur, Sadard, Mouric, Rolland, Tanguy, Martin, Duprey, Chauveau, Paul Straus, Chassaign, Even, Buguin, Manger.

Accidents du Travail. - M. le président donne lecture d'un projet de lettre demandant une audition à M. le ministre du Travail.

La commission en adopte le texte.  
M. Chauveau fait des réserves sur



M. Dupray s'élève contre le droit  
que l'on a donné de juger comme Tribunal  
d'exception tous les manquements aux devoirs  
professionnels. -- (Ordonnance Durand n° 2). Il demande  
qu'il soit établi un conseil aux manquements aux devoirs professionnels.  
M. Gadaud expose les vues de M. J. Durand

La commission le charge de s'entendre avec  
M. Jean Durand pour la rédaction d'un projet de loi  
~~amendement~~ ~~présenter~~ à présenter

La commission semble se maintenir sur le terrain  
de la déontologie. --

+ M. Dupray demande tels que les sont ~~proposés~~  
Code de déontologie

M.  
Comm  
H.  
M.  
Co



SÉNAT

Jeune du . 22 Février .

Présents MM - François de Maun

Gadaud

Eben

Lavergne

Rolland

Duprey

Thureau

Bouquies

Warkley

Mauger

Fernand merlin

Chassagny -

Présents

M. Chaurouat a été désigné  
comme rapporteur des propositions

MM - M

M. Justin Godard comme  
comité des Co. catholiques

M. Lefas est entendu . - sur son amendement  
à l'article 3 . 110 § .

M. Gadaud semble disposé à accepter la  
thèse présentée par M. Lefas .

M. Lavergne . Duprey . Bouquies et François  
de Maun prennent part au débat

L'amendement est adopté . sous réserve  
que le rapporteur rédigera l'amendement -  
en ce qui concerne la durée de préservation de l'œuvre  
à faire partie du conseil d'État



les affirmations du ministre des finances  
dans la lettre à laquelle fait allusion  
le président. —

I.  
Assurances  
Sociales

M. Chauveau est nommé rapporteur  
des deux propositions de loi. —

II  
Con-emploi réservés

M. Justin Godart est désigné.

III  
Ordre des médecins

(1)

M. Lefas est entendu sur son  
amendement à l'article 3 (n° 5)

M. Gadaud semble disposé à accepter  
la thèse de M. Lefas.

M. Lavergne, Duprey, Buquin,  
François-Saint-Maur présentent des  
observations.

L'amendement est adopté, sous réserve  
que le rapporteur le modifiera en ce qui  
concerne la durée d'interdiction du droit  
de faire partie du conseil départemental.

M. Duprey s'élève contre le droit qui  
serait donné de piger comme tribunal  
d'exception tous les manquements aux de-  
voirs professionnels. (amend. Jean Durand, n° 2)

M. Gadaud expose les vues de M. J. Durand.  
La commission le charge de s'entendre avec  
M. Jean Durand pour la rédaction, s'il y  
a lieu, du texte à présenter.

La commission semble se maintenir sur  
le terrain de la déontologie.

Séance levée à 17 heures 45.

R.B.

(1) mots de  
M. Manger, le secrétaire  
adj. était en séance  
du Sénat.



MERCREDI 14 MARS 1934  
à 16 HEURES 30  
SALLE LEON BOURGEOIS

Ordre du Jour :

- I - Projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à l'achèvement du programme de construction d'habitations à bon marché et de logements à loyers moyens prévu par la loi du 13 juillet 1928 (n° 121-1934) - Désignation d'un rapporteur.
- II - Audition de M. MARQUET, Ministre du Travail sur les projets de loi relatifs :  
1° aux Accidents du travail;  
2° aux Assurances sociales.

Présidence de M. Fernand Merlin.  
Présents : M. Paul Strauss, Mounier, Gadaud, Duprey, Chaureau, Laverque, Dauchy, Neyret, Chassaing, Mauger, Evén, Thoumyre, de Chambrun, Armbruster, Justin Godart, Dudouyt.

I  
121-1934  
H.-B.M.

M. Thoumyre est désigné comme rapporteur

II

M. Marquet, ministre du travail est introduit. Il est accompagné de trois fonctionnaires, dont M. Dreyfus et Monnet Comasini.

M. Fernand Merlin expose le désir de la commission d'être renseignée sur les projets du ministre en matière d'assurances accidents et d'assurances sociales.

En ce qui touche les mutilés du travail, le ministre expose qu'il a reçu de nombreuses délégations de mutilés. A Bordeaux, comme maire, il les fait participer aux avantages de



L'école des rééducation des mutilés de la guerre.

Il félicite M. Chauveau de son rapport et rappelle l'initiative de M. François Albert, déposant un projet restreint, un projet d'urgence.

Le meilleur projet serait celui qui permettrait la décision la plus rapide. Il ne pense pas que le projet François - Albert pourrait être adopté rapidement. (390 - 1933.)

M. Chauveau précise que les mutilés préfèrent le projet qu'il a rapporté.

Le ministre répond qu'il faudrait amender le projet Chauveau.

M. Chauveau dit que son projet ne coûterait pas plus cher que l'autre.

Le ministre réplique que la question n'est pas là : il faut éviter d'augmenter les charges des employeurs. On pourrait en tout cas, dès la rentrée, avoir un résultat de justice.

M. Moulié demande que l'on fasse une promesse minimum aux mutilés.

Le ministre dit qu'il a rompu avec l'habitude de ses prédécesseurs de faire des promesses qu'il ne peut tenir.

M. Mauger demande l'avis du ministre sur une proposition de loi votée par la Chambre, relevant le maximum qui sert à l'établissement des rentes. Cette proposition ne coûterait rien : les Compagnies d'assurance prélèvent un pourcentage : comme le salaire a baissé, elles ont bénéficié de l'augmentation de la prime, tandis que la loi empêchait la rente de s'élever.



La loi de 1898 s'appliquait à la presque totalité du salaire. Maintenant le chiffre de base sur lequel est calculée la rente n'est plus que de la moitié environ du salaire, tandis que la prime est basée sur le salaire entier.

M. le ministre rappelle que le projet Albert portait le base de calcul à 12.000 <sup>maximum</sup> fr. La commission du commerce du Sénat accepte ce chiffre. La commission de l'hygiène a voté 15.000. D'autre part, les mutilés s'intéressent plus au barème d'invalidité qu'au plafond.

Le ministre signale certaines difficultés juridiques qui se présentent contre l'extension de la loi. Ex: les chauffeurs de taxi sont-ils des salariés ?

M. Chauveau pense qu'il faut laisser faire la jurisprudence. Toute précision législative restreindra l'application de la loi.

M. le Ministre propose d'étudier la question avec le rapporteur de la rentée, et même pendant les vacances.

M. le président fait allusion à la lettre du 12 février du ministre des finances visant un déficit de 70 millions du fonds de garantie. Le ministre des finances est hostile au projet Chauveau.

Le ministre déclare qu'il échange des vues avec le ministre des finances. Celui-ci fait son devoir. Mais au moment de la discussion, le gouvernement aura réalisé une unité de vues.

Le ministre reprend son idée d'accord avec M. Chauveau. On pourrait avoir un projet acceptable à la rentée.

Quid, dit M. Chauveau, des avis des autres commissions ? Le ministre croit que l'accord de la C. d'hygiène et du gouvernement emporterait leur adhésion.



M. Boumle approuve cette procédure.

M. Mauger rappelle le projet permettant à la Caisse Nationale de faire l'assurance temporaire accidents, voté par la Chambre en 1918. (n° 202 et 976 - 1918)

Assurances Sociales. - M. Evén demande des explications sur l'application du § 4 de l'article 34. Il demande à quelles œuvres départementales la Caisse interdep. de Seine et Seine-et-Oise a-t-elle accordé des crédits sur les bonus.

Le ministre répond que d'après la loi, on ne peut savoir cela qu'après coup. Une circulaire Lammoureux a demandé que le ministère fut prévenu avant attribution.

Pour 1931-32-33, M. le ministre donne lecture de la liste de ces attributions en Seine et Seine-et-Oise : 12 millions environ.

M. Evén dit que parmi ces œuvres, certaines traitent des malades au-delà du 6<sup>e</sup> mois. Cela n'est pas prévu par la loi : il faut régulariser cette situation.

M. Paul Thaux trouve la chose légitime. Il faut encourager les caisses primaires à entrer dans cette voie de la prévention.

M. Evén réplique qu'il s'agit non de la prévention, mais du traitement.

M. le ministre réplique que le traitement du Syphilitique au 7<sup>e</sup> mois peut être de la prévention pour ses enfants à venir et pour la race. Les recherches doivent sans doute être faites à la loi. Mais il fallait avoir l'expérience du fonctionnement. C'est ainsi que le ministère



étudie la refonte de l'article 31 (placement des fonds.) Il faudra réduire un peu la liberté des organismes directeurs des caisses départementales, qui ne sont guère habilités à consacrer des immeubles destinés au traitement des malades, alors qu'il en est autrement des commissions administratives des hospices, par exemple.

M. Paul Strauss, <sup>dit qu'</sup> l'office de protection infantile de la Seine, sur 31 000 naissances, a pris 32 000 mères en charge. La mortalité infantile a décliné à Paris dans des conditions appréciables.

M. Even remercie le ministre de ses explications.

M. Gadaut estime qu'il faut allonger le délai de six mois de soins.

M. Chassaing voudrait savoir comment on juge la valeur des oeuvres qui bénéficient de bonis.

Le ministre promet qu'on veillera à l'application de la circulaire d'Amoureux.

M. Mauger fait allusion à la surveillance des oeuvres de guerre: on pourrait reprendre ce qu'on faisait alors.

M. Mourie demande des renseignements sur les primes d'allaitement. M. Dreyfus répond que la caisse donne la prime aux femmes de salaires comme aux salariées. Les femmes des assurés présentent leur demande de prime d'allaitement en touchant leur secours d'accouchement.

M. Even demande si le ministère surveille près les prêtres qui consentent à caisser. Réponse affirmative: on va d'ailleurs préparer un renforcement de la loi.



h. l'homme: Spécialités pharmaceutiques coûtent plus cher pour les indigents que pour les autres.

Ne pourrait-on enrayer l'abus de l'indigence?

Le ministre connaît la question comme maire. La loi dit "indigent notoire". Ce n'est plus l'indigent de la loi de 1905. On ne peut pas freiner partout: les maires laissent aller. Un préfet aurait plus de liberté d'action qu'un maire. Le ministre ne s'oppose pas à l'envoi d'instruction aux préfets. Mais il ne faut pas que les préfets passent de la popularité.

M. Neyret demande s'il y a une liste de spécialité. Réponse: Elle existe, mais n'a pas été publiée.

M. Mauger signale que de nombreux docteurs sont en souffrance faute de personnel pour les liquider.

Le ministre a obtenu déjà une augmentation du personnel de la caisse de garantie.

Il y a, dit M. Rouine, des médecins pharmaciens qui ordonnent leurs spécialités et gonflent le prix des ordonnances. D'autres indigent on leur fait aller chercher le médicament: commission. Il faut éviter ces abus.

M. Chassaing demande où en est l'affaire de la France mutualiste.

R. - C'est une entreprise privée. Elle prétend avoir droit au concours de l'Etat parce qu'en 1931 M. Landry en aurait écrit et parlé en termes élogieux. De tels discours ne peuvent engager l'Etat. Il y a un déficit d'environ 240 millions et un déficit immobilier d'environ 160 millions. L'admission.



trateur avait fondé des sociétés d'admission de construction. Le nouveau conseil a porté plainte. Il y a eu 800 millions de construction. Le ministre se refuse à payer les fautes de M. Beck et consorts. On a mis sur l'affaire un inspecteur des finances, et un actuaire du travail pour établir le bilan. En 1932, le rapport de l'inspecteur était défavorable. Ils prétendent que ce rapport ne leur avait pas été transmis. Les erreurs des fonctionnaires, disent dit le ministre, m'engagent pas l'Etat. On va leur conseiller, après inventaire, les mesures à prendre.

Que faut-il répondre aux cotisants, dit M. Chassaing?

Répondre en envoyant le communiqué rédigé en conseil des ministres.

M. Molléger signale la nécessité de liquider l'affaire des anciens assurés des R. O. Le ministre prend note.

Le président remercie le ministre, qui prend congé à 18 heures.

III  
Habitations  
à bon marché.

M. Choumpey est autorisé à déposer son rapport sur le projet de loi 121-1934 (V. au début de la présente séance), après un exposé oral des grandes lignes de ce rapport.

191-1934.

Séance levée à 18 H 1/2

RAH



